

Me COATMEUR Philippe
Commissaire de Justice
Section Huissier de Justice
19 Bis, Rue de Cotte
75012 PARIS- 12E
Tél : 01.44.88.99.88
Fax : 01.44.88.99.89
e-mail : phcoatmeur@wanadoo.fr

Paiement en ligne
Site Web : <https://www.coatmeur-huissier.fr/>

CAISSE DES DEPOTS ET
CONSIGNATION
IBAN
FR414003100750000467588X47
BIC CDCGFRPPXXX

ACTE COMMISSAIRE DE JUSTICE

COPIE

Coût (Avec Lettre)

Nature	Montant
artR444.3	70.22
artR444.48	7.67
Total H.T.	77.89
T.V.A à 20 %	15.58
Lettre	4.74
Total TTC	98.21

Coût (Sans Lettre)

Nature	Montant
artR444.3	70.22
artR444.48	7.67
Total H.T.	77.89
T.V.A à 20 %	15.58
Total TTC	93.47

Les articles se réfèrent au Code de Commerce
Tarif calculé sur la somme de 2000 €

SCT : Frais de Déplacement
DEP : Droit d'Engagement des Poursuites

Acte non soumis à la taxe

ACTE DE TRANSMISSION DE LA DEMANDE DE SIGNIFICATION OU DE LA NOTIFICATION DANS UN AUTRE ETAT MEMBRE EN APPLICATION DU REGLEMENT (UE) N°2020/1784 DU 25

Novembre 2020

==== QUATRE JANVIER

LE
DEUX MILLE VINGT-QUATRE

15 JAN 2024

Je, Philippe COATMEUR, Commissaire de Justice - section Huissier de Justice - près le Tribunal Judiciaire de PARIS, Audiencier à la Cour d'Appel, demeurant 19, bis rue de Cotte 75012 PARIS, soussigné,

L'Huissier de Justice soussigné atteste avoir accompli ce jour les formalités prévues par le règlement N° 2020/1784 du 25 novembre 2020 relatif à la signification et à la notification dans les Etats membres des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale.

A cet effet il a été adressé par LRAR à
Service of EU documents,
Courts Service Centralised Office,
Court Office,
The Courthouse,
Castlebar,
Co. Mayo F23YA99
Irlande

- Le formulaire prévu par l'article 8 §2 du règlement dûment complété,

- Un projet d'acte de signification d'une décision de justice en double exemplaire avec traduction en langue anglaise

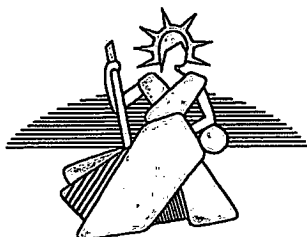
Le projet d'acte est destiné à être signifié ou notifié à ~~Sté RYANAIR DESIGNATED COMPANY (DAC) Société de droit irlandais, dont le siège social est Airside Business Park Swords CO DUBLIN IRLANDE, pris(e) en la personne de son représentant légal~~

L'acte à transmettre est accompagné d'une demande établie au moyen du formulaire type figurant à l'annexe I.

Lorsque l'entité d'origine souhaite que lui soit retourné un exemplaire de l'acte avec attestation visée à l'article 8§4, elle adresse l'acte à signifier ou à notifier en double exemplaire (Règlement UE N° 2020/1784 du 25 novembre 2020).

A LA DEMANDE DE :

1. L'UNION FEDERALE DES CONSOMMATEURS - QUE CHOISIR (UFC-QUE CHOISIR), Association Loi 1901 agréée en qualité d'organisation de consommateurs au sens de l'article L. 811-1 du Code de la consommation, dont le siège social est sis 233, Boulevard Voltaire à 75011 Paris, France, prise en la personne de son Président en exercice domicilié ès qualité audit siège,
2. Madame Sonia CLEMENT, née le 28 septembre 1974, à Boulogne-sur-Mer (62), de nationalité française, demeurant 165, Chemin de Guiramande à 13090 Aix-en-Provence, exerçant la profession de vétérinaire (Réf. Interne : 493921),
3. Madame Lisa GUERCIA, née le 3 mai 2001, à Vannes (56), de nationalité française, demeurant 165, Chemin de Guiramande à 13090 Aix-en-Provence, étudiante (Réf. Interne : 493921),
4. Monsieur Florent FRESNEAU, né le 22 mai 1986, à Dinan (22), de nationalité française, demeurant 25, Rue Crinas à 13007 Marseille, exerçant la profession d'urbaniste (Réf. Interne : 503693),
5. Madame Laetitia BRISARD, née le 11 mai 1987, à Rennes (35), de nationalité française,



demeurant 25, Rue Crinas à 13007 Marseille, exerçant la profession de formatrice (Réf. Interne : 503693),

6. **Monsieur Sébastien DERET**, né le 11 mai 1979, à Sèvres (92), de nationalité française, demeurant 46, Allée Sandro Botticelli à 83270 Saint-Cyr-sur-Mer, exerçant la profession de contrôleur aérien (Réf. Interne : 578762),
7. **Madame Ambre VIEUVILLE**, née le 9 juin 1985, à Avignon (84), de nationalité française, demeurant 46, Allée Sandro Botticelli à 83270 Saint-Cyr-sur-Mer, exerçant la profession d'enseignante (Réf. Interne : 578762),
8. **Monsieur Frédéric VILLA**, né le 11 décembre 1968, à Perpignan (66), de nationalité française, demeurant 4, Chemin des Maillonnettes à 13420 Gémenos, exerçant la profession de responsable commerce (Réf. Interne : 723517),
9. **Madame Christel PUTOUX**, née le 31 juillet 1970, à Quillan (11), de nationalité française, demeurant 4, Chemin des Maillonnettes à 13420 Gémenos, exerçant la profession d'AVS (Réf. Interne : 723517),
10. **Madame Margaux VILLA**, née le 29 avril 2001, à Aubagne (13), de nationalité française, demeurant 4, Chemin des Maillonnettes à 13420 Gémenos, étudiante (Réf. Interne : 723517),
11. **Madame Anne ESCOFFIER**, née le 25 août 1983, à Aix-en-Provence (13), de nationalité française, demeurant 16, Chemin du pigeonier à 13560 Senas, exerçant la profession d'entrepreneur (Réf. Interne : 692684),
12. **Monsieur Raphaël ESCOFFIER**, né le 22 février 2015, à Salon-de-Provence (13), de nationalité française, mineur agissant par son représentant légal **Madame Anne ESCOFFIER**, née le 25 août 1983, à Aix-en-Provence (13), de nationalité française, demeurant 16, Chemin du pigeonier à 13560 Senas, exerçant la profession d'entrepreneur (Réf. Interne : 692684),
13. **Monsieur Frédéric ARANDA**, né le 13 mai 1965, à Escalquens (31), de nationalité française, demeurant 2, Rue du Pic du Gar à 31750 Escalquens, exerçant la profession d'Enseignant (Réf. Interne : 244934),
14. **Madame Isabelle ARANDA**, née VERBRAEKEN le 5 janvier 1967, à Dax (40), de nationalité française, demeurant 2, Rue du Pic du Gar à 31750 Escalquens, exerçant la profession d'Enseignant (Réf. Interne : 244934),
15. **Monsieur Clément ARANDA**, né le 23 décembre 1999, à Toulouse (31), de nationalité française, demeurant 2, Rue du Pic du Gar à 31750 Escalquens, étudiant (Réf. Interne : 244934),
16. **Monsieur Clément GAULARD**, né le 30 mars 1999, à Toulouse (31), de nationalité française, demeurant 1, Rue du Toureillo à 31750 Escalquens, étudiant (Réf. Interne : 244934),
17. **Monsieur Mickaël VENANCIO**, né le 22 janvier 1988, à Compiègne (60), de nationalité française, demeurant 42, Rue Mathurin Régnier à 75015 Paris, exerçant la profession de Chargé d'affaires (Réf. Interne : 276167),
18. **Monsieur Christopher GAMEIRO**, né le 26 septembre 1985, à Châlons-en-Champagne (51), de nationalité française, demeurant 3, Rue du Courtillet à 60150 Machemont, exerçant la profession de Commercial (Réf. Interne : 276167),
19. **Monsieur Jacques BOUROCHE**, né le 10 décembre 1950, à Limoges (87), de nationalité française, demeurant 11, Rue Rabelais à 92170 Vanves, retraité (Réf. Interne : 336016),
20. **Madame Chantal BOUROCHE**, née GOBILLIARD le 10 octobre 1952, à Ugine (73), de nationalité française, demeurant 11, Rue Rabelais à 92170 Vanves, retraitée (Réf. Interne : 336016),
21. **Monsieur Yann LANNES**, né le 14 octobre 1973, à Rouen (76), de nationalité française,

demeurant 1, Résidence du Vieux Moulin à 76160 Darnétal, exerçant la profession d'Éducateur spécialisé (Réf. Interne : 389159),

22. **Madame Sabine LANNES**, née CHATROUSSAT le 18 mars 1970, à Le-Petit-Quevilly (76), de nationalité française, demeurant 1, Résidence du Vieux Moulin à 76160 Darnétal, exerçant la profession de Psychologue (Réf. Interne : 389159),
23. **Madame Héloïse LANNES** née le 8 janvier 2001, à Rouen (76), de nationalité française, demeurant 1, Résidence du Vieux Moulin à 76160 Darnétal, étudiante (Réf. Interne : 389159),
24. **Monsieur Corentin LANNES** né le 16 janvier 2005 à Rouen (76), demeurant 1, Résidence du Vieux Moulin à 76160 Darnétal, étudiant (Réf. Interne : 389159), devenu majeur en cours d'instance et venu consécutivement aux droits de **Monsieur Yann LANNES**, né le 14 octobre 1973, à Rouen (76), lequel agissait précédemment, pour son compte, en qualité de représentant légal du mineur,
25. **Monsieur Simon GIGNIER**, né le 5 mai 1993, à Paris (75), de nationalité française, demeurant 165, Cours de l'Argonne à 33000 Bordeaux, exerçant la profession de médecin (Réf. Interne : 411666),
26. **Madame Sophia OUADGHIRI**, née le 6 avril 1993, à St-Quentin (02), de nationalité française, demeurant 165, Cours de l'Argonne à 33000 Bordeaux, exerçant la profession de Médecin (Réf. Interne : 411666),
27. **Madame Valériane D'IRUMBERRY DE SALABERRY**, née le 12 septembre 1980, à Athis-Mons (91), de nationalité française, demeurant 11 bis, Avenue Marie Vian à 13012 Marseille, exerçant la profession de Cadre (Réf. Interne : 425591),
28. **Madame Chloé VALERIANI**, née le 13 novembre 2006 à Marseille (13) agissant par son représentant légal **Madame Valériane D'IRUMBERRY DE SALABERRY**, née le 12 septembre 1980, à Athis-Mons (91), de nationalité française, demeurant 11 bis, Avenue Marie Vian à 13012 Marseille, exerçant la profession de Cadre (Réf. Interne : 425591),

29. **Monsieur Jean-Michel ROSTAGNO**, né le 31 janvier 1969, à Florac (48), de nationalité française, demeurant 199, Rue Buffon à 34070 Montpellier, exerçant la profession de Professeur des écoles (Réf. Interne : 426811),
30. **Monsieur Valentin RENARD**, né le 12 décembre 1991, à Orléans (45), de nationalité française, demeurant 17, Rue George V à 35400 Saint-Malo, exerçant la profession de Juriste (Réf. Interne : 443896),
31. **Madame Alisson MUREAU**, née le 18 septembre 1990, à Orléans (45), de nationalité française, demeurant 17, Rue George V à 35400 Saint-Malo, exerçant la profession de Vendeuse (Réf. Interne : 443896),
32. **Monsieur Jean-Claude CREACH**, né le 2 février 1938, à Courbevoie (92), de nationalité française, demeurant 107, Rue du Général de Gaulle à 77780 Bourron-Marlotte, retraité (Réf. Interne : 459248),
33. **Madame Josette CREACH**, née DESTRI BATS le 9 décembre 1938, à Paris (75), de nationalité française, demeurant 107, Rue du Général de Gaulle à 77780 Bourron-Marlotte, retraitée (Réf. Interne : 459248),
34. **Monsieur Louis-Marie SPIRAL**, né le 10 mai 1992, à Tours (37), de nationalité française, demeurant 35, Rue Michaud à 73000 Chambéry, exerçant la profession de Stagiaire de la formation continue (Réf. Interne : 464688),
35. **Monsieur Serge ANGIOLINI**, né le 7 décembre 1965, à Dijon (21), de nationalité française, demeurant 14, Ruelle des Ajoncs à 97434 Saint-Gilles-les-Bains (Réunion), exerçant la profession de radiologue (Réf. Interne : 467393),
36. **Monsieur Benjamin LONIEWSKI**, né le 5 avril 1987, à Aubagne (13), de nationalité française, demeurant 32, Chemin de Raphèle à 13780 Cuges les pins, exerçant la profession

de réalisateur (Réf. Interne : 494924),

37. **Madame Jeanne PULLINO**, née GUERRINI le 30 septembre 51, à Bastia (20), de nationalité française, demeurant 111, Vallon de passe-temps La Treille à 13011 Marseille, retraitée (Réf. Interne : 500760),
38. **Monsieur Xavier WOHLFARTH**, né le 23 mars 1962, à Douarnenez (29), de nationalité française, demeurant 11, Rue Joséphine Pencalet à 29100 Douarnenez, exerçant la profession de musicien (Réf. Interne : 501421),
39. **Monsieur Jamy WOHLFARTH**, né le 3 janvier 2001, à Quimper (29), de nationalité française, demeurant 11, Rue Joséphine Pencalet à 29100 Douarnenez, étudiant (Réf. Interne : 501421),
40. **Madame Lily WOHLFARTH** née le 5 mars 2006 à Quimper (29) agissant par son représentant légal **Monsieur Xavier WOHLFARTH**, né le 23 mars 1962, à Douarnenez (29), de nationalité française, demeurant 11, Rue Joséphine Pencalet à 29100 Douarnenez, exerçant la profession de musicien (Réf. Interne : 501421),
41. **Monsieur Nicolas GUERIN**, né le 14 septembre 1995, à Puteaux (92), de nationalité française, demeurant 50, Rue Charles Lorilleux à 92800 Puteaux, exerçant la profession de Podologue (Réf. Interne : 518224),
42. **Monsieur Alexandre HUBY**, né le 6 octobre 1993, à Brou-sur-Chantereine (77), de nationalité française, demeurant 43, Chemin du Clos Roger à 77500 Chelles, exerçant la profession de podologue (Réf. Interne : 518224),
43. **Madame Catherine MALET**, née le 24 mai 1959, à Issoire (63), de nationalité française, demeurant 5, Avenue de Beaulieu à 63122 Ceyrat, exerçant la profession d'Éducatrice spécialisée (Réf. Interne : 522273),
44. **Monsieur Philippe BISSON**, né le 9 juillet 1956, à Reims (51), de nationalité française, demeurant 5, Avenue de Beaulieu à 63122 Ceyrat, retraité (Réf. Interne : 522273),
45. **Monsieur Christophe AGARD**, né le 10 décembre 1966, à Muret (31), de nationalité française, demeurant 25, Impasse Perce-Neige à 31830 Plaisance Du Touch, exerçant la profession d'Ingénieur (Réf. Interne : 536710),
46. **Madame Auriane AGARD**, née le 8 juin 1999, à Toulouse (31), de nationalité française, demeurant 25, Impasse Perce-Neige à 31830 Plaisance Du Touch, étudiante (Réf. Interne : 536710),
47. **Madame Audrey MERCIER**, née le 17 septembre 1985, à Fontenay le comte (85), de nationalité française, demeurant 60, Route de la Sablière à 85770 l'Île d'Elle, exerçant la profession de Clerc de notaire (Réf. Interne : 542777),
48. **Monsieur Guillaume PETIT**, né le 1 octobre 1982, à Lille (59), de nationalité française, demeurant 60, Route de la Sablière à 85770 l'Île d'Elle, à la recherche d'un emploi (Réf. Interne : 542777),
49. **Madame Jacqueline DELSOL**, née DELMAS le 4 février 1956, à Rodez (12), de nationalité française, demeurant 6 Les Buis Inières à 12850 Ste-Radegonde, retraitée (Réf. Interne : 545301),
50. **Monsieur Bernard DELSOL**, né le 8 décembre 1954, à Aubin (12), de nationalité française, demeurant 6 Les Buis Inières à 12850 Ste-Radegond, retraité (Réf. Interne : 545301),
51. **Madame Nicole DELSOL**, née le 31 mars 1956, à Aubin (12), de nationalité française, demeurant Allée Des Elmes 66650 Banyuls Sur Mer, retraitée (Réf. Interne : 545301),
52. **Madame Françoise EMBRY**, née le 13 septembre 1955, à Carcassonne (11), de nationalité française, demeurant 2, Rue Louis et Auguste Lumière à 11000 Carcassonne, retraitée (Réf. Interne : 545301),

53. **Madame Patricia GOMEZ**, née TALIMI le 19 juillet 1967, à Oléron (64), de nationalité française, demeurant 4, rue du Commandant Louis Bouchet à 92500 Rueil-Malmaison, exerçant la profession d'Avocat (Réf. Interne : 556725),
54. **Monsieur Manuel GOMEZ** né le 23 septembre 1964, à Agen (47), de nationalité française, demeurant 4, rue du Commandant Louis Bouchet à 92500 Rueil-Malmaison, exerçant la profession de Directeur des services généraux (Réf. Interne : 556725),
55. **Monsieur Raphaël GOMEZ**, né le 20 mai 2009 à Paris (75) agissant par son représentant légal **Monsieur Manuel GOMEZ** né le 23 septembre 1964, à Agen (47), de nationalité française, demeurant 4, rue du Commandant Louis Bouchet à 92500 Rueil-Malmaison, exerçant la profession de Directeur des services généraux (Réf. Interne : 556725),
56. **Monsieur Théotime GOMEZ**, né le 25 juillet 2012 à Paris (75) agissant par son représentant légal **Monsieur Manuel GOMEZ** né le 23 septembre 1964, à Agen (47), de nationalité française, demeurant 4, rue du Commandant Louis Bouchet à 92500 Rueil-Malmaison, exerçant la profession de Directeur des services généraux (Réf. Interne : 556725),
57. **Madame Mailys GOMEZ**, née le 25 juillet 2012 à Paris (75) agissant par son représentant légal **Monsieur Manuel GOMEZ** né le 23 septembre 1964, à Agen (47), de nationalité française, demeurant 4, rue du Commandant Louis Bouchet à 92500 Rueil-Malmaison, exerçant la profession de Directeur des services généraux (Réf. Interne : 556725),
58. **Madame Véronique VEYRIER**, née le 25 octobre 1978, à Limoges (87), de nationalité française, demeurant 21, rue du Bourg à 64400 Sancède, exerçant la profession de Praticienne en médecine traditionnelle chinoise (Réf. Interne : 559644),
59. **Monsieur Stéphane BODEZ**, né le 3 avril 1966, à Haguenau (67), de nationalité française, demeurant 16, Rue des Muscaris à 34070 Montpellier, exerçant la profession d'Enseignant (Réf. Interne : 567924),
60. **Madame Nina BODEZ**, née le 19 octobre 2001, à Montpellier (34), de nationalité française, demeurant 16, Rue des Muscaris à 34070 Montpellier, étudiante (Réf. Interne : 567924),
61. **Madame Sylvaine JENNY**, née le 23 novembre 1966, à Metz (57), de nationalité française, demeurant 16, Rue des Muscaris à 34070 Montpellier, exerçant la profession d'Illustratrice (Réf. Interne : 567924),
62. **Monsieur Dominique KRIEGEL**, né le 12 juillet 1952, à Reims (51), de nationalité française, demeurant 48, Rue Jacques Prévert à 51100 Reims, retraité (Réf. Interne : 602352),
63. **Madame Dominique KRIEGEL**, née BISSON le 26 mai 1953, à Reims (51), de nationalité française, demeurant 48, Rue Jacques Prévert à 51100 Reims, retraitée (Réf. Interne : 602352),
64. **Madame Maria FANTONI**, née le 10 novembre 1978, à Modène (Italie), de nationalité italienne, demeurant 9, Rue du professeur Calmette à 92190 Meudon, exerçant la profession de Psychologue (Réf. Interne : 626971),
65. **Monsieur Vincent AUVRAY**, né le 1^{er} décembre 1978, à Paris (75), de nationalité française, demeurant 9, Rue du professeur Calmette à 92190 Meudon, exerçant la profession d'Ingénieur (Réf. Interne : 626971),
66. **Monsieur Simon AUVRAY**, né le 21 octobre 2011, à Clamart (92) agissant par son représentant légal **Monsieur Vincent AUVRAY**, né le 1^{er} décembre 1978, à Paris (75), de nationalité française, demeurant 9, Rue du professeur Calmette à 92190 Meudon, exerçant la profession d'Ingénieur (Réf. Interne : 626971),
67. **Monsieur Gaël AUVRAY**, né le 14 avril 2008, à Paris (75) agissant par son représentant légal **Monsieur Vincent AUVRAY**, né le 1^{er} décembre 1978, à Paris (75), de nationalité française, demeurant 9, Rue du professeur Calmette à 92190 Meudon, exerçant la profession d'Ingénieur (Réf. Interne : 626971),

68. Monsieur Manuel **BALENCY-BEARN**, né le 14 septembre 1971, à Nançes (44), de nationalité française, demeurant 2, Rue Haussmann à 92400 Courbevoie, exerçant la profession de Consultant RH (Réf. Interne : 637212),
69. Madame Marcela **NINNO-FOLLONI**, née le 20 janvier 1978, à Sao Paulo (Brésil), de nationalité italienne, demeurant 2, Rue Haussmann à 92400 Courbevoie, exerçant la profession de Guide conférencier (Réf. Interne : 637212),
70. Madame Geneviève **BATAILLARD**, née CAMUS le 5 mai 1961, à Auxerre (89), de nationalité française, demeurant 29, Rue Bordot à 21000 Dijon, exerçant la profession de Gestionnaire administratif (Réf. Interne : 639820),
71. Monsieur Thierry **BATAILLARD**, né le 26 mai 1960, à Bourg-en-Bresse (01), de nationalité française, demeurant 29, Rue Bordot à 21000 Dijon, exerçant la profession de Conseiller juridique (Réf. Interne : 639820),
72. Madame Hélène **LOIZEAU**, née le 23 octobre 1990, à Cholet (49), de nationalité française, demeurant 9, Impasse des mimosas à 85340 L'Île-d'Olonne, exerçant la profession d'Audioprothésiste (Réf. Interne : 645753),
73. Monsieur Gaël **CLOCHARD**, né le 27 janvier 1987, à Cholet (49), de nationalité française, demeurant 9, Impasse des mimosas à 85340 L'Île-d'Olonne, exerçant la profession de Chauffeur (Réf. Interne : 645753),
74. Monsieur Jean-Pierre **RIVES**, né le 31 mars 1963, à Agen (47), de nationalité française, demeurant 20, Rue Ambroise Paré à 47520 Le Passage D'Agen, exerçant la profession de Cadre commercial (Réf. Interne : 690629),
- ~~75. Madame Valérie **RIVES**, née GALLO le 24 février 1967, à Agen (47), de nationalité française, demeurant 20, Rue Ambroise Paré à 47520 Le Passage D'Agen, exerçant la profession de Secrétaire (Réf. Interne : 690629),~~
76. Monsieur Théo **BOISSERIE**, né le 9 mai 1999, à Bassilac (24), de nationalité française, demeurant Crouzen à 24330 Périgueux, étudiant (Réf. Interne : 699357),
77. Madame Laurine **CHAUMOND**, née le 4 décembre 1998, à Périgueux (24), de nationalité française, demeurant Allée du Rat à 24660 Sanilhac, étudiante (Réf. Interne : 699357),
78. Madame Maryvonne **SALE**, née PETITHOMME le 13 mars 1967, au havre (76), de nationalité française, demeurant 20, Rue du Beau Panorama à 76700 Gonfreville-l'Orcher, exerçant la profession de Préparatrice en pharmacie (Réf. Interne : 702249),
79. Monsieur Pascal **SALE**, né le 27 avril 1958, au havre (76), de nationalité française, demeurant 20, Rue du Beau Panorama à 76700 Gonfreville-l'Orcher, retraité (Réf. Interne : 702249),
80. Monsieur Victor **CROUZEVIALLE**, né le 7 novembre 1997, à Saint-Cloud (92), de nationalité française, demeurant 70, Rue du Lignon à 17000 La Rochelle, étudiant (Réf. Interne : 708813),
81. Madame Marion **DE SOUSA**, née le 23 novembre 1992, à Cambrai (59), de nationalité française, demeurant 1124, Rue haute à 59258 Les Rues des Vignes, exerçant la profession d'hôtesse d'accueil (Réf. Interne : 712192),
82. Madame Juliette **XAVIER**, née MARTINEZ le 3 août 1957, à Montpellier (34), de nationalité française, demeurant 6, Rue de la Vitrine à 34300 Agde, retraitée (Réf. Interne : 725241),
83. Madame Estelle **CRAPEZ**, née le 21 mars 1992, à Sainte-Adresse (76), de nationalité française, demeurant 37, Boulevard Edmond Ducros à 30400 Villeneuve-lès-Avignon, exerçant la profession de responsable RH (Réf. Interne : 729276),
84. Madame Cloé **CRAPEZ**, née le 23 janvier 1998, à Montivilliers (76), de nationalité française,

demeurant 262, Rue de Créqui à 69007 Lyon, étudiante (Réf. Interne : 729276),

85. Madame Catherine PONCHEL, née le 23 mai 1966, à Lille (59), de nationalité française, demeurant 121, Route de Cany à 76400 Fécamp, exerçant la profession d'Enseignante (Réf. Interne : 729276),

86. Madame Marie-Rose PONCHEL, née DEBEURME le 15 février 1939, à Wattrelos (59), de nationalité française, demeurant 7, Impasse Saint Clair à 76400 Sainte Hélène Bondeville, retraitée (Réf. Interne : 729276),

87. Monsieur Frédéric LAGACHE, né le 4 juin 1960, à Tourcoing (59), de nationalité française, demeurant 25, Rue du Président Allende à 59185 Provin, exerçant la profession de Chef de secteur (Réf. Interne : 735324),

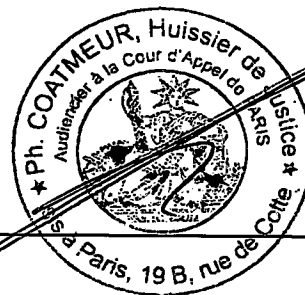
88. Madame Agathe SZYMKOWIAK, née le 7 novembre 1970, à Somain (59), de nationalité française, demeurant 25, Rue du Président Allende à 59185 Provin, exerçant la profession de Gestionnaire de paie (Réf. Interne : 735324),

Une copie du formulaire, ainsi que le projet de l'acte transmis et les pièces qui lui sont éventuellement jointes sont annexées au présent acte.

Nombre de pages : 52

SOUS TOUTES RÉSERVES

DONT ACTE



COPY

Maitre COATMEUR
Philippe Court
Enforcement Officer Bailiff
Section 19 Bis, Rue de Cotte
75012 PARIS- 12E
Tel: 01.44.88.99.88
Fax: 01.44.88.99.89
e-mail :
phcoatmeur@wanadoo.fr

Online payment
Website: <https://www.coatmeur-huissier.fr/>

CAISSE DES DÉPÔTS ET
CONSIGNATIONS
IBAN
FR414003100750000046
7588X47 BIC
CDCGFRPPXXX



BAILIFF

Office Reference
V0065790

CIVIL033

Cost (With Letter)

Nature	Amount
Art R444.3	51.06
Art R444.48	7.67
Total excl. tax	58.73
VAT 20	11.75
%	4.74
Letter	75.22
Total including tax	

Cost (Without Letter)

Type	Amount
Art R444.3	51.06
Art R444.48	7.67
Total net of tax	58.73
T.V.A.à20	11.75
%	70.48
Total including tax	

Art. 6 and 7:

Fixed fees

Art. 18:

Travel costs

Art. 13:

Court fees

Letter:

Postage

Deed not subject to tax

SERVICE OF A COURT DECISION
(Subject to an appeal - mandatory representation)

ON:
TWO THOUSAND AND TWENTY-FOUR

I, **Philippe COATMEUR**, Court Enforcement Officer - Bailiff section - at the Court of **PARIS**, Court usher at the Court of Appeal, residing at 19, bis rue de Cotte 75012 PARIS, the undersigned,

To:

RYANAIR DESIGNATED COMPANY (DAC) A company incorporated under Irish law, whose registered office is Airside Business Park Swords CO DUBLIN IRELAND, represented by its legal representative To whom the copy of this document has been delivered as indicated in the Certificate of Service attached hereto.

AT THE REQUEST OF:

- UNION FEDERALE DES CONSOMMATEURS - QUE CHOISIR (UFC-QUE CHOISIR)**, Association incorporated under the Law of 1901 approved as a consumer organisation within the meaning of Article L. 811-1 of the French Consumer Code, having its registered office at 233, Boulevard Voltaire, 75011 Paris, France, acting through its President, whose address for service is at the said registered office,
- ~~Ms Sonia CLEMENT~~, born on 28 September 1974, in Boulogne-sur-Mer (62), a French national, resident at 165, Chemin de Guiramande, 13090 Aix-en-Provence, practising the veterinary profession (Internal Ref.: 493921),
- Ms Lisa GUERCIA**, born on 3 May 2001, in Vannes (56), of French nationality, residing at 165, Chemin de Guiramande in 13090 Aix-en-Provence, student (Internal Ref.: 493921),
- Mr Florent FRESNEAU**, born on 22 May 1986, in Dinan (22), a French national, residing at 25, Rue Crinas in 13007 Marseille, practising as an urban planner (Internal Ref.: 503693),
- Ms Laetitia BRISARD**, born on 11 May 1987, in Rennes (35), a French national, residing at 25, Rue Crinas in 13007 Marseille, working as a trainer (Internal Ref.: 503693),
- Mr Sébastien DERET**, born on 11 May 1979, in Sèvres (92), of French nationality, residing at 46, Allée Sandro Botticelli at 83270 Saint-Cyr-sur-Mer, exercising the profession of air traffic controller (Internal Ref.: 578762),
- Ms Ambre VIEUVILLE**, born on 9 June 1985, in Avignon (84), a French national, residing at 46, Allée Sandro Botticelli, 83270 Saint-Cyr-sur-Mer, teacher (Internal Ref.: 578762),
- Mr Frédéric VILLA**, born on 11 December 1968, in Perpignan (66), of French nationality, residing at 4, Chemin des Maillonnettes in 13420 Gémenos, practising the profession of commercial manager (Internal Ref.: 723517),
- Ms Christel PUTOUX**, born on 31 July 1970, in Quillan (11), a French national, residing at 4, Chemin des Maillonnettes in 13420 Gémenos, practising as a social assistant (Internal Ref.: 723517),

10. **Ms Margaux VILLA**, born on 29 April 2001, in Aubagne (13), a French national, residing at 4, Chemin des Maillonnettes in 13420 Gémenos, a student (Internal Ref.: 723517),
11. **Ms Anne ESCOFFIER**, born on 25 August 1983, in Aix-en-Provence (13), a French national, residing at 16, Chemin du pigeonnier in 13560 Senas, working as an entrepreneur (Internal Ref.: 692684),
12. **Mr Raphaël ESCOFFIER**, born on 22 February 2015, in Salon-de-Provence (13), a French national, a minor acting through his legal representative **Mrs Anne ESCOFFIER**, born on 25 August 1983, in Aix-en-Provence (13), a French national, residing at 16, Chemin du pigeonnier in 13560 Senas, working as an entrepreneur (Internal Ref.: 692684),
13. **Mr Frédéric ARANDA**, born on 13 May 1965, in Escalquens (31), of French nationality, residing at 2, Rue du Pic du Gar at 31750 Escalquens, practising as a teacher (Internal Ref.: 244934),
14. **Ms Isabelle ARANDA**, born VERBRAEKEN on 5 May 1967, in Dax (40), of French nationality, residing at 2, Rue du Pic du Gar at 31750 Escalquens, practising as a teacher (Internal Ref.: 244934),
15. **Mr Clément ARANDA**, born on 23 December 1999, in Toulouse (31), of French nationality, residing at 2, Rue du Pic du Gar at 31750 Escalquens, student (Internal Ref.: 244934),
16. **Mr Clément GAULARD**, born on 30 March 1999, in Toulouse (31), of French nationality, residing at 1, Rue du Toureillo at 31750 Escalquens, student (Internal Ref.: 244934),
17. **Mr Mickaël VENANCIO**, born on 22 January 1988, in Compiègne (60), a French national, residing at 42, Rue Mathurin Régnier in 75015 Paris, acting as business manager (Internal Ref.: 276167),
18. **Mr Christopher GAMEIRO**, born on 26 September 1985, in Châlons-en-Champagne (51), of French nationality, residing at 3, Rue du Courtillet at 60150 Machedont, practising the profession of sales representative (Internal Ref.: 276167),
19. **Mr Jacques BOUROCHE**, born on 10 December 1950, in Limoges (87), of French nationality, residing at 11, Rue Rabelais in 92170 Vanves, retired (Internal Ref.: 336016),
20. **Ms Chantal BOUROCHE**, born GOBILLIARD on 10 October 1952, in Ugine (73), a French national, residing at 11, Rue Rabelais in 92170 Vanves, retired (Internal Ref.: 336016),
21. **Mr Yann LANNES**, born on 14 October 1973, in Rouen (76), of French nationality, residing at 1, Résidence du Vieux Moulin in 76160 Darnétal, practising as a specialised educator (Internal Ref.: 389159),
22. **Ms Sabine LANNES**, born CHATROUSSAT on 18 March 1970, in Le-Petit-Quevilly (76), a French national, residing at 1, Résidence du Vieux Moulin, 76160 Darnétal, practising the profession of psychologist (Internal Ref.: 389159),
23. **Ms Héloïse LANNES** born on 8 January 2001, in Rouen (76), of French nationality, residing at 1, Résidence du Vieux Moulin at 76160 Darnétal, student (Internal Ref.: 389159),
24. **Mr Corentin LANNES** born on 16 January 2005 in Rouen (76), residing at 1, Résidence du Vieux Moulin, 76160 Darnétal, student (Internal Ref.: 389159), who became an adult during the proceedings and subsequently substituted **Mr Yann LANNES**, born on 14 October 1973, in Rouen (76), who previously acted, on his behalf, as the minor's legal representative,
25. **Mr Simon GIGNIER**, born on 5 May 1993, in Paris (75), a French national, residing at 165, Cours de l'Argonne, 33000 Bordeaux, practising as a doctor (Internal Ref.: 411666),

26. Ms Sophia OUADGHIRI, born on 6 April 1993, in St-Quentin (02), a French national, residing at 165, Cours de l'Argonne, 33000 Bordeaux, practising as doctor (Internal Ref.: 411666),
27. Ms Valérie D'IRUMBERRY DE SALABERRY, born on 12 September 1980, in Athis-Mons (91), a French national, residing at 11 bis, Avenue Marie Vian in 13012 Marseille, working as an executive (Internal Ref.: 425591),
28. Ms Chloé VALERIANI, born on 13 November 2006 in Marseille (13) acting through her legal representative Ms Valérie D'IRUMBERRY DE SALABERRY, born on 12 September 1980, in Athis-Mons (91), a French national, resident at 11 bis, Avenue Marie Vian in 13012 Marseille, working as an executive (Internal Ref.: 425591),
29. Mr Jean-Michel ROSTAGNO, born on 31 January 1969, in Florac (48), a French national, residing at 199, Rue Buffon, 34070 Montpellier, practising as a school teacher (Internal Ref.: 426811),
30. Mr Valentin RENARD, born on 12 December 1991, in Orléans (45), a French national, residing at 17, Rue George V at 35400 Saint-Malo, practising as a lawyer (Internal Ref.: 443896),
31. Ms Alisson MUREAU, born on 18 December 1990, in Orléans (45), a French national, residing at 17, Rue George V at 35400 Saint-Malo, practising as a seller (Internal Ref.: 443896),
32. Mr Jean-Claude CREACH, born on 2 February 1938, in Courbevoie (92), of French nationality, residing at 107, Rue du Général de Gaulle at 77780 Bourron-Marlotte, retired (Internal Ref.: 459248),
33. Ms Josette CREACH, born DESTRIKATS on 9 December 1938, in Paris (75), of French nationality, residing at 107, Rue du Général de Gaulle at 77780 Bourron-Marlotte, retired (Internal Ref.: 459248),
34. Mr Louis-Marie SPIRAL, born on 10 May 1992, in Tours (37), a French national, residing at 35, Rue Michaud, 73000 Chambéry, who is a continuing training trainee (Internal Ref.: 464688),
35. Mr Serge ANGIOLINI, born on 7 December 1965, in Dijon (21), of French nationality, residing at 14, Ruelle des Ajoncs at 97434 Saint-Gilles-les-Bains (Réunion), practising the profession of radiologist (Internal Ref.: 467393),
36. Mr Benjamin LONIEWSKI, born on 5 April 1987, in Aubagne (13), of French nationality, residing at 32, Chemin de Raphèle in 13780 Cuges les pins, practising the profession of director (Internal Ref.: 494924),
37. Ms Jeanne PULLINO, born GUERRINI on 30 September 1951, in Bastia (20), a French national, residing at 111, Vallon de Pastime La Treille in 13011 Marseille, retired (Internal Ref.: 500760),
38. Mr Xavier WOHLFARTH, born on 23 March 1962, in Douarnenez (29), a French national, residing at 11, Rue Joséphine Pencalet in 29100 Douarnenez, practising as a musician (Internal Ref.: 501421),
39. Mr Jarny WOHLFARTH, born on 3 January 2001, in Quimper (29), of French nationality, residing at 11, Rue Joséphine Pencalet in 29100 Douarnenez, student (Internal Ref.: 501421),
40. Ms Lily WOHLFARTH born on 5 March 2006 in Quimper (29) acting through her legal representative Mr Xavier WOHLFARTH, born on 23 March 1962, in Douarnenez (29), of French nationality, residing at 11, Rue Joséphine Pencalet in 29100 Douarnenez, practising the profession of musician (Internal Ref.: 501421),
41. Mr Nicolas GUERIN, born on 14 September 1995, in Puteaux (92), a French national, residing at 50, Rue Charles Lorilleux, 92800 Puteaux, practising as a podiatrist (Internal Ref.: 518224),

42. **Mr Alexandre HUBY**, born on 6 October 1993, in Brou-sur-Chantereine (77), a French national, residing at 43, Chemin du Clos Roger in 77500 Chelles, practising as a podiatrist (Internal Ref.: 518224),
43. **Ms Catherine MALET**, born on 24 May 1959, in Issoire (63), a French national, resident at 5, Avenue de Beaulieu in 63122 Ceyrat, working as a specialised educator (Internal Ref.: 522273),
44. **Mr Philippe BISSON**, born on 9 July 1956, in Reims (51), of French nationality, residing at 5, Avenue de Beaulieu in 63122 Ceyrat, retired (Internal Ref.: 522273),
45. **Mr Christophe AGARD**, born on 10 December 1966, in Muret (31), a French national, residing at 25, Impasse Perce-Neige in 31830 Plaisance Du Touch, practising as an engineer (Internal Ref.: 536710),
46. **Ms Auriane AGARD**, born on 8 June 1999, in Toulouse (31), a French national, residing at 25, Impasse Perce-Neige in 31830 Plaisance Du Touch, a student (Internal Ref.: 536710),
47. **Ms Audrey MERCIER**, born on 17 September 1985, in Fontenay le Comte (85), a French national, residing at 60, Route de la Sablière in 85770 Ile d'Elle, practising as a notary clerk (Internal Ref.: 542777),
48. **Mr Guillaume PETIT**, born on 1 October 1982, in Lille (59), of French nationality, residing at 60, Route de la Sablière in 85770 l'île d'Elle, in search of employment (Internal Ref.: 542777),
49. **Ms Jacqueline DELSOL**, born DELMAS, born on 4 February 1956, in Rodez (12), a French national, residing at 6 Les Buis Inières in 12850 Ste-Radegonde, retired (Internal Ref.: 545301),
50. **Mr Bernard DELSOL**, born on 8 December 1954, in Aubin (12), of French nationality, residing at 6 Les Buis Inières in 12850 Ste-Radegond, retired (Internal Ref.: 545301),

51. **Ms Nicole DELSOL**, born on 31 March 1956, in Aubin (12), a French national, residing at Allée Des Elmes 66650 Banyuls Sur Mer, retired (Internal Ref.: 545301),
52. **Ms Françoise EMBRY**, born on 13 September 1955, in Carcassonne (11), a French national, residing at 2, Rue Louis et Auguste Lumière in 11000 Carcassonne, retired (Internal Ref.: 545301),
53. **Ms Patricia GOMEZ**, born TALIMI, born on 19 July 1967, in Oléron (64), a French national, residing at 4, rue du Commandant Louis Bouchet in 92500 Rueil-Malmaison, practising as a lawyer (Internal Ref.: 556725),
54. **Mr Manuel GOMEZ** born on 23 September 1964, in Agen (47), a French national, residing at 4, rue du Commandant Louis Bouchet in 92500 Rueil-Malmaison, exercising the profession of Director of General Services (Internal Ref.: 556725),
55. **Mr Raphaël GOMEZ**, born on 20 May 2009 in Paris (75) acting through his legal representative **Mr Manuel GOMEZ** born on 23 September 1964, in Agen (47), a French national, residing at 4, rue du Commandant Louis Bouchet in 92500 Rueil-Malmaison, exercising the profession of Director of General Services (Internal Ref.: 556725),
56. **Mr Théotime GOMEZ**, born on 25 July 2012 in Paris (75) acting through his legal representative **Mr Manuel GOMEZ** born on 23 September 1964, in Agen (47), a French national, residing at 4, rue du Commandant Louis Bouchet in 92500 Rueil-Malmaison, exercising the profession of Director of General Services (Internal Ref.: 556725),
57. **Ms Mailys GOMEZ**, born on 25 July 2012 in Paris (75) acting through her legal representative **Mr Manuel GOMEZ** born on 23 September 1964, in Agen (47), a French national, residing at 4, rue du Commandant Louis Bouchet in 92500 Rueil-Malmaison, exercising the profession of Director of General Services (Internal Ref.: 556725),

58. Ms Véronique VEYRIER, born on 25 October 1978, in Limoges (87), a French national, residing at 21, rue du Bourg, 64400 Sancède, practising as a traditional Chinese medicine practitioner (Internal Ref.: 559644),
59. Mr Stéphane BODEZ, born on 3 April 1966, in Haguenau (67), a French national, residing at 16, Rue des Muscaris, 34070 Montpellier, practising as a teacher (Internal Ref.: 567924),
60. Ms Nina BODEZ, born on 19 October 2001, in Montpellier (34), a French national, residing at 16, Rue des Muscaris in 34070 Montpellier, a student (Internal Ref.: 567924),
61. Ms Sylvaine JENNY, born on 23 November 1966, in Metz (57), a French national, residing at 16, Rue des Muscaris, 34070 Montpellier, working as illustrator (Internal Ref.: 567924),
62. Mr Dominique KRIEGEL, born on 12 July 1952, in Reims (51), of French nationality, residing at 48, Rue Jacques Prévert, 51100 Reims, retired (Internal Ref.: 602352),
63. Ms Dominique KRIEGEL, born BISSON on 26 July 1953, in Reims (51), of French nationality, residing at 48, Rue Jacques Prévert, 51100 Reims, retired (Internal Ref.: 602352),
64. Ms Maria FANTONI, born on 10 November 1978, in Modena (Italy), an Italian national, residing at 9, Rue du professeur Calmette, 92190 Meudon, practising the profession of Psychologist (Internal Ref.: 626971),
65. Mr Vincent AUVRAY, born on 1 December 1978, in Paris (75), a French national, residing at 9, Rue du professeur Calmette, 92190 Meudon, practising as an engineer (Internal Ref.: 626971),
66. Mr Simon AUVRAY, born on 21 October 2011, in Clamart (92) acting through his legal representative Mr Vincent AUVRAY, born on 1 December 1978, in Paris (75), a French national, residing at 9, Rue du professeur Calmette, 92190 Meudon, practising as an engineer (Internal Ref.: 626971),
67. Mr Gaël AUVRAY, born on 14 October 2008, in Paris (75) acting through his legal representative ~~Mr Vincent AUVRAY, born on 1 December 1978, in Paris (75), a French national, residing at 9, Rue du professeur Calmette, 92190 Meudon, practising as an engineer (Internal Ref.: 626971),~~
68. Mr Manuel BALENCY-BEARN, born on 14 September 1971, in Nantes (44), of French nationality, residing at 2, Rue Haussmann in 92400 Courbevoie, practising as an HR Consultant (Internal Ref.: 637212),
69. Ms Marcela NINNO-FOLLONI, born on 20 January 1978, in Sao Paulo (Brazil), an Italian national, residing at 2, Rue Haussmann, 92400 Courbevoie, working as a tour guide (Internal Ref.: 637212),
70. Ms Geneviève BATAILLARD, born CAMUS on 5 May 1961, in Auxerre (89), a French national, residing at 29, Rue Bardot, 21000 Dijon, practising the profession of Administrative Manager (Internal Ref.: 639820),
71. Mr Thierry BATAILLARD, born on 26 May 1960, in Bourg-en-Bresse (01), a French national, residing at 29, Rue Bardot, 21000 Dijon, practising as a legal counsel (Internal Ref.: 639820),
72. Ms Hélène LOIZEAU, born on 23 October 1990, in Cholet (49), a French national, residing at 9, Impasse des mimosas, 85340 L'Île-d'Olonne, practising as an audiologist (Internal Ref.: 645753),
73. Mr Gaël CLOCHARD, born on 27 October 1987, in Cholet (49), a French national, residing at 9, Impasse des mimosas, 85340 L'Île-d'Olonne, practising as a driver (Internal Ref.: 645753),

74. Mr Jean-Pierre RIVES, born on 31 March 1963, in Agen (47), of French nationality, residing at 20, Rue Ambroise Paré at 47520 Le Passage D'Agen, exercising the profession of Sales Executive (Internal Ref.: 690629),
75. Ms Valérie RIVES, born GALLO on 24 February 1967, in Agen (47), a French national, residing at 20, Rue Ambroise Paré at 47520 Le Passage D'Agen, exercising the profession of Secretary (Internal Ref.: 690629),
76. Mr Théo BOISSERIE, born on 9 May 1999, in Bassillac (24), of French nationality, residing at Crouzen at 24330 Périgueux, student (Internal Ref.: 699357),
77. Ms Laurine CHAUMOND, born on 4 December 1998, in Périgueux (24), a French national, residing at Allée du Rat in 24660 Sanilhac, a student (Internal Ref.: 699357),
78. Ms Maryvonne SALE, born PETITHOMME on 13 March 1967, in Le Havre (76), a French national, residing at 20, Rue du Beau Panorama in 76700 Gonfreville-l'Orcher, practising the profession of Pharmacy Technician (Internal Ref.: 702249),
79. Mr Pascal SALE, born on 27 April 1958, in Le Havre (76), of French nationality, residing at 20, Rue du Beau Panorama in 76700 Gonfreville-l'Orcher, retired (Internal Ref.: 702249),
80. Mr Victor CROUZEVALLE, born on 7 November 1997, in Saint-Cloud (92), of French nationality, residing at 70, Rue du Lignon at 17000 La Rochelle, student (Internal Ref.: 708813),
81. Ms Marion DE SOUSA, born on 23 November 1992, in Cambrai (59), a French national, residing at 1124, Rue Haute, 59258 Les Rues des Vignes, hostess (Internal Ref.: 712192),
82. Ms Juliette XAVIER, born MARTINEZ on 3 August 1957, in Montpellier (34), a French national, residing at 6, Rue de la Vitrine in 34300 Agde, retired (Internal Ref.: 725241),
-
83. Ms Estelle CRAPEZ, born on 21 March 1992, in Sainte-Adresse (76), of French nationality, residing at 37, Boulevard Edmond Ducros in 30400 Villeneuve-lès-Avignon, working as an HR manager (Internal Ref.: 729276),
84. Ms Cloé CRAPEZ, born on 23 January 1998, in Montvilliers (76), a French national, residing at 262, Rue de Créqui in 69007 Lyon, a student (Internal Ref.: 729276),
85. Mrs Catherine PONCHEL, born on 23 May 1966, in Lille (59), a French national, resident at 121, Route de Cany, 76400 Fécamp, working as a teacher (Internal Ref.: 729276),
86. Ms Marie-Rose PONCHEL, born DEBEURME on 15 February 1939, in Wattrelos (59), a French national, residing at 7, Impasse Saint Clair in 76400 Sainte Hélène Bondeville, retired (Internal Ref.: 729276),
87. Mr Frédéric LAGACHE, born on 4 June 1960, in Tourcoing (59), of French nationality, residing at 25, Rue du Président Allende in 59185 Provin, exercising the profession of Area Manager (Internal Ref.: 735324),
88. Ms Agathe SZYMKOWIAK, born on 7 November 1970, in Somain (59), a French national, resident at 25, Rue du Président Allende, 59185 Provin, payroll manager (Internal Ref.: 735324),

HEREBY SERVES YOU A COPY:

Of a judgment issued in the presence of both parties and in the first instance by the Commercial Court of Aix-en-Provence, docket 2022 003272 dated 12/12/2023 previously notified to Lawyer by RPVA on 13/12/2023

VERY IMPORTANT

You can lodge an **APPEAL** against this decision before the **AIX-EN-PROVENCE Court of Appeal** within a period of **ONE MONTH** increased by **TWO MONTHS** from the date of delivery of this deed.

If you intend to file appeal, you must appoint a lawyer of the Court of Appeal to carry out the necessary formalities for you before expiry of this period, which is strict. You may consult a Lawyer on this issue and ask him to represent you before the court.

Please note that, under Article 680 of the French Code of Civil Procedure, any party filing an appeal in a wrongful manner or as a delaying tactic may be ordered to pay a fine and compensation to the other party.

IN WITNESS WHEREOF, SUBJECT TO ALL RESERVATIONS

FRENCH REPUBLIC - IN THE NAME OF THE FRENCH PEOPLE

COMMERCIAL COURT OF AIX-EN-PROVENCE

Docket 2022 003272

JUDGMENT OF 12 December 2023

Composition of the Court during the proceedings and deliberations of 17/10/2023

Presiding Judge	:	Mr Philippe CRUVEILLER
Judges	:	Mr Eric LAURENT Ms Christine SCOFFIER
Court Clerk of the hearing	:	Ms Maëva NIGET

At the end of the debates, the Presiding Judge announces that the judgment will be issued and made available at the Registry on 12/12/2023 (Article 430 of the Code of Civil Procedure)

IN THE CASE BETWEEN:

L'UNION FEDERALE DES CONSOMMATEURS - QUE CHOISIR (UFC-QUE CHOISIR) (association)
233, Boulevard Voltaire
75011 Paris 11

Ms Sonia CLEMENT
165, Chemin de Guiramande
13090 Aix-en-Provence

Ms Lisa GUERCLA
165, Chemin de Guiramande
13090 Aix-en-Provence

Mr Florent FRESNEAU
25, Rue Crinas
13007 Marseille 07

Ms Laetitia BRISARD
25, Rue Crinas
13007 Marseille 07

Mr Sébastien DERET
46, Allée Sandro Botticelli
83270 Saint-Cyr-Sur-Mer

Ms Ambre VIEUVILLE
46, Allée Sandro Botticelli
83270 Saint-Cyr-Sur-Mer

Mr Frédéric VILLA
4, Chemin des Maillonnettes
13420 Gémenos

Ms Christel PUTOUX
4, Chemin des Maillonnettes
13420 Gémenos

Ms Margaux VELLA
4, Chemin des Maillonnettes
13420 Gémenos

Ms Anne ESCOFFIER
16, Chemin du pigeonier
13560 Senas

[signatures] 1

Mr Raphaël ESCOFFIER, acting through his legal representative Ms Anne ESCOFFIER
16, Chemin du pigeonnier
13560 Senas

Mr Frédéric ARANDA, voluntary intervenor
2, rue du Pic du Gar
31750 Escalquens

Ms Isabelle ARANDA, voluntary intervenor
2, rue du Pic du Gar
31750 Escalquens

Mr Clément ARANDA, voluntary intervenor
2, rue du Pic du Gar
31750 Escalquens

Mr Mickaël VENANCIO, voluntary intervenor
42, Rue Mathurin Régnier
75015 Paris 15

Mr Clément GAULARD, voluntary intervenor
1, Rue du Toureillo
31750 Escalquens

Mr Christopher GAMEIRO, voluntary intervenor
3, Rue du Courtillet
60150 Thourotte

Mr Jacques BOUROCHE, voluntary intervenor
11, Rue Rabelais
92170 Vanves

Ms Chantal BOUROCHE, voluntary intervenor
11, Rue Rabelais
92170 Vanves

Mr Yann LANNES, voluntary intervenor
1, Résidence du Vieux Moulin
76160 Darnetal

Ms Sabine LANNES born CHATROUSSAT, voluntary intervenor
1, Résidence du Vieux Moulin
76160 Darnetal

Ms Héloïse LANNES, voluntary intervenor
1, Résidence du Vieux Moulin
76160 Darnetal

Mr Corentin LANNES, voluntary intervenor, of full age in the course of the proceedings and substituting Mr Yann LANNES
1, Résidence du Vieux Moulin
76160 Darnetal

Mr Simon GIGNIER, voluntary intervenor
165, Cours de l'Argonne
33000 Bordeaux

Ms Sophia OUADGHIRI, voluntary intervenor
165, Cours de l'Argonne
33000 Bordeaux

2

[signatures]

Ms Valérie D'IRUMBERRY DE SALABERRY, voluntary intervenor
11 bis, Avenue Marie Vian
13012 Marseille 12

Mrs Chloé VALERIANI, voluntary intervenor, acting through her legal representative Valérienne D'IRUMBERRY
DE SALABERRY
11 bis, Avenue Marie Vian
13012 Marseille 12

Mr Jean-Michel ROSTAGNO, voluntary intervenor
199, Rue Buffon
34070 Montpellier

Mr Valentin RENARD, voluntary intervenor
17, Rue George V
35400 Saint-Malo

Ms Alisson MUREAU, voluntary intervenor
17, Rue George V
35400 Saint-Malo

Mr Jean-Claude CREACH, voluntary intervenor
107, Rue du Général de Gaulle
77780 Bourron Marlotte

Ms Josette CREACH, voluntary intervenor
107, Rue du Général de Gaulle
77780 Bourron marlotte

Mr Louis-Marie SPIRAL, voluntary intervenor
35, Rue Michaud
73000 Chambéry

Mr Serge ANGIOLINI, volunteer intervenor
14, Rue des Ajoncs
97434 Saint-Gilles-les-Bains

Mr Benjamin LONIEWSKI, voluntary intervenor
32, Chemin de Raphèle
13780 Cuges-les-Pins

Ms Jeanne PULLINO, voluntary intervenor
111, Vallon de passe-temps La Treille
13011 Marseille 11

Mr Xavier WOHLFARTH, voluntary intervenor
11, Rue Joséphine Pencalet
29100 Douarnenez

Mr Jany WOHLFARTH, voluntary intervenor
11, Rue Joséphine Pencalet
29100 Douarnenez

Ms Lily WOHLFARTH, voluntary intervenor, acting through her legal representative Xavier
WOHLFARTH
11, Rue Joséphine Pencalet
29100 Douarnenez

Mr Nicolas GUERIN, voluntary intervenor
50, Rue Charles Lorilleux
92800 Puteaux

3

[signatures]

Mr Alexandre HUBY, voluntary intervenor
43, Chemin du Clos Roger
77500 Chelles

Ms MALET Catherine, voluntary intervenor
5, Avenue de Beaulieu
63122 Ceyrat

Mr Philippe BISSON, voluntary intervenor
5, Avenue de Beaulieu
63122 Ceyrat

Mr Christophe AGARD, voluntary intervenor
25, Impasse Perce-Neige
31830 Plaisance-du-Touch

Ms Auriane AGARD, voluntary intervenor
25, Impasse Perce-Neige
31830 Plaisance-du-Touch

Ms Audrey MERCIER, voluntary intervenor
60, Route de la Sablière
85770 L'île d'elle

Mr Guillaume PETIT, voluntary intervenor
60, Route de la Sablière
85770 L'île d'elle

Ms Jacqueline DELSOL, voluntary intervenor
6 Les Buis Inières
12850 Sainte-Radegonde

Mr Bernard DELSOL, voluntary intervenor
6 Les Buis Inières
12850 Sainte-Radegonde

Ms Nicole DELSOL, voluntary intervenor
Allée Des Elmes
66650 Banyuls sur Mer

Ms Françoise EMBRY, voluntary intervenor
2, Rue Louis et Auguste Lumière
11000 Carcassonne

Ms Patricia GOMEZ, voluntary intervenor
4, rue du Commandant Louis Bouchet
92500 Rueil-Malmaison

Mr Manuel GOMEZ, voluntary intervenor
4, rue du Commandant Louis Bouchet
92500 Rueil-Malmaison

Mr Raphaël GOMEZ, voluntary intervenor, acting through his legal representative Manuel GOMEZ
4, rue du Commandant Louis Bouchet
92500 Rueil-Malmaison

Mr Théotime GOMEZ, voluntary intervenor, acting through his legal representative Manuel GOMEZ
4, rue du Commandant Louis Bouchet
92500 Rueil-Malmaison

Ms Mailys GOMEZ, voluntary intervenor, acting through her legal representative Manuel GOMEZ
4, rue du Commandant Louis Bouchet
92500 Rueil-Malmaison

4

[signatures]

Ms Véronique VEYRIER, voluntary intervenor
21, rue du Bourg
64400 Saucède

Mr Stéphane BODEZ, voluntary intervenor
16, Rue des Muscaris
34070 Montpellier

Ms Nina BODEZ, voluntary intervenor
16, Rue des Muscaris
34070 Montpellier

Ms Sylvaine JENNY, voluntary intervenor
16, Rue des Muscaris
34070 Montpellier

Mr Dominique KRIEGEL, voluntary intervenor
48, Rue Jacques Prévert
51100 Reims

Ms Dominique KRIEGEL, voluntary intervenor
48, Rue Jacques Prévert
51100 Reims

Ms Maria FANTONI, voluntary intervenor
9, rue du professeur Calmette
92190 Meudon

Mr Vincent AUVRAY, voluntary intervenor
9, rue du professeur Calmette
92190 Meudon

Mr Simon AUVRAY, voluntary intervenor, acting through his legal representative Vincent AUVRAY
9, rue du professeur Calmette
92190 Meudon

Mr Gaël AUVRAY, voluntary intervenor, acting through his legal representative Vincent AUVRAY
9, rue du professeur Calmette
92190 Meudon

Mr Manuel BALENCY-BEARN, voluntary intervenor
2, Rue Haussmann
92400 Courbevoie

Ms Marcela NINNO-FOLLONI, voluntary intervenor
2, Rue Haussmann
92400 Courbevoie

Ms Geneviève BATAELLARD, voluntary intervenor
29, Rue Bordot
21000 Dijon

Mr Thierry BATAELLARD, voluntary intervenor
29, Rue Bordot
21000 Dijon

Ms Hélène LOIZEAU, voluntary intervenor
9, Impasse des mimosas
85340 L'île d'Olonne

5

[signatures]

Mr Gaël CLOCHARD, voluntary intervenor
9, Impasse des mimosas
85340 L'île d'Olonne

Mr Jean-Pierre RIVES, voluntary intervenor
20, Rue Ambroise Paré
47520 Le passage

Ms Valérie RIVES, voluntary intervenor
20, Rue Ambroise Paré
47520 Le passage

Mr Théo BOISSERIE, voluntary intervenor
Crouzen
24330 Bassillac et Auberoche

Ms Laurine CHAUMOND, voluntary intervenor
Allée du Rat
24660 Sanilhac

Ms Maryvonne SALE, voluntary intervenor
20, rue du Beau Panorama
76700 Gonfreville-l'Orcher

Mr Pascal SALE, voluntary intervenor
20, rue du Beau Panorama
76700 Gonfreville-l'Orcher

Mr Victor CROUZE VIALLE, voluntary intervenor
70, Rue du Lignon
17000 La rochelle

Ms Marion DE SOUSA, voluntary intervenor
1124 rue Haute
59258 Les Rues des Vignes

Ms Juliette XAVIER, voluntary intervenor
6, Rue de la Vitrine
34300 Agde

Ms Estelle CRAPEZ, voluntary intervenor
37, Boulevard Edmond Ducros
30400 Villeneuve-les-Avignon

Ms Cloé CRAPEZ, voluntary intervenor
262, Rue de Créqui
69007 Lyon 07

Ms Catherine PONCHEL, voluntary intervenor
121, Route de Cany
76400 Fécamp

Ms Marie-Rose PONCHEL, voluntary intervenor
7, Impasse Saint Clair
76400 Fécamp

Mr Frédéric LAGACHE, voluntary intervenor
25, Rue du Président Allende
59185 Provin

Ms Agathe SZYMKOWIAK, voluntary intervenor
25, Rue du Président Allende
59185 Provin

6

[signatures]

All represented by Maître Cédric DUBUCQ and Maître Alexis MACCHETTO

applicants, following REFERRAL AFTER LACK OF JURISDICTION (TERRITORIAL JURISDICTION)

VERSUS:

RYANAIR DESIGNATED COMPANY (DAC) (SDE)
Airside Business Park Swords,
Co Dublin
IRELAND

Represented by Maître Nathalie YOUNAN and Maître Pascale HEBACKER *

Enforceable copy accompanied by a writ of execution issued to *Maître Cédric DUBUCQ*
13 DEC. 2023

7

[signatures]

By reference to the provisions of Article 455 of the French Code of Civil Procedure:

For the applicants: the summonses issued to the Commercial Court of Marseille on 3 and 10 July 2020, the submissions and the file submitted at the hearing of 17 October 2023,

For the defendant: the submissions and the file submitted at the hearing of 17 October 2023,

Having regard to the judgment of the Commercial Court of Marseille dated 23 November 2021 declaring that it lacks territorial jurisdiction in favour of the Commercial Court of Aix en Provence,

Parties to the proceedings:

Applicants

1. UNION FEDERALE DES CONSOMMATEURS - QUE CHOISIR (UFC-Que Choisir), an Association incorporated under the law of 1901 approved as a consumer organisation (within the meaning of Articles L. 811-1 et seq. of the French Consumer Code, having its registered office at 233, Boulevard Voltaire, 75011 Paris, acting through its President, domiciled in that capacity at said registered office,

And the 87 natural persons (the Passengers):

2. Ms Sonia CLEMENT, born on 28 September 1974, in Boulogne-sur-Mer (62), a French national, residing at 165, Chemin de Guiramande, 13090 Aix-en-Provence, practising the veterinary profession (Internal Ref.: 493921),
3. Ms Lisa GUERCIA, born on 3 May 2001, in Vannes (56), a French national, residing at 165, Chemin de Guiramande in 13090 Aix-en-Provence, a student (Internal Ref.: 493921),
4. Mr Florent FRESNEAU, born on 22 May 1986, in Dinan (22), of French nationality, residing at 25, Rue Crinas in 13007 Marseille, practising the profession of urban planner (Internal Ref.: 503693),
5. Ms Laetitia BRISARD, born on 11 May 1987, in Rennes (35), a French national, residing at 25, Rue Crinas in 13007 Marseille, practising the profession of trainer (Internal Ref.: 503693),
6. Mr Sébastien DERET, born on 11 May 1979, in Sèvres (92), a French national, residing at 46, Allée Sandro Botticelli, 83270 Saint-Cyr-sur-Mer, practising the profession of air traffic controller (Internal Ref.: 578762),
7. Ms Ambre VIEUVILLE, born on 9 June 1985, in Avignon (84), a French national, residing at 46, Allée Sandro Botticelli at 83270 Saint-Cyr-sur-Mer, practising the profession of teacher (Internal Ref.: 578762),
8. Mr Frédéric VILLA, born on 11 December 1968, in Perpignan (66), of French nationality, residing at 4, Chemin des Maillonnettes in 13420 Gémenos, practising the profession of commercial manager (Internal Ref.: 723517),
9. Ms Christel PUTOUX, born on 31 July 1970, in Quillan (11), a French national, residing at 4, Chemin des Maillonnettes in 13420 Gémenos, practising the profession of social assistant (Internal Ref.: 723517),
10. Ms Margaux VILLA, born on 29 April 2001, in Aubagne (13), a French national, residing at 4, Chemin des Maillonnettes in 13420 Gémenos, a student (Internal Ref.: 723517),
11. Ms Anne ESCOFFIER, born on 25 August 1983, in Aix-en-Provence (13), a French national, residing at 16, Chemin du pigeonnier, 13560 Senas, working as an entrepreneur (Internal Ref.: 692684),
12. Mr Raphaël ESCOFFIER, born on 22 February 2015, in Salon-de-Provence (13), a French national, a minor acting through his legal representative Ms Anne ESCOFFIER, born on 25 August 1983, in Aix-en-Provence (13), a French national, residing at 16, Chemin du pigeonnier in 13560 Senas, working as an entrepreneur (Internal Ref.: 692684),
13. Mr Frédéric ARANDA, born on 13 May 1965, in Escalquens (31), a French national, residing at 2, Rue du Pic du Gar, 31750 Escalquens, working as a teacher (Internal Ref.: 244934),

8

[signatures]

14. Ms Isabelle ARANDA born VERBRAEKEN on 5 January 1967, in Dax (40), a French national, residing at 2, Rue du Pic du Gar, 31750 Escalquens, working as a teacher (Internal Ref.: 244934).
15. Mr Clément ARANDA, born on 23 December 1999, in Toulouse (31), of French nationality, residing at 2, Rue du Pic du Gar at 31750 Escalquens, student (Internal Ref.: 244934).
16. Mr Clément GAULARD, born on 30 March 1999, in Toulouse (31), of French nationality, residing at 1, Rue du Pic du Gar at 31750 Escalquens, student (Internal Ref.: 244934).
17. Mr Mickaël VENANCIO, born on 22 January 1988, in Compiègne (60), a French national, residing at 42, Rue Mathurin Régnier, 75015 Paris, exercising the profession of business manager (Internal Ref.: 276167).
18. Mr Christopher GAMEIRO, born on 26 September 1985, in Châlons-en-Champagne (51), a French national, residing at 3, Rue du Courtillet, 60150 Machemont, practising the profession of sales representative (Internal Ref.: 276167).
19. Mr Jacques BOUROCHE, born on 10 December 1950, in Limoges (87), of French nationality, residing at 11, Rue Rabelais, 92170 Vanves, retired (Internal Ref.: 336016).
20. Ms Chantal BOUROCHE born GOBILLIARD on 10 October 1952, in UGINE (73), of French nationality, residing at 11, Rue Rabelais in 92170 Vanves, retired (Internal Ref.: 336016).
21. Mr Yann LANNES, born on 14 October 1973, in Rouen (76), a French national, residing at 1, Résidence du Vieux Moulin, 76160 Darnétal, working as special educator (Internal Ref.: 389159).
22. Ms Sabine LANNES, born CHATROUSSAT, on 18 March 1970, in Le-Petit-Quevilly (76), a French national, resident at 1, Résidence du Vieux Moulin, 76160 Darnétal, practising the profession of psychologist (Internal Ref.: 389159).
23. Ms Héloïse LANNES born on 8 January 2001, in Rouen (76), a French national, residing at 1, Résidence du Vieux Moulin, 76160 Darnétal, a student (Internal Ref.: 389159).
24. Mr Corentin LANNES born on 16 January 2005 in Rouen (76), residing at 1, Résidence du Vieux Moulin at 76160 Darnétal, student (Internal Ref.: 389159), who became an adult during the proceedings and subsequently substituted Mr Yann LANNES, born on 14 October 1973, in Rouen (76), who previously acted, on his behalf, as legal representative of the minor.
25. Mr Simon GIGNIER, born on 5 May 1993, in Paris (75), a French national, residing at 165, Cours de l'Argonne, 33000 Bordeaux, practising as a doctor (Internal Ref.: 411666).
26. Ms Sophia OUADGHIRI, born on 6 April 1993, in St-Quentin (02), a French national, residing at 165, Cours de l'Argonne, 33000 Bordeaux, practising as a doctor (Internal Ref.: 411666).
27. Mrs Valériane D'IRUMBERRY DE SALABERRY, born on 12 September 1980, in Athis-Mons (91), a French national, resident at 11 bis, Avenue Marie Vian in 13012 Marseille, working as an executive (Internal Ref.: 425591).
28. Ms Chloé VALERTANT, born on 13 November 2006 in Marseille (13) acting through her legal representative Ms Valériane D'IRUMBERRY DE SALABERRY, born on 12 September 1980, in Athis-Mons (91), a French national, resident at 11 bis, Avenue Marie Vian, 13012 Marseille, working as an executive (Internal Ref.: 425591).
29. Mr Jean-Michel ROSTAGNO, born on 31 January 1969, in Florac (48), of French nationality, residing at 199, Rue Buffon, 34070 Montpellier, exercising the profession of school teacher (Internal Ref.: 426811).
30. Mr Valentin RENARD, born on 12 December 1991, in Orléans (45), a French national, residing at 17, Rue George V, 35400 Saint-Malo, practising as legal counsel (Internal Ref.: 443896).
31. Ms Alisson MUREAU, born on 18 September 1990, in Orléans (45), a French national, residing at 17, Rue George V, 35400 Saint-Malo, working as seller (Internal Ref.: 443896).

9

[signatures]

[stamp of COMMERCIAL COURT
AY-EMPROVENCE]

32. Mr Jean-Claude CREACH, born on 2 February 1938, in Courbevoie (92), a French national, residing at 107, Rue du Général de Gaulle, 77780 Bourron- Marlotte, retired (Internal Ref.: 459248),
33. Ms Josette CREACH, born DESTRI BATS on 9 December 1938, in Paris (75), of French nationality, residing at 107, Rue du Général de Gaulle at 77780 Bourron- Marlotte, retired (Internal Ref.: 459248),
34. Mr Louis-Marie SPIRAL, born on 10 May 1992, in Tours (37), a French national, residing at 35, Rue Michaud, 73000 Chambéry, who is a continuing training trainee (Internal Ref.: 464688),
35. Mr Serge ANGIOLINI, born on 7 December 1965, in Dijon (21), of French nationality, residing at 14, Ruelle des Ajoncs at 97434 Saint-Gilles-les-Bains (Réunion), practising the profession of radiologist (Internal Ref.: 467393),
36. Mr Benjamin LONJEWSKI, born on 5 April 1987, in Aubagne (13), a French national, residing at 32, Chemin de Raphèle, 13780 Cuges les pins, working as a director (Internal Ref.: 494924),
37. Ms Jeanne PULLINO, born GUERRINI, on 30 September 51, in Bastia (20), a French national, residing at 111, Vallon de Pastime La Treille, 13011 Marseille, retired (Internal Ref.: 500760),
38. Mr Xavier WOHLFARTH, born on 23 March 1962, in Douarnenez (29), a French national, residing at 11, Rue Joséphine Pencalet, 29100 Douarnenez, practising as a musician (Internal Ref.: 501421),
39. Mr Jamy WOHLFARTH, born on 3 January 2001, in Quimper (29), a French national, residing at 11, Rue Joséphine Pencalet, 29100 Douarnenez, a student (Internal Ref.: 501421),
40. Ms Lily WOHLFARTH born on 5 March 2006 in Quimper (29) acting through her legal representative Mr Xavier WOHLFARTH, born on 23 March 1962, in Douarnenez (29), a French national, residing at 11, Rue Joséphine Pencalet, 29100 Douarnenez, practising the profession of musician (Internal Ref.: 501421),
41. Mr Nicolas GUERIN, born on 14 September 1995, in Puteaux (92), a French national, residing at 50, Rue Charles Lorilleux, 92800 Puteaux, practising as a podiatrist (Internal Ref.: 518224),
42. Mr Alexandre HUBY, born on 6 October 1993, in Brou-sur-Chantereine (77), a French national, residing at 43, Chemin du Clos Roger, 77500 Chelles, practising as a podiatrist (Internal Ref.: 518224),
43. Ms Catherine MALET, born on 24 May 1959, in Issoire (63), a French national, resident at 5, Avenue de Beaulieu, 63122 Ceyrat, working as specialised educator (Internal Ref.: 522273),
44. Mr Philippe BISSON, born on 9 July 1956, in Reims (51), of French nationality, residing at 5, Avenue de Beaulieu at 63122 Ceyrat, retired (Internal Ref.: 522273),
45. Mr Christophe AGARD, born on 10 December 1966, in Muret (31), a French national, residing at 25, Impasse Perce-Neige, 31830 Plaisance Du Touch, working as an engineer (Internal Ref.: 536710),
46. Ms Auriane AGARD, born on 8 June 1999, in Toulouse (31), a French national, residing at 25, Impasse Perce-Neige at 31830 Plaisance Du Touch, a student (Internal Ref.: 536710),
47. Ms Audrey MERCIER, born on 17 September 1985, in Fontenay le Comte (85), a French national, resident at 60, Route de la Sablière, 85 770 Ile d'Elle, working as a notary clerk (Internal Ref.: 542777),
48. Mr Guillaume PETIT, born on 1 October 1982, in Lille (59), a French national, residing at 60, Route de la Sablière at 85770 Ile d'Elle, seeking employment (Internal Ref.: 542777),
49. Ms Jacqueline DELSOL, born DELMAS, on 4 February 1956, in Rodez (12), a French national, residing at 6 Les Buis Inières in 12850 Ste-Radegonde, retired (Internal Ref.: 545301),
50. Mr Bernard DELSOL, born on 8 December 1954, in Aubin (12), a French national, residing at 6 Les Buis Inières in 12850 Ste-Radegond, retired (Internal Ref.: 545301),
51. Ms Nicole DELSOL, born on 31 March 1956, in Aubin (12), a French national, residing at Allée Des Elmes 66650 Banyuls Sur Mer, retired (Internal Ref.: 545301),
52. Ms Françoise EMBRY, born on 13 September 1955, in Carcassonne (11), a French national,

10

[signatures]

- residing at 2, Rue Louis et Auguste Lumière at 11000 Carcassonne, retired (Internal Ref.: 545301).
53. Ms Patricia GOMEZ, born TALIMI on 19 July 1967, in Oléron (64), a French national, residing at 4, rue du Commandant Louis Bouchet, 92500 Rueil-Malmaison, practising as a lawyer (Internal Ref.: 556725),
 54. Mr Manuel GOMEZ born on 23 September 1964, in Agen (47), of French nationality, residing at 4, rue du Commandant Louis Bouchet in 92500 Rueil-Malmaison, exercising the profession of Director of General Services (Internal Ref.: 556725),
 55. Mr Raphaël GOMEZ, born on 20 May 2009 in Paris (75) acting through his legal representative Mr Manuel GOMEZ born on 23 September 1964, in Agen (47), a French national, residing at 4, rue du Commandant Louis Bouchet in 92500 Rueil-Malmaison, exercising the profession of Director of General Services (Internal Ref.: 556725),
 56. Mr Théotime GOMEZ, born on 25 July 2012 in Paris (75) acting through his legal representative Mr Manuel GOMEZ born on 23 September 1964, in Agen (47), a French national, residing at 4, rue du Commandant Louis Bouchet in 92500 Rueil-Malmaison, exercising the profession of Director of General Services (Internal Ref.: 556725),
 57. Mr Mailyys GOMEZ, born on 25 July 2012 in Paris (75) acting through his legal representative Mr Manuel GOMEZ born on 23 September 1964, in Agen (47), a French national, residing at 4, rue du Commandant Louis Bouchet in 92500 Rueil-Malmaison, exercising the profession of Director of General Services (Internal Ref.: 556725),
 58. Ms Véronique VEYRIER, born on 25 October 1978, in Limoges (87), a French national, resident at 21, rue du Bourg, 64400 Sancède, practising the profession of traditional Chinese medicine practitioner (Internal Ref.: 559644),
 59. Mr Stéphane BODEZ, born on 3 April 1966, in Haguenau (67), of French nationality, residing at 16, Rue des Muscaris, 34070 Montpellier, practising as a teacher (Internal Ref.: 567924),
 60. Ms Nina BODEZ, born on 19 October 2001, in Montpellier (34), a French national, residing at 16, Rue des Muscaris, 34070 Montpellier, a student (Internal Ref.: 567924),
 61. Ms Stéphane JENNY, born on 23 November 1966, in Metz (57), of French nationality, residing at 16, Rue des Muscaris, 34070 Montpellier, practising as a teacher (Internal Ref.: 567924),
 62. Mr Dominique KRIEGEL, born on 12 July 1952, in Reims (51), a French national, residing at 48, Rue Jacques Prévert, 51100 Reims, retired (Internal Ref.: 602352),
 63. Ms Dominique KRIEGEL born BISSON on 26 May 1953, in Reims (51), a French national, residing at 48, Rue Jacques Prévert, 51100 Reims, retired (Internal Ref.: 602352),
 64. Ms Maria FANTONI, born on 10 November 1978, in Modena (Italy), an Italian national, residing at 9, Rue du professeur Calmette, 92190 Meudon, practising the profession of psychologist (Internal Ref.: 626971),
 65. Mr Vincent AUVRAY, born on 1 December 1978, in Paris (75), a French national, residing at 9, Rue du professeur Calmette, 92190 Meudon, practising as an engineer (Internal Ref.: 626971),
 66. Mr Simon AUVRAY, born on 21 October 2011, in Clamart (92) acting through his legal representative Mr Vincent AUVRAY, born on 1 December 1978, in Paris (75), a French national, residing at 9, Rue du professeur Calmette in 92190 Meudon, practising the profession of engineer (Internal Ref.: 626971),
 67. Mr Gaël AUVRAY, born on 14 April 2008, in Paris (75) acting through his legal representative Mr Vincent AUVRAY, born on 1 December 1978, in Paris (75), a French national, residing at 9, Rue du professeur Calmette in 92190 Meudon, practising the profession of engineer (Internal Ref.: 626971),
 68. Mr Manuel BALENCY-BEARN, born on 14 September 1971, in Nantes (44), of French nationality, residing at 2, Rue Haussmann in 92400 Courbevoie, practising the profession of HR Consultant (Internal Ref.: 637212),
 69. Ms Marcela NINNO-FOLLONI, born on 20 January 1978, in Sao Paulo (Brazil), an Italian national, residing at 2, Rue Haussmann, 92400 Courbevoie, working as a tour guide (Internal Ref.: 637212),
 70. Ms Geneviève BATAILLARD, born CAMUS on 5 May 1961, in Auxerre (89), a French

11

[signatures]

- national, residing at 29, Rue Bordot, 21000 Dijon, practising the profession of administrative manager (Internal Ref.: 639820),
71. Mr Thierry BATAILLARD, born on 26 May 1960, in Bourg-en-Bresse (01), a French national, residing at 29, Rue Bordot, 21000 Dijon, working as a legal adviser (Internal Ref.: 639820),
 72. Ms Hélène LOIZEAU, born on 23 October 1990, in Cholet (49), a French national, resident at 9, Impasse des mimosas, 85340 L'  le-d'Olonne, practising as an audiologist (Internal Ref.: 645753),
 73. Ms Ga  l CLOCHARD, born on 27 January 1987, in Cholet (49), a French national, resident at 9, Impasse des mimosas, 85340 L'  le-d'Olonne, practising as a driver (Internal Ref.: 645753),
 74. Mr Jean-Pierre RIVES, born on 31 March 1963, in Agen (47), a French national, residing at 20, Rue Ambroise Paré, 47520 Le Passage D'Agen, practising the profession of sales executive (Internal Ref.: 690629),
 75. Ms Valérie RTVES, born GALLO on 24 February 1967, in Agen (47), a French national, residing at 20, Rue Ambroise Paré, 47520 Le Passage D'Agen, working as secretary (Internal Ref.: 690629),
 76. Mr Théo BOISSERIE, born on 9 May 1999, in Bassilac (24), of French nationality, residing at Crouzen, 24330 Périgueux, student (Internal Ref.: 699357),
 77. Ms Laurine CHAUMOND, born on 4 December 1998, in Périgueux (24), a French national, residing at Allée du Rat in 24660 Sanilhac, a student (Internal Ref.: 699357),
 78. Ms Maryvonne SALE, born PETTHOMME, on 13 March 1967, in Le Havre (76), a French national, residing at 20, Rue du Beau Panorama, 76700 Gonfreville- l'Orcher, practising the profession of pharmacy technician (Internal Ref.: 702249),
 79. Mr Pascal SALE, born on 27 April 1958, in Le Havre (76), a French national, residing at 20, Rue du Beau Panorama, 76700 Gonfreville-l'Orcher, retired (Internal Ref.: 702249),
 80. Mr Victor CROUZEVALLE, born on 7 November 1997, in Saint-Cloud (92), a French national, residing at 70, Rue du Lignon, 17000 La Rochelle, a student (Internal Ref.: 708813),
 81. Ms Marion DE SOUSA, born on 23 November 1992, in Cambrai (59), a French national, residing at 1124, Rue Haute, 59258 Les Rues des Vignes, working as hostess (Internal Ref.: 712192),
 82. Ms Juliette XAVIER, born MARTINEZ on 3 August 1957, in Montpellier (34), a French national, residing at 6, Rue de la Vitrine, 34300 Agde, retired (Internal Ref.: 725241),
 83. Ms Estelle CRAPEZ, born on 21 March 1992, in Sainte-Adresse (76), of French nationality, residing at 37, Boulevard Edmond Ducros, 30400 Villeneuve-l  s-Avignon, working as an HR manager (Internal Ref.: 729276),
 84. Ms Clo   CRAPEZ, born on 23 January 1998, in Montvilliers (76), a French national, residing at 262, Rue de Créqui, 69007 Lyon, a student (Internal Ref.: 729276),
 85. Ms Catherine PONCHEL, born on 23 May 1966, in Lille (59), a French national, residing at 121, Route de Cany, 76400 Fécamp, working as teacher (Internal Ref.: 729276),
 86. Ms Marie-Rose PONCHEL, born DEBEURME on 15 February 1939, in Watrelos (59), a French national, residing at 7, Impasse Saint Clair at 76400 Sainte Hélène Bondeville, retired (Internal Ref.: 729276),
 87. Mr Frédéric LAGACHE, born on 4 June 1960, in Tourcoing (59), a French national, residing at 25, Rue du Président Allende, 59185 Provin, acting as area manager (Internal Ref.: 735324),
 88. Ms Agathe SZYMKOWIAK, born on 7 November 1970, in Somain (59), a French national, residing at 25, Rue du Président Allende, 59185 Provin, working as payroll manager (Internal Ref.: 735324).

Having as their legal counsel:
 Maître Cédric DUBUCQ, lawyer at the Court of Appeal of Aix-en-Provence,
 And:
 Maître Alexis MACCHETTO, lawyer at the Paris Court of Appeal – Paris Bar

- Defendant

RYANAIR DESIGNATED COMPANY (DAC), a company incorporated under Irish law, having its registered office at Airside Business Park, Swords, Co Dublin (Ireland), represented by its legal representatives, domiciled in that capacity at the said registered office,

Having as lawyer:
 Maître Pascale HEBACKER lawyer at the Marseille Bar
 And:
 Maître Nathalie YOUNAN, Lawyer at the Paris Bar.

FACTS AND PROCEEDINGS

Between April 2016 and July 2019, 87 passengers on 38 RYANAIR flights experienced significant delays, flight cancellations or denied boarding and therefore UFC-Que Choisir decided to take legal action jointly with the applicant Passengers.

On 3 July 2020, UFC - Que Choisir, as well as 11 other natural persons to which 76 other natural persons were added, summoned RYANAIR before the Commercial Court of Marseille for the purpose of obtaining:

- an order against it to pay damages in the amount of 150,000 euros to be paid to UFC-Que Choisir and 13,750 euros to the 11 initial applicants, for breaches of Regulation No. 261/2004 of the European Parliament establishing common rules on compensation and assistance to passengers in the event of denied boarding, cancellation or long delay of flights;
- the cessation of its unlawful acts and practices within 15 days of service of the judgment to be handed down, subject to a penalty of 10,000 euros per day of delay and per breach recorded;
- the publication on several social media platforms of a legal statement condemning the use of such practices, subject to a penalty of 10,000 euros per day of delay and per breach recorded;
- an order against it to pay 27,920 euros under article 700 of the French Code of Civil Procedure.

Before any defence on the merits, RYANAIR raised, *in limine litis*, the territorial lack of jurisdiction of the Commercial Court of Marseille, in favour of this Court.

By a judgment of 23 November 2021, the Commercial Court of Marseille upheld the objection of territorial lack of jurisdiction raised by RYANAIR, referring the case to the Commercial Court of Aix en Provence, and jointly ordered the UFC - Que Choisir, the 11 initial applicants and the 76 voluntary intervenors to pay the sum of 2,000 euros under Article 700 of the French Code of Civil Procedure as well as full court costs.

It is under these circumstances that the case, referred to this Court, was pleaded for the first time on 12 September 2022.

Then, on 23 December 2022, by summary submissions No.2, all the Passengers submitted an additional claim for damages for wrongful and abusive obstruction by RYANAIR and, in addition for some of them, a claim for damages for aggressive commercial practices.

13

[signatures]

Lastly, on 29 September 2023, UFC - Que Choisir and the 87 passengers reiterated in their latest submissions (No. 7) their claims:

- for damages for breaches of Articles 7, 9 and 14 of Regulation No. 261/2004 of the European Parliament;
- for moral damage resulting from abusive and wrongful obstruction;
- for damages for aggressive commercial practices;
- for cessation of unlawful acts and practices on pain of penalty payments;
- for publication of a legal statement on pain of penalty payments.

It is under these circumstances that the case was argued at the public hearing of 17 October 2023, before this court.

The case was then adjourned for 12 December 2023.

THE CLAIMS AND ARGUMENTS OF THE PARTIES

UFC - Que Choisir and the 87 passengers, applicants,
by their latest submissions before the court, ask the Court to:

Having regard to Regulation (EC) No. 261/2004 of the European Parliament and of the Council of 11 February 2004 establishing common rules on compensation and assistance to passengers in the event of denied boarding and of cancellation or long delay of flights;
Having regard to Articles 1101 et seq. and 1231 et seq of the French Civil Code,
Having regard to Articles L. 121-1 et seq., L. 132-1 et seq., L. 621-1 et seq. and L. 811-1 of the French Consumer Code, together with Article 31 of the French Code of Civil Procedure,
Having regard to Article 1240 of the French Civil Code,
Having regard to the exhibits produced in the proceedings,

- Find the applicants' actions, claims and requests admissible and well-founded,
- Find the main voluntary interventions admissible and well-founded,

And, consequently, grant their claims and:

- Order RYANAIR DESIGNATED ACTIVITY COMPANY (DAC), by way of damages, in cash or receipts, to pay:
 1. UFC-Que Choisir: 150,000 euros;
 2. Ms Sonia CLEMENT: 1,250 euros
 3. Ms Lisa GUERCIA: 1,250 euros
 4. Mr Florent FRESNEAU: 1,250 euros
 5. Ms Laetitia BRISARD: 1,250 euros
 6. Mr Sébastien DERET: 1,250 euros
 7. Ms Ambre VIEUVILLE: 1,250 euros
 8. Mr Frédéric VILLA: 1,250 euros
 9. Ms Christel PUTOUX: 1,250 euros
 10. Ms Margaux VILLA: 1,250 euros
 11. Ms Anne ESCOFFIER: 1,250 euros
 12. Ms Anne ESCOFFIER acting as legal representative of Mr Raphaël ESCOFFIER: 1,250 euros
 13. Mr Frédéric ARANDA: 1,250 euros
 14. Ms Isabelle ARANDA: 1,250 euros
 15. Mr Clément ARANDA: 1,250 euros
 16. Mr Clément GAULARD: 1,250 euros
 17. Mr Mickaël VENANCIO: 1,250 euros
 18. Mr Christopher GAMEIRO: 1,250 euros
 19. Mr Jacques BOUROCHE: 1,250 euros
 20. Ms Chantal BOUROCHE: 1,250 euros
 21. Mr Yann LANNES: 1,250 euros
 22. Ms Sabine LANNES: 1,250 euros
 23. Ms Héloïse LANNES: 1,250 euros
 24. Mr Corentin LANNES: 1,250 euros

14

[signatures]

25. Mr Simon GIGNIER: 1,250 euros
26. Ms Sophia OUADGHIRI: 1,250 euros
27. Ms Valérie D'IRUMBERRY DE SALABERRY: 1,400 euros
28. Ms Valérie D'IRUMBERRY DE SALABERRY acting as legal representative of Ms Chloé VALERIANI: 1,400 euros
29. Mr Jean-Michel ROSTAGNO: 1,250 euros
30. Mr Valentin RENARD: 1,250 euros
31. Mr Benjamin LONIEWSKI: 1,400 euros
32. Ms Alisson MUREAU: 1,250 euros
33. Mr Jean-Claude CREACH: 1,250 euros
34. Ms Josette CREACH: 1,250 euros
35. Mr Louis-Marie SPIRAL: 1,250 euros
36. Mr Serge ANGIOLINI: 1,250 euros
37. Ms Jeanne PULLINO: 1,250 euros
38. Mr Xavier WOHLFARTH: 1,250 euros
39. Mr Jamy WOHLFARTH: 1,250 euros
40. Mr Xavier WOHLFARTH acting as legal representative of Ms Lily WOHLFARTH: 1,250 euros
41. Mr Nicolas GUERIN: 1,250 euros
42. Mr Alexandre HUBY: 1,250 euros
43. Ms Catherine MALET: 1,250 euros
44. Mr Philippe BISSON: 1,250 euros
45. Mr Christophe AGARD: 1,250 euros
46. Ms Auriane AGARD: 1,250 euros
47. Mrs Audrey MERCIER: 1,250 euros
48. Mr Guillaume PETIT: 1,250 euros
49. Ms Jacqueline DELSOL: 1,250 euros
50. Mr Bernard DELSOL: 1,250 euros
51. Ms Nicole DELSOL: 1,250 euros
52. Ms Françoise EMBRY: 1,250 euros
53. Ms Patricia GOMEZ: 1,250 euros
54. Mr Manuel GOMEZ: 1,250 euros
55. Mr Manuel GOMEZ acting as legal representative of Mr Raphaël GOMEZ: 1,250 euros
56. Mr Manuel GOMEZ acting as legal representative of Mr Théotime GOMEZ: 1,250 euros
57. Mr Manuel GOMEZ acting as legal representative of Mr Mailys GOMEZ: 1,250 euros
58. Ms Véronique VEYRIER: 1,250 euros
59. Mr Stéphane BODEZ: 1,250 euros
60. Ms Nina BODEZ: 1,250 euros
61. Ms Sylvaine JENNY: 1,250 euros
62. Mr Dominique KRIEDEL: 1,250 euros
63. Ms Dominique KRIEDEL: 1,250 euros
64. Ms Maria FANTONI: 1,250 euros
65. Mr Vincent AUVRAY: 1,250 euros
66. Mr Vincent AUVRAY acting as legal representative of Mr Simon AUVRAY: 1,250 euros
67. Ms Geneviève BATAILLARD: 1,400 euros
68. Mr Thierry BATAILLARD: 1,400 euros
69. Mr Vincent AUVRAY acting as legal representative of Mr Gaël AUVRAY: 1,250 euros
70. Mr Manuel BALENCY-BEARN: 1,250 euros
71. Ms Marcella NENNO-FOLLONI: 1,250 euros
72. Ms Hélène LOIZEAU: 1,250 euros
73. Mr Jean-Claude RIVES: 1,400 euros
74. Ms Valérie RIVES: 1,400 euros
75. Mr Gaël CLOCHARD: 1,250 euros

15

[signatures]

76. Mr Théo BOISSERIE: 1,250 euros
77. Ms Laurine CHAUMOND: 1,250 euros
78. Ms Maryvonne SALE: 1,250 euros
79. Mr Pascal SALE: 1,250 euros
80. Mr Victor CROUZEVIALLE: 1,400 euros
81. Ms Marion DE SOUSA: 1,250 euros
82. Ms Juliette XAVIER: 1,250 euros
83. Ms Estelle CRAPEZ: 1,250 euros
84. Ms Cloé CRAPEZ: 1,250 euros
85. Ms Catherine PONCHEL: 1,250 euros
86. Ms Marie-Rose PONCHEL: 1,250 euros
87. Mr Frédéric LAGACHE: 1,250 euros
88. Ms Agathe SZYMKOWIAK: 1,250 euros

- Hold that these sums will bear interest at the statutory rate as from 2 December 2019, the date of the formal notice remained unsuccessful, and capitalisation of interest in accordance with Article 1343-2 of the French Civil Code,
- Order RYANAIR DESIGNATED ACTIVITY COMPANY (DAC) to cease the acts and practices found to be unlawful within 15 days from the service of the Judgment to be handed down, subject to a penalty of 10,000 euros per day of delay and per breach found, ordering it to:
 1. bring its management system for delays, cancellations and denied boarding into compliance with the provisions of Regulation EC No.261/2004, including in particular Article 7;
 2. bring its practices into line with the provisions of Article 9 of Regulation (EC) No 261/2004.
 3. bring its practices into line with the provisions of Article 14 of Regulation (EC) No 261/2004.

- Order RYANAIR DESIGNATED ACTIVITY COMPANY (DAC) to publish, on the home page of its website www.ryanair.com/fr/fr, on the home pages of its mobile applications accessible in France, on the home page of its Facebook page, as well as on its Instagram page, the following statement:

LEGAL STATEMENT

By Judgment of the Commercial Court of Aix-en-Provence of <date of Judgment to be handed down>, at the request of consumers and UFC-Que Choisir, the airline RYANAIR was sentenced for having, in particular:

- *deliberately violated the rights of air transport passengers in the event of denied boarding, cancellation and long delay of flights, including in particular their right to lump sum and immediate compensation;*
- *misled passengers on its Website about the scope of its commitments in this field*
- *resorted to aggressive commercial practices.*

*This statement is intended to inform consumers. Read the decision
#justice #flight #aircraft #consumer*

2. hold that the text of the statement, including the title, must, on the home page of the website www.ryanair.com/fr/fr, on the home pages of mobile applications accessible in France, and on the home page of its Facebook page, remain at the top of the page, be published in a font size that is not less than 12, that the title must appear in capital letters and in bold, and that the entire statement must appear in a red square,
3. hold that the text of the statement, including the title, must, on its Instagram page, be published separately from any other text or any other publication, and be published in a font size that is not less than 12, and that the title must appear in capital letters and in bold,
4. hold that the "Read the decision." part of the statement will be a red hyperlink

16

[signatures]

- allowing access to the full Judgment to be handed down, which must remain effective for the time of the order.
5. hold that these statements must be published the day after the service of the Judgment to be handed down and remain accessible without interruption, under the conditions indicated, for a period of three months from this date, subject to a penalty of 10,000 euros per day of delay and per breach found,
- Order RYANAIR DESIGNATED ACTIVITY COMPANY (DAC) to pay a sum of 500 euros to each of the 20 passengers whose names follow, i.e. a total of 10,000 euros, in compensation for the moral damage resulting from the aggressive commercial practices implemented from 21 December 2022:
 1. Mr Christophe AGARD
 2. Ms Auriane AGARD
 3. Ms Catherine MALET
 4. Mr Philippe BISSON
 5. Ms Sonia CLEMENT
 6. Ms Lisa GUERCIA
 7. Mr Sébastien DERET
 8. Ms Ambre VIEUVILLE
 9. Mr Mickaël VENANCIO
 10. Mr Christopher GAMEIRO
 11. Mr Simon GIGNIER
 12. Ms Sophia OUADGHIRI
 13. Mr Dominique KRIEGEL
 14. Ms Hélène LOIZEAU
 15. Mr Gaël CLOCHARD
 16. Ms Audrey MERCIER
 17. Mr Guillaume PETIT
 18. Ms Jeanne PULLINO
 19. Mr Yann LANNES
 20. Mr Xavier WOHLFARTH
 - Order RYANAIR DESIGNATED ACTIVITY COMPANY (DAC) to pay each of the 87 passengers a sum of 250 euros (i.e. a total of 21,750 euros) in damages for moral damage ~~resulting from the wrongful and abusive obstruction;~~
 - Order RYANAIR DESIGNATED ACTIVITY COMPANY (DAC), under Article 700 of the French Code of Civil Procedure, to pay:
 - o to UFC-Que Choisir the sum of 25,000 euros;
 - o to each of the 87 passengers the sum of 720 euros (i.e. a total of 62,640 euros);
 - Order RYANAIR DESIGNATED ACTIVITY COMPANY (DAC) to pay all costs of the proceedings;
 - Uphold the provisional enforcement of the Judgment to be handed down;
 - Reject all of RYANAIR DESIGNATED ACTIVITY COMPANY (DAC) 's pleas, claims and requests to the contrary.

RYANAIR, defendant,

by its latest submissions and statements before the court, asks the court to:

*Having regard to Directive no. 2009/22/EC of the European Parliament and of the Council of 23 April 2009 as amended on injunctions for the protection of consumers' interests.
 Having regard to the provisions of Regulation No 264/2004;
 Having regard to Articles 1101 et seq. and 1234 et seq. of the French Civil Code,
 Having regard to Articles 6, 9, 422 et seq. of the French Code of Civil Procedure,
 Having regard to Articles L. 424-2, L 424-6 et seq. and L624-44 of the French Consumer Code,
 Having regard to the exhibits submitted in these proceedings,*

On the inadmissibility of UFC-Que Choisir's claims:

17

[signatures]

- HOLD that UFC-Que Choisir is not empowered/does not have the capacity as a consumer association to stop or prohibit any act that it considers unlawful under the provisions of EU Regulation No. 261/2004 which is not referred to in Article 1 of Directive 2009/22/EC of the European Parliament and of the Council of 23 April 2009 on injunctions for the protection of consumers' interests, as amended,
- HOLD that UFC-Que Choisir does not prove an interest in taking legal action against RYANAIR;

As a result:

- RULE that all of the claims filed by UFC-Que Choisir against RYANAIR are inadmissible;

In the alternative, if, in the unlikely event that the Court were to consider that the claims of UFC-Que Choisir are admissible:

- HOLD that RYANAIR has not committed any breach of the provisions of Regulation No.261/2004, in particular Articles 7, 12 and 14, or of the regulations applicable to misleading commercial practices, and that it has therefore not caused any prejudice to the collective interest of consumers on these grounds,

As a result:

- REJECT the claims of UFC-Que Choisir whereby it asked the Court to:
 1. Order RYANAIR to pay it the sum of €150,000, as damages, with interest at the legal rate from 2 December 2019, the date of the alleged formal notice remained unsuccessful and capitalisation of interest under the conditions of Article 1343-2 of the French Civil Code,
 2. Order RYANAIR to cease its alleged unlawful practices and acts within 15 days of the service of the Judgment to be handed down, subject to a penalty of 10,000 euros per day of delay and per breach found,
 3. Order RYANAIR to publish, on the home page of its website, on the home pages of its mobile applications accessible in France, on the home page of its Facebook page, as well as on its Instagram page, a judicial statement, under penalty of 10,000 euros per day of delay and by breach found.

Regarding the Passengers' claims:

- ACKNOWLEDGE the arrangements made by RYANAIR for the payment (already made) of the lump sum compensation provided for in Article 7 of Regulation No.261/2004 by RYANAIR, to the only passenger flights entitled thereto, namely:
 - o FR3733 (B1 HV2N) / Xavier, Jarry and Lily WOHLFARTH,
 - o FRI083 (GQNFXY/ ZZV3GT) / Jean-Claude and Josette CREACH / Audrey MERCIER and Guillaume PETIT,
 - o FR4565 (WNRHVR) /KRIEGEL family,
 - o FR2077 (Z345MD) / Sonia CLEMENT - Lisa GUERCIA,
 - o FR6295 (ZQWH2V/QUWWVZ) / Catherine MALET and Philippe BISSON,
 - o FR3011 (F3P8WA) / Christophe and Auriane AGARD,
 - o FR6355 (HREDKV) / Nicolas GUERIN and Alexandre HUBY,
 - o FR4304 (GV3TMJ) / Maria FANTONI - Vincent, Simon and Gaël AUVRAY,
 - o FR8078 (M3EL4N) / Stéphane BODEZ, Nina BODEZ and Sylvaine JENNY,
 - o FRI388 (PZCCUG/845877) / Hélène LOIZEAU and Gaël CLOCHARD,
 - o FRJ1798 (J33HXN) / Simon GIGNIER and Sophie OUADGHIRI,
 - o FRI083 (ZZV3GT) / Jean-Claude and Josette CREACH,
 - o FR4561 (VU11JC) / Benjamin LONIEWSKI,
 - o FR6003 (W9RIVY / ZSKJVI) / Sébastien DERET - Ambre VIEUVILLE,

18

[signatures]

- o FR7188 (HIZD2D) / Manuel BALENCY-BEARN and Marcela NINNOFOLLONI,
 - o FR6355 (SLJ43P) / Mickaël VENANCIO and Christopher GAMEIRO
 - o FRI 120 (FQTWVF) / Jacqueline, Bernard, Nicole DELSOL and Françoise EMBRY,
 - o FR3012 (YKNLSB) / Frédéric, Isabelle, Clément ARANDA and Clément GAULARD,
 - o FR4985 (WU2MXM) / Yann, Sabine, Héloïse and Corentin LANNES
 - o FR6542 (WRFEXY) / Jeanne PULLINO.
- RULE that RYANAIR DAC has not committed any breach of Regulation No. 261/2004, in particular Articles 7, 9, 12 and 14 thereof, or of the regulations applicable to misleading commercial practices, or of Articles 1101 et seq. and 1231 et seq. of the French Civil Code,
 - RULE that RYANAIR DAC did not engage in any aggressive commercial practices as of 21 December 2022, the date on which it contacted its passengers to compensate them,
 - RULE that RYANAIR DAC has not committed any wrongful and abusive obstruction,

As a result:

- REJECT the claims for damages of all passengers made against RYANAIR, in the amount of 1,250 euros each, with interest at the legal rate from 2 December 2019, the date of the alleged formal notice remained unsuccessful, and capitalisation of interest under the conditions of Article 1343-2 of the French Civil Code,
- DISMISS the claims for damages of all of the following passengers, made against RYANAIR, in the amount of 500 euros each, on the basis of alleged aggressive commercial practices, namely:
 1. Mr Christophe AGARD
 2. Ms Auriane AGARD
 3. Ms Catherine MALET
 4. Mr Philippe BISSON
 5. Ms Sonia CLEMENT
 6. Ms Lisa GUERCIA
 7. Mr Sébastien DERET
 8. Ms Ambre VIEUVILLE
 9. Mr Mickaël VENANCIO
 10. Mr Christopher GAMEIRO
 11. Mr Simon GIGNIER
 12. Ms Sophia OUADGHIRI
 13. Mr Dominique KRIEDEL
 14. Ms Hélène LOIZEAU
 15. Mr Gaël CLOCHARD
 16. Ms Audrey MERCIER
 17. Mr Guillaume PETIT
 18. Ms Jeanne PULLINO
- DISMISS the claims for damages of all passengers, made against RYANAIR, in the amount of 250 euros each, for alleged wrongful and abusive obstruction on the part of RYANAIR;

In any event:

- ORDER *in solidum* UFC Que-Choisir and the Applicants and Voluntary Intervenors to pay RYANAIR the sum of 25,000 euros pursuant to Article 700 of the French Code of Civil Procedure.
- ORDER UFC Que-Choisir and the Passengers to pay the full court costs.

In support of their claims.

1. *Regarding the Company's failure to perform the obligations arising from Article 7 of Regulation EC No. 261/2004 of the European Parliament and of the Council of 11 February 2004 (Right to compensation):*

UFC-Que Choisir, invoking Article 7 (Right to compensation) of Regulation EC No. 261/2004 of the European Parliament and of the Council of 11 February 2004, which was intended to apply immediately to each of the 87 passengers who experienced either a denied boarding, a long delay or a flight cancellation, had to give notice to RYANAIR on 2 December 2019 to have to comply with this regulation providing for compensation obligations ranging from 250 euros to 600 euros, depending on whether the flights are intra-EU or international and depending on their distance.

RYANAIR defends itself by accusing UFC-Que Choisir of not having attempted any direct amicable approach with it and, in particular, of having ignored its request of 2 February 2020 to be provided with the information necessary to proceed with the examination of the complaints.

RYANAIR proceeded, as the case may be, either to the re-routing to the final destination on the same day, or to the reimbursement of the cancelled tickets on the bank card used to pay the amount, as well as to the payment on 17 January and 17 April 2023, to the CARPA sub-account of the Applicants' Counsel, of the compensation provided for in Article 7 of the Regulation, to passengers eligible for such compensation, excluding:

- a) extraordinary circumstances, as described in Recital 14 of Regulation 261/2004;
- b) Mr Louis SPIRAL, who has already benefited from the compensation;
- c) Mr Théo BOISSERIE and Mrs Laurine CHAUMOND, who had been informed of the change in their flight schedule more than 14 days before the date of departure;
- d) Ms Juliette XAVIER, whose flight delay was less than 3 hours.

2. *Regarding the Company's failure to perform the other obligations arising from Regulation EC No. 261/2004 of the European Parliament and of the Council of 11 February 2004 (Right to care, Right to information):*

UFC-Que Choisir states that, regarding the denied boarding, cancellations and long delays of passengers, RYANAIR would have violated its obligations under Articles 9 (Right to care) and 14 (Obligation to inform passengers of their rights) of the Regulation, therefore, on the basis of these Articles as well as Article 12 (Further compensation) of the same Regulation and Articles 1101 et seq. and 1231 et seq. of the French Civil Code, RYANAIR should be ordered to pay each passenger concerned:

- 500 euros in compensation for financial loss resulting from the deprivation of the benefits that should have been granted to them by virtue of their right to care;
- 500 euros in compensation for the moral damage resulting from the obstruction of the exercise of their rights as well as that consisting of the hassles and worries inherent and resulting from the breaches reported.

RYANAIR replied that:

- with reference to Article 9 of the Regulation, no passenger has submitted any proof of the costs they would have incurred on this occasion;
- with reference to Article 14 of the Regulation, the company complied with its obligation to inform by mentioning the link to the page of its website in the emails sent to passengers.

3. *On the unlawful act relating to the deliberate and systemic violation, by the Company, of its obligations under Regulation EC No. 261/2004 with an obvious concern for mass savings:*

20

[signatures]

UFC-Que Choisir was the recipient of 368 passenger files *ante* COVID-19 constituting the basis of a future class action and 1,138 litigious cases (excluding Covid-19) involving RYANAIR and its disregard for the rights of passengers and in particular their right to compensation.

UFC-Que Choisir produces a witness statement from Mr LO-PRESTI Baptiste who presents himself as an employee of a company (DPN ASSOCIES) commercial partner of UFC-Que Choisir, which statement mentions the statistics of claim files filed with DPN ASSOCIES by 6 airlines, including RYANAIR, informing of the volume of files having obtained the payment of compensation without legal action as well as the volume of files in their current form involved in a legal action.

RYANAIR replies that neither the number of passengers involved in the proceedings, nor the non-existent testimonies, nor the directed certificate of a commercial partner of UFC-Que Choisir, can constitute the slightest evidence that the company has systematically and for several years chosen to violate its obligations under Regulation No. 261/2004 in a "deliberate and widespread" manner.

4. *On abusive and wrongful obstruction:*

UFC-Que Choisir stresses that RYANAIR refused the performance of its obligations under Regulation EC No. 261/2004, before finally paying the compensation due: 8 years have passed in some cases, and this justifies the payment of 250 euros in compensation for the moral damage created.

RYANAIR replies that by failing to provide proof of the wrongful acts attributable to the Company, the applicant did not demonstrate the alleged wrongful and abusive obstruction.

5. *On the misleading commercial practices implemented by the Company to the detriment of consumers:*

UFC Que Choisir maintains that RYANAIR's contractual provisions, as they appear on its website, include an apparent commitment to comply with its obligations under Regulation EC No. 261/2004, indicating in particular that the passenger may submit to it requests and/or complaints in the event of cancellation, delay or denied boarding, whereas, according to the Regulation, the carrier's obligation is not subject to the submission of a complaint, which demonstrates a misleading commercial practice by action on the scope of the advertiser's commitments as well as on the rights of the consumer.

RYANAIR disputes UFC-Que Choisir's assertion that the carrier's obligation is not subject to the submission of a complaint.

The submission of a complaint is in no way contrary to the Regulations and RYANAIR refers to its website which includes a section clearly indicating the procedure to be followed in this case, thereby allowing effective management of complaints.

6. *On the aggressive commercial practices committed, during the proceedings, to the detriment of some of the Passengers:*

UFC-Que Choisir exposes the messages that RYANAIR sent on 22 December 2022 to 20 passengers, including the indication of a proposed bank transfer, following the cancellation or delay of their flight, and for which the Company requests their bank details.

This approach, according to UFC-Que Choisir, constitutes an action, during legal proceedings, aimed at leading the interested parties to accept the payment of the only compensation of Article 7 of Regulation EC No. 61/2004, expected for several years, without default interest or other additional benefit, or taking into account their other legal claims and to waive the current proceedings.

As such, it should be described as an aggressive commercial practice to the detriment of the passengers concerned, by way of moral constraint and unjustified influence in order to hinder them in the exercise of their contractual rights.

RYANAIR replies that the proposal to compensate Passengers is in the interest of the latter and therefore cannot under any circumstance represent an aggressive commercial practice.

21

[signatures]

7. *Regarding UFC-Que Choisir's action:*

UFC-Que Choisir is an association under the 1901 law whose purpose is to inform, advise and help consumers on a daily basis to enforce their rights and, in this case, those resulting from the sectoral legislation in question.

Articles L 621-1, 2, 7, 8 and 9 of the French Consumer Code give approved consumer associations an interest in taking legal action before both the criminal and civil courts to:

- exercise the rights granted to the civil party (namely, by the combined application of Articles 2 to 4 of the French Code of Criminal Procedure, the right to seek compensation) in respect of acts directly or indirectly detrimental to the collective interest of consumers;
- request the Judge, on this occasion, to order the defendant or the accused, if necessary under penalty, to take any measure intended to put an end to unlawful acts or to remove an unlawful term in the contract or type of contract offered to consumers or in any contract in the course of performance;
- allow some of the actions exercised by approved consumer associations to be exercised jointly with consumers (as in the present case), or by means of voluntary interventions in the course of civil proceedings already brought by consumers.

UFC-QUE Choisir is therefore entitled to act both in support of the interests and claims of Passengers and to denounce the facts detrimental to the collective interest of consumers that it is intended to defend.

As such, it considers that the amount of compensation under Article 7 of the Regulation relating to a year of operation of the Company, can be estimated in a range between 14 and 97 million euros and that the importance of these figures explains the continued refusal of the Company to comply with the Regulation and thus achieve substantial savings.

RYANAIR for its part maintains that a consumer association is not admissible to act in the collective interest of consumers for facts other than facts constituting criminal offences or unlawful acts excluding criminal offences, prohibited by national provisions transposing certain European directives.

In this case, the provisions of Regulation No. 261/2004 on which UFC-QUE CHOISIR bases its claims are neither criminally sanctioned nor referred to by Directive 2009/22/EC of the European Parliament and of the Council of 23 April 2009 on injunctions for the protection of consumers' interests, as amended.

Thus, according to RYANAIR, UFC-QUE CHOISIR has neither the right, nor the interest, nor the standing to bring proceedings against RYANAIR on the basis of non-compliance with Regulation No. 261/2004 and the alleged misleading commercial practices resulting therefrom.

Indeed, penalties for infringements of Regulation No. 261/2004 actually fall within the exclusive competence of the body responsible for guaranteeing the respect of passengers' rights, as provided for by Article 16 of Regulation No. 261/2004.

In France, the Direction Générale de l'Aviation Civile is responsible for ensuring that passengers' rights are respected.

UFC-QUE CHOISIR cannot therefore grant itself this right, without the law authorising it.

8. *On irrecoverable costs, court costs and enforcement*

UFC-Que Choisir requests the sum of 25,000 euros and the Passengers justify their request for 720 euros on the basis of the fees requested by their Counsel (€600 excluding VAT + €120 VAT).

REASONS FOR THE DECISION

As a preliminary point:

This dispute originates from RYANAIR's application of Regulation EC No. 261/2004 of the European Parliament and of the Council of 11 February 2004 (Defendant's exhibit 17), which UFC-Que Choisir and 87 passengers dispute.

It is therefore necessary to examine the relevant Articles of this Regulation, establishing common rules on compensation (Article 7), assistance to passengers (Articles 8, 9 and 14) in the event of denied boarding (Article 4), cancellation (Article 5) or long delay of a flight (Article 6).

Depending on the circumstances, this Regulation set out the rights of passengers and the obligations of the air carrier.

In essence, where the circumstances are proven, the Regulation:

- in its Article 4, mentions the denial of boarding (overbooking) giving right to compensation provided for in Article 7;
- in its Article 5, mentions the case of cancellation, which when it does not arise from extraordinary circumstances, gives right to compensation provided for in Article 7;
- in its Article 6, mentions the various cases of identified delays giving rise to the right to compensation provided for in Article 7;

With regard to cases of delay, it is necessary to take into account the judgment of the ECJ (Second Chamber) of 19 November 2009, Case C-402/07 and C-432/07, (which RYANAIR itself admits unambiguously, which underlines in its own submissions on page 37), specifying in §2 of its operative part that:

"Articles 5, 6 and 7 of Regulation No 261/2004 must be interpreted as meaning that passengers on delayed flights may be treated as passengers on cancelled flights for the purposes of the application of the right to compensation and that they may thus invoke the right to compensation provided for in Article 7 of that Regulation when they suffer, as a result of a delayed flight, a loss of time equal to or greater than three hours, i.e. when they reach their final destination three hours or more after the time of arrival initially scheduled by the air carrier. However, such a delay does not entitle to compensation in favour of passengers if the air carrier is able to prove that the significant delay is due to extraordinary circumstances which could not have been avoided even if all reasonable measures had been taken, namely circumstances which are beyond the effective control of the air carrier."

- in its Article 7, it mentions the right to compensation, the amount of which is set at:
 - a) 250 euros for all flights of 1,500 kilometres or less;
 - b) 400 euros for all intra-Community flights of more than 1,500 kilometres and for all other flights between 1,500 and 3,500 kilometres;
 - c) 600 euros for all flights not falling under (a) or (b).
- in its article 8, it specifies that passengers are offered the choice between the reimbursement of the ticket within 7 days or a re-routing to their final destination under comparable conditions of transport;
- in its Article 9, it states that the air carrier is required to assist the passenger who must be offered free of charge;
- in its Article 14, it mentions the obligation of the air carrier to inform passengers of their rights;

As regards the compensation provided for by the Regulation (Article 7), as soon as their due nature is established, the latter does not mention that the carrier is required to make a spontaneous payment to the passenger of this compensation, nor does it specify a specific time limit for their actual payment (except for the 7-day period provided for the refund of the ticket of a cancelled flight that has not been replaced).

- ⇒ If the carrier is in default in the performance of its obligations, the passenger must, under these conditions, submit a formal complaint to the carrier, serving formal notice on the latter, on this date, to have to perform.

23

[signatures]

A. On the voluntary intervenors in the proceedings:

It should be noted that the Passengers used the services of UFC in this case through a contract signed with its air passenger assistance service: INDEMNIT' AIR.

This contract provides in particular for 2 special clauses relating to the obligations of the passenger who has subscribed to it:

"Agree to pay UFC-Que Choisir 25% of the total amount of the compensation obtained, as a contribution to the costs of processing its claim..."

And

"Accept that the sums allocated to him by a court for irrecoverable costs (Article 700 of the Code of Civil Procedure) or for procedural costs, be retained by the lawyer who represented him before the court"

Moreover, in its submissions, UFC indicates that each of the 87 applicant passengers paid lawyer's fees of €720 (€600 excluding taxes).

B. As to the admissibility of the UFC-Que Choisir and the voluntary intervenors:

UFC-Que Choisir is an association under the 1901 law whose purpose is to inform, advise and help consumers on a daily basis to enforce their rights and, in this case, those resulting from the sectoral legislation in question.

By order of 13 September 2021, published in the Official Journal of 24 September 2021, the approval of the Union fédérale de consommateurs Que Choisir (UFC-Que Choisir) was renewed for a period of five years from 22 September 2021, to exercise at the national level the rights granted to approved consumer associations by the French Consumer Code.

Articles L. 621 -1, 2, 7, 8 and 9 of the French Consumer Code give approved consumer associations an interest in taking legal action before the criminal courts as well as before the civil courts and, as such, UFC-Que Choisir is well-founded in acting both in support of the interests and claims of Passengers and to report the facts prejudicial to the collective interest of consumers that it is intended to defend.

Notably, Article L. 621-9 states:

"In the event of an action brought before the civil courts for compensation for damage suffered by one or more consumers as a result of facts not constituting a criminal offence, the associations referred to in Article L. 621-1 may act jointly or intervene to obtain compensation for any fact directly or indirectly affecting the collective interest of consumers and request, where appropriate, the application of the measures provided for in Article L. 621-2."

Consequently, the court will rule that UFC-Que Choisir and the 87 natural persons (the Passengers) are entitled and well-founded to take action before this court.

C. Regarding the Company's failure to perform the obligations arising from Article 7 of Regulation EC No. 261/2004 of the European Parliament and of the Council of 11 February 2004 (Right to compensation):

The applicants produce various documents to establish that, according to them, between 12 April 2016 and 27 July 2019, 38 flights involving the 87 passengers, report instances for which article 7 of the Regulation applies; more specifically, 63 RESAs were cancelled, 23 suffered more than 3 hours of delay and 1 flight was denied boarding (overbooking).

According to Article 7 of the Regulation, 79 of these flights are eligible for a compensation of 250 euros and 8 for a compensation of 400 euros.

UFC-Que Choisir gave RYANAIR formal notice, by registered letter of 2 December 2019, to proceed within two weeks with the payment of the amounts due, the details of which were attached as an annex.

In response of 2 February 2020, RYANAIR wrote to the UFC-Que Choisir's Counsel explaining that it was unable to find the booking references of the passengers concerned in the information transmitted.

24

[signatures]

On 3 July 2020, the applicants summoned RYANAIR to the Marseille Administrative Court, which declared that it lacked jurisdiction in favour of the Aix-en-Provence Administrative Court, which accepted the applicants' summons on 23 November 2020.

On 22 December 2022, RYANAIR wrote to the passengers to whom it considers it owed compensation, in order to ask them for their bank details for the payment of the said compensation which, in the end, was paid in 2 instalments to a CARPA sub-account of the Applicant's Counsel: 11,986.86 euros on 17 January 2023 and 450.00 euros on 17 April 2023.

In its latest submissions, RYANAIR reports on flights subject to reimbursements and compensation payments during the period from 12 April 2016 to 27 July 2019 falling under Article 7.

The table below provides an overview of the details of the flights concerned by a circumstance falling under the various articles of the Regulation, according to the elements provided by the parties (sorting by RESA number):

No	Last name	First name	Flight	number	Class	LFC Claims Art. 7.	RYANAIR			
							Refusal Extrajud injury circum.	Others Reasons	Payments	
									Bank card Tickets	CARPA Art. 7.
1	Jamy	WOHLFARTH	RYR22N	220712 21:00	Canceled	250			22072012	250
2	Lily	WOHLFARTH	RYR22N	220712 21:00	Canceled	250			22072012	250
3	Xavier	WOHLFARTH	RYR22N	220712 21:00	Canceled	250			22072012	250
4	Jean-Michel	ROSTAGNO	RYR22N	220412 14:00	Canceled	250	Strike		22042012	
5	Générique	BATAILLARD	RYR22N	120212 13:00	Delayed	400	Weather			
6	Thierry	BATAILLARD	RYR22N	120212 13:00	Delayed	400	Weather			
7	Valérie	D'IRUMBERY DE SALABERRY	RYR22N	020212 12:00	Canceled	400	Strike		04022012	
8	Chloé	D'IRUMBERY DE SALABERRY	RYR22N	020212 12:00	Canceled	400	Strike		04022012	
9	Serge	ANGIOLINI	RYR22N	020212 12:00	Delayed	250	Coll.			
10	Aurélien	AGARD	RYR22N	220712 22:00	Canceled	250			22072012	250
11	Christophe	ASARD	RYR22N	220712 22:00	Canceled	250			22072012	250
12	Bernard	DELSOL	RYR22N	120712 12:00	Delayed	250			12072012	250
13	Jacqueline	DELSOL	RYR22N	120712 12:00	Delayed	250			12072012	250
14	Nicole	DELSOL	RYR22N	120712 12:00	Delayed	250			12072012	250
15	Françoise	EMERY	RYR22N	120712 12:00	Delayed	250			12072012	250
16	Juliette	XAMER	RYR22N	220712 21:00	Delayed	250	< 3h			
17	Alexey	MERCER	RYR22N	220712 22:00	Canceled	250			12072012	250
18	Guillaume	FETT	RYR22N	220712 22:00	Canceled	250			12072012	250
19	Gael	AUVRAY	RYR22N	220712 22:00	Canceled	250			22072012	250
20	Simon	AUVRAY	RYR22N	220712 22:00	Canceled	250			22072012	250
21	Vincent	AUVRAY	RYR22N	220712 22:00	Canceled	250			22072012	-250
22	Maria	FANTON	RYR22N	220712 22:00	Canceled	250			22072012	250
23	Margie	BALENCY-SEARN	RYR22N	220712 22:00	Canceled	250			22072012	250
24	Aurore	NINNO-FOLLON	RYR22N	220712 22:00	Canceled	250			22072012	250
25	Loïc-Maria	SPIRAL	RYR22N	220712 22:00	Canceled	250	X		22072012	
26	Nicolas	GUERIN	RYR22N	220712 22:00	Canceled	250			22072012	250
27	Alexandre	HUSY	RYR22N	220712 22:00	Canceled	250			22072012	250
28	Simon	GIGNIER	RYR22N	220712 22:00	Canceled	250			22072012	250
29	Sophia	OUADSHIRI	RYR22N	020412 12:00	Canceled	250	Weather		04042012	250
30	Maiys	GOMEZ	RYR22N	220712 22:00	Canceled	250	Weather		22072012	
31	Maria	GOMEZ	RYR22N	220712 22:00	Canceled	250	Weather		22072012	
32	Patricia	GOMEZ	RYR22N	220712 22:00	Canceled	250	Weather		22072012	
33	Raphaël	GOMEZ	RYR22N	220712 22:00	Canceled	250	Weather		22072012	
34	Théotime	GOMEZ	RYR22N	220712 22:00	Canceled	250	Weather		22072012	
35	Nina	BOZEE	RYR22N	220712 22:00	Canceled	250			22072012	250
36	Stéphane	SCOEZ	RYR22N	220712 22:00	Canceled	250			22072012	250
37	Sylvain	JENNY	RYR22N	220712 22:00	Canceled	250			22072012	250
38	Jean-Pierre	RIVES	RYR22N	020212 12:00	Delayed	400	Weather			
39	Valérie	RIVES	RYR22N	020212 12:00	Delayed	400	Weather			
40	Mafco	DE SOUSA	RYR22N	020212 22:00	Canceled	250	Equip.		22022012	
41	Coé	GRAPEZ	RYR22N	020212 22:00	Canceled	250	Equip.		22022012	
42	Estelle	GRAPEZ	RYR22N	020212 22:00	Canceled	250	Equip.		22022012	
43	Caroline	FONCHÉL	RYR22N	020212 22:00	Canceled	250	Equip.		22022012	
44	Maria-Rose	FONCHÉL	RYR22N	020212 22:00	Canceled	250	Equip.		22022012	
45	Arne	ESCOFFIER	RYR22N	120412 12:00	Canceled	250	Kerosene		22042012	
46	Raphaël	ESCOFFIER	RYR22N	120412 12:00	Canceled	250	Kerosene		22042012	
47	Christophe	SCOURCHE	RYR22N	020212 12:00	Canceled	250	X			
48	Jacques	SCOURCHE	RYR22N	020212 12:00	Canceled	250	X			
49	Gael	CLOCHARD	RYR22N	120212 12:00	Canceled	250			12022012	250

Folio(s)	Nom	Prénoms	Date de naissance	Statut	UFC		RYANAIR				
					Claims	Régime		Payments		Bark card	CARPA
						Extraordinaire	Others	Bark card	CARPA		
50	Hélène	LOIZEAU	1972.12.12.25	Cancelled	250						250
51	Véronique	VEYRIER	04/07/12.12.25	Cancelled	250	Security					
52	Christopher	GAMBERO	12/04/12.12.12	Delayed	250						250
53	Mickael	VENANCO	12/04.12.12.12	Delayed	250						250
54	Maryvonne	SALE	02/02/12.12.20	Delayed	250	Equip.					
55	Pascal	SALE	07/02/12.12.20	Delayed	250	Equip.					
56	Alison	MUREAU	20/01/12.12.25	Cancelled	250	Karassha					
57	Véronique	REYARD	20/02/12.12.25	Cancelled	250	Karassha					
58	Christel	FUTOUX	02/07.12.12.12	Delayed	250	Security					
59	Frédéric	VILLA	02/07/12.12.12	Delayed	250	Security					
60	Margaux	VILLA	02/07/12.12.12	Delayed	250	Security					
61	Vincent	CROCEVALLE	12/02.12.12.25	Delayed	400	Weather					
62	Sébastien	LOISEL	22/07/12.02.27	Cancelled	400						400
63	Frédéric	LAGACHE	22/07/12.12.12	Cancelled	250	Outlaw					
64	Agathe	SZYMCZAK	22/07/12.12.25	Cancelled	250	Outlaw					
65	Laetitia	BRUSARD	22/07/12.12.25	Cancelled	250						250
66	Florent	FRESNEAU	22/07/12.12.25	Cancelled	250						250
67	Dominique-Aline	KRIEGL	22/07/12.12.25	Cancelled	250						250
68	Dominique-Jacqueline	KRIEGL	22/07/12.12.25	Cancelled	250						250
69	Jesma	PULLINO	02/02.12.12.25	Delayed	250						250
70	Corinne	LANNES	02/02.12.12.25	Cancelled	250						250
71	Isabelle	LANNES	02/02.12.12.25	Cancelled	250						250
72	Suzanne	LANNES	02/02.12.12.25	Cancelled	250						250
73	Yann	LANNES	02/02.12.12.25	Cancelled	250						250
74	Théo	BOISSERIE	02/02.12.22.25	Delayed	250		> 14 days				
75	Laurine	CHAUMOND	02/02.12.22.25	Delayed	250		> 14 days				
76	Cément	ARANDA	22/07.12.07.25	Delayed	250						250
77	Frédéric	ARANDA	22/07.12.07.25	Delayed	250						250
78	Isabelle	ARANDA	22/07.12.07.25	Delayed	250						250
79	Cément	GAULARD	22/07.12.07.25	Delayed	250						250
80	Sonia	CLEMENT	02/02.12.12.25	Cancelled	250						250
81	Lisa	GUERDIA	22.07.12.12.25	Cancelled	250						250
82	Philippe	BISSON	22/07/12.12.12	Cancelled	250						250
83	Catherine	MALET	22/07/12.12.12	Cancelled	250						250
84	Sébastien	DERET	22/07/12.12.25	Cancelled	250						250
85	Amire	VEUVILLE	22/07/12.12.25	Cancelled	250						250
86	Jean-Claude	CREACH	02/04/12.02.40	Cancelled	250						250
87	Joseph	CREACH	02/04/12.02.40	Cancelled	250						250
Σ					21,450	22,950	0	0			12,550
Num		67		38 flights		67	31	6	59		50

On examining this table, it appears that:

- The applicants claim 87 reservations under the compensation of Art. 7, i.e. 22,950 euros;
- The defendant rejects 37 of them, which it justifies as follows:
 1. 31 for extraordinary circumstances
 2. 1 for delay < 3 hours (XAVIER J.)
 3. 1 for a payment already made (SPIRAL LM)
 4. 2 of which it is unaware of (BOUROCHE Ch. and Jacques)
 5. 2 whose delay >14 days has been notified (CHAUMOND and BOISSERIE)

On extraordinary circumstances

Article 5 of EC Regulation 261/2004 states that:

"An operating air carrier shall not be obliged to pay compensation in accordance with Article 7, if it can prove that the cancellation is caused by extraordinary circumstances which could not have been avoided even if all reasonable measures had been taken".

Recitals 14 and 15 of the same Regulation state that:

"(14) As under the Montreal Convention, obligations of operating air carriers should be limited or

26

[signatures]

their liability exonerated in cases where an event is due to extraordinary circumstances that could not have been avoided even if all reasonable measures had been taken. Such circumstances may occur, in particular, in the event of political instability, weather conditions incompatible with the operation of the flight concerned, security risks, unexpected flight safety shortcomings and strikes affecting the operation of an operating air carrier

(15) Extraordinary circumstances should be deemed to exist where the impact of an air traffic management decision in relation to a particular aircraft on a particular day gives rise to a long delay, an overnight delay, or the cancellation of one or more flights by that aircraft, even though all reasonable measures had been taken by the air carrier concerned to avoid the delays or cancellations."

With reference to Article 5 and recitals 14 and 15 of the Regulation, the circumstances are considered extraordinary insofar as they are beyond the effective control of the air carrier, because of their nature or origin, and that they could not be avoided even if all reasonable measures had been taken.

In the present case, it is necessary to examine the 7 events, qualified as exceptional circumstances by RYANAIR and contested by the applicants, which were the subject of a delay or cancellation:

1. Strike by air traffic controllers: flight FR4256 (C66VKB) of 29 April 2018 and FR13 50 (D4WW3B) of 6 May 2018:

By a NOTAM (message to aircrew), the DGAC notified that the announced strikes by air traffic controllers in the LFMM sector (Marseille area including in this case Nîmes and Montpellier) for the periods from 28 to 30 April 2018 and from 5 to 7 May 2018, would lead to significant traffic disruptions leading airlines to delay or cancel certain flights in order to prevent the risk of congestion of air routes and jeopardise flight safety.

⇒ The court will therefore consider the nature of extraordinary circumstances applying to the flights:

- FR4256 (C66VKB - Jean-Michel ROSTAGNO) of 29 April 2018
- FR1350 (D4WW3B - Chloé D'IRUMBERRY DE SALABERRY, Valériane D'IRUMBERRY DE SALABERRY) of 6 May 2018.

2. Adverse weather conditions at the arrival airport: flights FR4406 (D2698G) of 12 February 2019, FR5294 (V5TYST) of 18 June 2019, FR6486 (N6TW5K) of 5 May 2019 and FR9034 (L6JG6E) of 27 October 2018.

Of the 4 flights mentioned, one was cancelled (FR9034 (L6JG6E) of 27 October 2018) due to weather conditions incompatible with the take-off of the aircraft and the other three were the subject of a decision by their Captain to divert the aircraft during flight, due to weather conditions transmitted on those days by each airport of landing (METAR).

This sovereign decision of the Captain, considering that the safety of the flight justifies not proceeding with the take-off or diverting the aircraft upon landing at another airport, involves significant binding consequences in more than one respect and must be classified as extraordinary circumstances.

⇒ The court will therefore consider the nature of extraordinary circumstances applying to the flights:

- FR4406 (D2698G - Geneviève BATAILLARD, Thierry BATAILLARD) of 12 February 2019,
- FR5294 (V5TYST - Victor CROUZEVIALLÉ) of 18 June 2019,
- FR6486 (N6TW5K - Jean-Pierre RIVES, Valérie RIVES) of 5 May 2019;
- FR9034 (L6JG6E - Maïlys GOMEZ, Manuel GOMEZ, Patricia GOMEZ, Raphaël GOMEZ, Théotime GOMEZ) of 27 October 2018.

3. Slot restrictions or more broadly flight safety restrictions: flights FRI 3 72 (RZ8VJZ) of 4 July 2018 and FR6003 (T2GZ8Z) of 5 July 2019.

27

[signatures]

Regarding flight FR1372 (RZ8VJZ) of 4 July 2018, it appears from the report of the RYANAIR flight operations control analyst that this flight was cancelled following the slot restrictions imposed by EUROCONTROL (a pan-European civil-military organisation dedicated to supporting European aviation) on that day.

Regarding flight FR6003 (T2GZ8Z) of 5 July 2019, it appears from the report of the RYANAIR flight operations control analyst that this flight, which was planned to depart from MARSEILLE at 7:15 p.m. and arrive in BREST at 9:05 p.m., suffered a delay for various reasons, with the result that the departure was postponed to 8:43 p.m. and an arrival in BREST at 10:22 p.m., i.e. 1:17 p.m., which is therefore not eligible for compensation under Article 7.

⇒ The court will therefore uphold the nature of extraordinary circumstances applying to flight FR1372 (RZ8VJZ - Véronique VEYRIER) of 4 July 2018 on the one hand, and that the delay of less than 3 hours for flight FR6003 (T2GZ8Z - Christel PUTOUX, Frédéric VILLA, Margaux VILLA) of 5 July 2019, is not eligible for compensation under Article 7.

4. **Bird strike:** flight FR4004 (DR6TMS) of 6 July 2018.

RYANAIR produces an engineer's report dated 27 June 2019 in which it reports a bird strike on 6 July 2018 impacting the aircraft initially assigned to flight FR4004 (DR6TMS) of 6 July 2018 and which had to be replaced as a result, resulting in a delay the duration of which is not specified in the documents in the file.

⇒ In the absence of any clarification on either side as to the delay actually borne by the passenger due to the change of aircraft, there is no need to rule on the nature of extraordinary circumstances affecting flight FR4004 (DR6TMS - Serge ANGIOLINI) of 6 July 2018, the latter will not be subject to compensation under Article 7.

5. **Equipment failures:** flights FR7478 (SSKYXR) and FR7475 (NRPBSB /NVELQF) of 7 June 2019.

On 7 June 2019, a NOTAM reports a radar failure at Porto Airport (OPO) throughout the day of 7 June 2019, resulting in the delay of the OUTBOUND FLIGHT FR7478 (SSKYXR) (OPO - BVA) and the cancellation of the RETURN flight FR7475 (NRPBSB /NVILQF) of 7 June 2019 (BVA - OPO).

⇒ The court will therefore consider the nature of extraordinary circumstances applying to the flights:

- FR7478 (SSKYXR - Pascal SALE, Maryvonne SALE) of 7 June 2019;
- FR7475 (NRPBSB /NVILQF - Marion DE SOUSA - Catherine PONCHEL, Marie-Rose PONCHEL, Cloé CRAPEZ, Estelle CRAPEZ) of 7 June 2019.

6. **Kerosene outages:** flights FR7708 (ORKFXB) of 13 April 2019 and FR514 (SZLCHG) of 27 May 2018.

Regarding flight FR7708 (ORKFXB) cancelled on 13 April 2019 (MRS - TUF), it was part of a circuit scheduling OPO-TUF, then TUF-MRS, then MRSTUP and finally TUF-OPO.

RYANAIR reports an inability to refuel at Tours airport (TUF) due to a failure of the aircraft fuel supply system managed by TUF, forcing it to divert to Nantes (NTE) causing such a delay in the schedule of flights that it is forced to cancel the intermediate flights TUF-MRS and MRS-TUF, which have been the subject of reimbursement of tickets to Mr. and Mrs. ESCOFFIER, on 20/04/2019.

Regarding flight FR514 (SZLCHG) cancelled on 27 May 2018 (STN - DNR), a failure of the aircraft refuelling system at London Airport (STN), extending that day from 4:45 am to 12:00 pm, was reported by NOTAM. The aircraft of RYANAIR, based in London (STN) was scheduled to take off at 12:05 and was not able to refuel in time forcing the Company to cancel its flight.

- ⇒ The court will therefore rule that concerning the flight:
- FR7708 (ORKFXB - Raphaël ESCOFFIER, Anne ESCOFFIER) cancelled on 13 April 2019, the nature of exceptional circumstances is established.
 - FR514 (SZLCHG - Alisson MUREAU, Valentin RENARD) cancelled on 27 May 2018, the nature of exceptional circumstances is established.

7. Curfew: FR903 4 (VU664L) of 27 July 2019.

RYANAIR was informed by NOTAM of the implementation of a curfew on Beauvais airport (BVA) from 3 April 2019 to 26 October 2019, mentioning in particular the cessation of air traffic control on Saturdays from 8:15 pm. Consequently, the Company had every right to take reasonable measures (as indicated in recital 15 of the Regulation) and to inform passengers thereof, which it did since it appears from the evidence produced by the defence that the tickets concerning these flights were reimbursed on bank card on 1 August 2019.

- ⇒ The court will therefore state that concerning flight FR9034 (VU664L - Agathe SZYMKOWIAK, Frédéric LAGACHE) of 27 July 2019, its cancellation is not an exceptional circumstance and that it is eligible for compensation under Article 7.

On the case of Mrs Juliette XAVIER (Flight FR 1799 of 27 June 2019 - Resa GARZIT)

Flight FR 1799 was scheduled to depart on 27 June 2019 at 9:15 pm (French time) from Toulouse and expected to arrive in Lisbon at 10:10 pm.

The boarding pass explicitly mentioned an arrival at 10:10 pm, followed by the information: "You will have to set your watch ahead - 1 hour" and therefore, the arrival local time was therefore scheduled at 10:10 pm - 1:00 = 9:10 pm.

According to the flight history produced by RYANAIR, it appears that flight FR 1799 landed at 11:39 (local time) and the passengers passed through the doors at 00:05, exactly 02:55 behind the scheduled schedule of 9:10 pm.

- ⇒ Consequently, the court will rule that since the delay is less than 3 hours, compensation under Article 7 is not due.

On the case of Mr Louis-Marie SPIRAL (Flight FR8708 of 3 November 2017 - Resa H2CCYX)

Mr SPIRAL suffered a delay on the OUTBOUND flight FR4235 - Resa HWJLNVY of 23 October 2017 (Resa not on the list of applicants) which was the subject of compensation under article 7 (250 euros) on 11 July 2019.

Mr SPIRAL was denied boarding (overbooking) on the RETURN flight FR8708 Resa H2CCYX of 3 November 2017 eligible for the Article 7 compensation; RYANAIR claims to have paid this compensation by producing a screenshot of the bank transfer of 250 euros.

The court notes that the screenshots produced from the bank transfer are strictly identical for the two payments and RYANAIR does not provide proof of having made a second payment of 250 euros for Mr SPIRAL's RETURN flight.

- ⇒ Consequently, the court will rule that the compensation under Article 7, arising from the denied boarding (overbooking) on the RETURN FLIGHT FR8708 Resa H2CCYX of 3 November 2017, for the benefit of Mr SPIRAL, is due by RYANAIR.

On the case of Mr and Ms BOUROCHE (Flight FR76 of 1 October 2017 - Resa PSCLTM/APM39P)

In their submissions, the applicants explicitly mention flight FR76 - Resa PSCLTM / APM39P of 1 October 2017, which was also the subject of a reimbursement of the tickets on 29 September 2017, as eligible for the compensation under Article 7, which RYANAIR does not dispute either before the court or in its submissions.

29

[signatures]

- ⇒ The court will therefore rule that the compensation of Article 7 of 250 euros is indeed due to each of Mr and Ms BOUROCHE.

On the case of Mrs CHAUMOND and Mr BOISSERIE (Flight PR5832 of 30 May 2019 - Resa Y39RKJ / FJCMKZ)

On 4 March 2019, RYANAIR sent an email in English to Mr Théo BOISSERIE at the address *marian.pawlak@gekruid-eten.be*, mentioning the change of time of the flight made on the RESA F1CMKZ, whose departure from Bordeaux was scheduled for 30 May 2019 at 1:50 pm and postponed on the same day to 8:05 pm.

RYANAIR sent on 4 March 2019 an email in English to Ms Laurine CHAUMOND at the address *kondradw@yahoo.com*, mentioning the change of time of the flight made on the RESA Y39RJK, whose departure from Bordeaux was scheduled for 30 May 2019 at 1:50 pm and postponed on the same day to 8:05 pm.

Mrs CHAUMOND and Mr BOISSERIE declare that they have not received these notifications of 4 March 2019 and indicate that the addresses used were not their addresses, their email address being *laurine.chaumont@hotmail.fr* and *tbi@orange.fr* respectively, which were moreover the addresses used by the company to send their electronic ticket.

Consequently, the court will rule that RYANAIR did not notify these passengers of the delay of the flight for which they had a reservation and that this delay, having been greater than 3 hours, is equivalent to a cancellation of a flight eligible for compensation under Article 7. Indeed, as recalled above as a preliminary point, passengers on a delayed flight can only be treated as passengers on a cancelled flight for the purposes of Regulation No. 261 /2004 if the said flight has been delayed for a period greater than or equal to three hours, it being understood that the duration of the delay is calculated between the scheduled time of arrival of the flight and the actual time of opening of the first door of the aircraft.

Summary of compensation due under article 7 of the Regulation:

RYANAIR made the payments of the compensation under Article 7 of the Regulation to a CARPA sub-account of the Applicants' Counsel:

- on 17 January 2023:
 1. to Ms Sonia CLEMENT: 250 euros
 2. to Ms Lisa GUERCIA: 250 euros
 3. to Mr Florent FRESNEAU: 250 euros
 4. to Ms Laetitia BRISARD: 250 euros
 5. to Mr Sébastien DERET: 250 euros
 6. to Ms Ambre VIEUVILLE: 250 euros
 7. to Mr Frédéric ARANDA: 250 euros
 8. to Ms Isabelle ARANDA: 250 euros
 9. to Mr Clément ARANDA: 250 euros
 10. to Mr Clément GAULARD: 250 euros
 11. to Mr Yann LANNES: 250 euros
 12. to Ms Sabine LANNES: 250 euros
 13. to Ms Héloïse LANNES: 250 euros
 14. to Mr Corentin LANNES: 250 euros
 15. to Mr Simon GIGNIER: 250 euros
 16. to Ms Sophia OUADGHIERI: 250 euros
 17. to Mr Benjamin LONIEWSKI: 400 euros
 18. to Mr Jean-Claude CREACH: 250 euros
 19. to Ms Josette CREACH: 250 euros
 20. to Mr Xavier WOHLFARTH: 250 euros

30

[signatures]

21. to Mr Jany WOHLFARTH: 250 euros
22. to Mr Xavier WOHLFARTH acting as legal representative of Ms Lily WOHLFARTH: 250 euros
23. to Mr Nicolas GUERIN: 250 euros
24. to Mr Alexandre HUBY: 250 euros
25. to Ms Catherine MALET: 250 euros
26. to Mr Philippe BISSON: 250 euros
27. to Mr Christophe AGARD: 250 euros
28. to Ms Auriane AGARD: 250 euros
29. to Mrs Audrey MERCIER: 250 euros
30. to Mr Guillaume PETIT: 250 euros
31. to Ms Jacqueline DELSOL: 250 euros
32. to Mr Bernard DELSOL: 250 euros
33. to Ms Nicole DELSOL: 250 euros
34. to Ms Françoise EMBRY: 250 euros
35. to Mr Stéphane BODEZ: 250 euros
36. to Ms Nina BODEZ: 250 euros
37. to Ms Sylvaine JENNY: 250 euros
38. to Mr Dominique KRIEGEL: 250 euros
39. to Ms Dominique KRIEGEL: 250 euros
40. to Ms Maria FANTONI: 250 euros
41. to Mr Vincent AUVRAY: 250 euros
42. to Mr Vincent AUVRAY acting as legal representative of Mr Simon AUVRAY: 250 euros
43. to Mr Vincent AUVRAY acting as legal representative of Mr Gaël AUVRAY: 250 euros
44. to Mr Manuel BALENCY-BEARN: 250 euros
45. to Ms Marcella NINNO-FOLLONI: 250 euros
46. to Ms Hélène LOIZEAU: 250 euros
47. to Mr Gaël CLOCHARD: 250 euros

- on 17 April 2023:

1. to Mr Mickaël VENANCIO: 250 euros
2. to Mr Christopher GAMEIRO: 250 euros
3. to Ms Jeanne PULLINO: 250 euros

The Court takes note of the payments made by RYANAIR on 17 January and 17 April 2023 to a CARPA sub-account of the Applicant Counsel concerning the 50 passengers mentioned above and orders RYANAIR to pay in addition the sum of 250 euros as compensation under Art. 7, to the following 7 passengers:

1. Mr Louis-Marie SPIRAL: 250 euros
2. Ms Chantal BOUROCHE: 250 euros
3. Mr Jacques BOUROCHE: 250 euros
4. Ms Agathe SZYMKOWIAK: 250 euros
5. Mr Frédéric LAGACHE: 250 euros
6. Ms Laurine CHAUMOND: 250 euros
7. Mr Théo BOISSERIE: 250 euros

On the other hand, their claim for payment of compensation under Article 7 of the Regulation as well as damages will be dismissed, for:

- Recognised extraordinary circumstances:

1. Ms Geneviève BATAILLARD
2. Mr Thierry BATAILLARD
3. Mr Jean-Michel ROSTAGNO
4. Ms Valérie D'IRUMBERRY DE SALABERRY
5. Ms Valérie D'IRUMBERRY DE SALABERRY acting as legal representative of Ms Chloé VALERIANI

31

[signatures]

6. Mr Serge ANGIOLINI
7. Ms Patricia GOMEZ
8. Mr Manuel GOMEZ
9. Mr Manuel GOMEZ acting as legal representative of Mr Raphaël GOMEZ
10. Mr Manuel GOMEZ acting as legal representative of Mr Théotime GOMEZ
11. Mr Manuel GOMEZ acting as legal representative of Ms Mailys GOMEZ
12. Ms Marion DE SOUSA
13. Mr Jean-Pierre RIVES
14. Ms Valérie RIVES
15. Ms Catherine PONCHEL
16. Ms Marie-Rose PONCHEL
17. Ms Estelle CRAPEZ
18. Ms Cloé CRAPEZ
19. Ms Véronique VEYRIER
20. Ms Maryvonne SALE
21. Mr Pascal SALE
22. Ms Alisson MUREAU
23. Mr Valentin RENARD
24. Mr Frédéric VILLA
25. Ms Margaux VILLA
26. Ms Christel PUTOUX
27. Mr Victor CROUZEVALLE
28. Ms Anne ESCOFFIER
29. Ms Anne ESCOFFIER acting as legal representative of Mr Raphaël ESCOFFIER

- Delay less than 3 hours

1. Ms Juliette XAVIER

Consequently, it is appropriate for the court to dismiss the above 30 passengers' claims for damages of €1,250 or €1,400 as the case may be.

D. On the Company's failure to comply with the other obligations arising from Regulation EC No. 261/2004 of the European Parliament and of the Council of 21 February 2004 (Right to care, Right to information) and on the unlawful act resulting from the deliberate and systemic violation, by the Company, of its obligations under the Regulation in an obvious concern for mass savings:

UFC-Que Choisir accuses RYANAIR of not complying with its obligations under the Regulation pursuant to Articles 9 (Right to care) and 14 (Obligation to inform passengers of their rights) and of deliberately acting unlawfully for the sake of mass savings.

However, no document attesting to this alleged violation of the Regulation has been produced in the file and, in particular, no claim against the passenger company concerned is filed.

Apart from the excessive delays observed in the payment of compensation resulting from the application of Article 7 of the Regulation (a point which will be addressed later), it has not been clearly demonstrated that RYANAIR acted illegally, systematically and deliberately, in such a way that passengers were deprived of the material benefits granted to them by the Regulation, which was the cause of the alleged damage.

⇒ Accordingly, the Court will find that it has not been established that the Company has been in default in the performance of its obligations under Articles 9 (Right to care) and 14 (Obligation to inform passengers of their rights) of the Regulation, and will dismiss the claims for damages filed under Articles 9 and 14 of the Regulation.

32

[signatures]

E. On abusive and wrongful obstruction:

UFC-Que Choisir and the Passengers consider that RYANAIR's reluctance to fulfil its obligations under the Regulation is clearly abusive and justifies the award of damages to them.

RYANAIR refuses to admit that it has committed any breach of the provisions of the Regulation, in particular Articles 7, 9, 12 and 14 thereof, or of the regulations applicable to misleading commercial practices, or Articles 1101 et seq. and 1231 et seq. of the French Civil Code and that it has therefore not caused any prejudice to the collective interest of consumers on these grounds.

It follows from the examination of the exhibits produced in the file that:

- there is no evidence that the Passengers submitted a claim to the Company before 2 December 2019, the date on which RYANAIR was given formal notice by the applicants, (who produce a list of flights covered by 87 RESA and covering the period from 12 April 2016 to 27 July 2019, all having been the subject of delays, cancellation or denied boarding, eligible for the compensation provided for by the Regulation in such cases), to have to comply with the obligations arising from the said Regulation, the first of which is the payment of this compensation, in addition to damages;
- on 2 February 2020, the Company replied that it did not have sufficient information to proceed with the examination of the claims in question and contended that it had never received a response to its request;
- on 3 July 2020, RYANAIR was summoned by the applicants and on 22 December 2022, RYANAIR wrote to 20 of the passengers to obtain their bank details in order to compensate them;
- RYANAIR paid into the Applicants' Counsel's CARPA account the sum of €12,748.96: 11,986.96 euros on 17 January 2023, then the sum of 750 euros on 17 April 2023.

It should be noted that the time required for the Company to admit the entitlement to compensation under Article 7 of the Regulation, and the time required to subsequently pay it, ranged from 45.3 months (3.8 years) to 85.4 months (7.1 years).

Whatever the justifications invoked by the Company, these consequent delays demonstrate a deliberate, abusive and condemnable refusal to comply with the Regulation and constitute certain damage for the passengers concerned, which must be taken into account.

Given this significant delay as well as the costs incurred by each of the passengers in these proceedings (lawyers' fees, UFC-Que Choisir commissions according to the contract signed with INDEMNITAIR mentioned above), the court will set the damages at the sum of 250 euros.

- ⇒ The court will therefore order RYANAIR to pay the sum of 250 euros to each of the 57 passengers eligible under Article 7 of the Regulation, as damages for abusive obstruction.

F. On the misleading commercial practices implemented by the Company to the detriment of consumers:

UFC Que Choisir maintains that RYANAIR's contractual provisions, as they appear on its website, include an apparent commitment to comply with its obligations under Regulation EC No. 261/2004, indicating in particular that the passenger may submit to it requests and/or complaints in the event of cancellation, delay or denied boarding, whereas, according to the Regulation, the carrier's obligation is not subject to the submission of a complaint, which demonstrates a misleading commercial practice by action on the scope of the advertiser's commitments as well as on the rights of the consumer.

33

[signatures]

RYANAIR disputes UFC-Que Choisir's assertion that the carrier's obligation is not subject to the presentation of a claim and submits that the submission of a claim is by no means contrary to the Regulation.

As mentioned above (*as a preliminary point*), Article 7 of the Regulation does not state that the carrier is required to make a spontaneous and immediate payment to the passenger of this compensation when it is proven, nor does it specify a specific deadline for its actual payment (except in the case of the 7-day period provided for the refund of the ticket of a cancelled flight for which no alternative has been provided).

If the carrier is in default in the performance of its obligations, the passenger must, under these conditions, submit a formal complaint to the carrier, serving formal notice on the latter, on this date, to have to perform.

In addition, UFC-Que Choisir asserts without demonstrating that the Company resorts to misleading commercial practices by omission on substantial information and to the detriment of consumers, namely on their rights which are, *at a minimum*, provided in a concealed and unintelligible manner.

- ⇒ While RYANAIR's website can certainly be improved, it cannot be formally stated that its content indicates a misleading commercial practice on the part of RYANAIR, within the meaning of Article L 121 -2 of the French Consumer Code, and the Court will reject this request to have RYANAIR condemned in this respect.

G. On the aggressive commercial practices committed, during the proceedings, to the detriment of some of the Passengers:

RYANAIR's request to 20 passengers to obtain their bank details for the purpose of paying them the compensation was intended, according to UFC-Que Choisir, to lead the interested parties to accept the payment of the compensation only under Article 7 of Regulation EC No. 61/2004, without taking into account their other legal claims and thereby to abandon the current proceedings.

As such, UFC-Que Choisir requests that RYANAIR be ordered to pay the 20 contacted passengers the sum of 500 euros per passenger as damages.

This statement is unsubstantiated and does not make it possible to classify such a request as an aggressive commercial practice, even if, during the proceedings, it was supposed to go through the Counsels.

- ⇒ Accordingly, the Court will dismiss this claim.

H. On the damage caused to all the passengers in general

In this case, as explained above, it has not been demonstrated that the Company was in default in the performance of its obligations under Articles 9 (Right to care) and 14 (Obligation to inform passengers of their rights) of the Regulation.

Furthermore, it has not been established that the content of its website is a misleading commercial practice on the part of RYANAIR, within the meaning of Article L 121-2 of the French Consumer Code.

On the other hand, the continued reluctance of RYANAIR to admit and pay the compensation provided for under Article 7 of the Regulation, causing certain damage to the passengers concerned, will be qualified as abusive and reprehensible (*above*) and UFC-Que Choisir is in this case entitled to take action on this ground.

The only statistical figures produced and not disputed by the parties, concerning RYANAIR's flights, indicate that the Company carried 9,292,315 passengers on French soil in 2018 and that the punctuality rate in recent years has varied from 85% to 92%, from which it can only be deduced that 8 to 15% of flights are either delayed or cancelled.

Of these, the cases eligible for compensation under Article 7 of the Regulation are not statistically established and no element, admissible in this case and making it possible to assess the statistical number of cases concerned over a year, has been submitted in the file; if we refer to the 59 eligible cases noted in this file, they obviously do not represent all the cases applicable to the Company's flights between 12 April 2016 and 27 July 2019.

However, even selecting a very low number of cases eligible for compensation under Article 7 of the Regulation, the amounts involved can be very significant and the reluctance and resistance shown in this case by the Company to the detriment of consumers, to recognise them and proceed with their payment, is

34

[signatures]

condemnable.

Moreover, even if it is not formally established that the Company has been in default in the performance of its obligations under Articles 9 (Right to care) and 14 (Obligation to inform passengers of their rights) of the Regulation, it cannot be excluded that many passengers have ignored their rights, thus allowing the Company to save compensation.

As a result of the foregoing, it is appropriate for the Court, noting the extent of the damage caused to the passengers in general:

- Order RYANAIR to put an end to its reluctance to comply with Article 7 of the Regulation;
- Order RYANAIR to publish, on the home page of its website www.ryanair.com/fr/fr, on the home pages of its mobile applications, on the home page of its Facebook page, as well as on its Instagram page, the following statement:

LEGAL STATEMENT

By Judgment of the Aix-en-Provence Commercial Court dated 12 December 2023, to which the case was referred at the request of UFC-Que Choisir, RYANAIR airline was convicted for failing to comply with Regulation EC No. 261/2004 of the European Parliament and of the Council of 11 February 2004 establishing common rules on compensation and assistance to passengers in the event of denied boarding and of cancellation or long delay of flights, and in particular Article 7 thereof (Right to compensation).

This statement is intended to inform consumers. [Read the decision](#)

#justice #flight #aircraft #consumer

- Hold that the text of the statement, including the title, must, on the home page of the website www.ryanair.com/fr/fr, on the home pages of mobile applications accessible in France, and on the home page of its Facebook page, remain at the top of the page, be published in a font size that is not less than 12, that the title must appear in capital letters and in bold, and that the entire statement must appear in a red square,
 - Hold that the text of the statement, including the title, must, on its Instagram page, be published separately from any other text or any other publication, and be published in a font size that is not less than 12, and that the title must appear in capital letters and in bold,
 - Hold that the "Read the decision." part of the statement will be a red hyperlink allowing access to the full Judgment to be handed down, which must remain effective for the time of the order.
 - Hold that these statements must be published fifteen days after the service of the Judgment to be handed down and remain accessible without interruption, under the conditions indicated, for a period of three months from that date, subject to a penalty of 10,000 euros per day of delay and per breach found,
- Order the payment of the sum of 150,000 euros to be paid to UFC-Que Choisir, in compensation for the damage caused to all passengers eligible for the compensation in question.

In order to have their rights recognised, UFC-Que Choisir and the Passengers had to incur expenses not included in the court costs which it would be unfair to leave to their charge and therefore RYANAIR must be ordered to pay under Article 700 of the French Code of Civil Procedure:

- to each of the 57 passengers eligible for the compensation provided for in Article 7 of Regulation EC No. 261/2004 of the European Parliament and of the Council of 11 February 2004, the sum of 720 euros;
- to UFC-Que Choisir the sum of 25,000 euros;

as well as full court costs.

The court recalls that under Article 514 of the French Code of Civil Procedure, first instance decisions are

35

[signatures]

enforceable provisionally. In view of the circumstances of this case, the court finds provisional enforcement justified and decides that there is no reason for derogation.

ON THESE GROUNDS

The Court after deliberating in accordance with the law, ruling in a public hearing, after due hearing of the parties and at first instance.

- holds that the action of UNION FEDERALE DES CONSOMMATEURS - QUE CHOISIR and of the applicants is admissible and they are entitled to bring their action before this court;
- orders RYANAIR DESIGNATED COMPANY (DAC) to pay in respect of the compensation provided for in Article 7 of Regulation EC No. 261/2004 of the European Parliament and of the Council of 11 February 2004:
 1. to Ms Sonia CLEMENT: 250 euros (paid to CARPA on 17/01/203)
 2. to Ms Lisa GUERCIA: 250 euros (paid to CARPA on 17/01/203)
 3. to Mr Florent FRESNEAU: 250 euros (paid to CARPA on 17/01/203)
 4. to Ms Laetitia BRISARD: 250 euros (paid to CARPA on 17/01/203)
 5. to Mr Sébastien DERET: 250 euros (paid to CARPA on 17/01/203)
 6. to Ms Ambre VIEUVILLE: 250 euros (paid to CARPA on 17/01/203)
 7. to Mr Sébastien ARANDA: 250 euros (paid to CARPA on 17/01/203)
 8. to Ms Isabelle ARANDA: 250 euros (paid to CARPA on 17/01/203)
 9. to Mr Clément ARANDA: 250 euros (paid to CARPA on 17/01/203)
 10. to Mr Clément GAULARD: 250 euros (paid to CARPA on 17/01/203)
 11. to Mr Yann LANNES: 250 euros (paid to CARPA on 17/01/203)
 12. to Ms Sabine LANNES: 250 euros (paid to CARPA on 17/01/203)
 13. to Ms Héroïse LANNES: 250 euros (paid to CARPA on 17/01/203)
 14. to Mr Corentin LANNES: 250 euros (paid to CARPA on 17/01/203)
 15. to Mr Simon GIGNIER: 250 euros (paid to CARPA on 17/01/203)
 16. to Ms Sophia OUADGHIRI: 250 euros (paid to CARPA on 17/01/203)
 17. to Mr Benjamin LONIEWSKI: 400 euros (paid to CARPA on 17/01/203)
 18. to Mr Jean-Claude CREACH: 250 euros (paid to CARPA on 17/01/203)
 19. to Ms Josette CREACH: 250 euros (paid to CARPA on 17/01/203)
 20. to Mr Xavier WOHLFARTH: 250 euros (paid to CARPA on 17/01/203)
 21. to Mr Jany WOHLFARTH: 250 euros (paid to CARPA on 17/01/203)
 22. to Mr Xavier WOHLFARTH acting as legal representative of Ms Lily WOHLFARTH: 250 euros (paid to CARPA on 17/01/203)
 23. to Mr Nicolas GUERIN: 250 euros (paid to CARPA on 17/01/203)
 24. to Mr Alexandre HUBY: 250 euros (paid to CARPA on 17/01/203)
 25. to Ms Catherine MALET: 250 euros (paid to CARPA on 17/01/203)
 26. to Mr Philippe BISSON: 250 euros (paid to CARPA on 17/01/203)
 27. to Mr Christophe AGARD: 250 euros (paid to CARPA on 17/01/203)
 28. to Ms Auriane AGARD: 250 euros (paid to CARPA on 17/01/203)
 29. to Ms Audrey MERCIER: 250 euros (paid to CARPA on 17/01/203)
 30. to Mr Guillaume PETIT: 250 euros (paid to CARPA on 17/01/203)
 31. to Ms Jacqueline DELSOL: 250 euros (paid to CARPA on 17/01/203)
 32. to Mr Bernard DELSOL: 250 euros (paid to CARPA on 17/01/203)
 33. to Ms Nicole DELSOL: 250 euros (paid to CARPA on 17/01/203)
 34. to Ms Françoise EMBRY: 250 euros (paid to CARPA on 17/01/203)
 35. to Mr Stéphane BODEZ: 250 euros (paid to CARPA on 17/01/203)
 36. to Ms Nina BODEZ: 250 euros (paid to CARPA on 17/01/203)
 37. to Ms Sylvaine JENNY: 250 euros (paid to CARPA on 17/01/203)
 38. to Mr Dominique KRJEGEL: 250 euros (paid to CARPA on 17/01/203)
 39. to Ms Dominique KRIEGEL: 250 euros (paid to CARPA on 17/01/203)
 40. to Ms Maria FANTONI: 250 euros (paid to CARPA on 17/01/203)

36

[signatures]

41. to Mr Vincent AUVRAY: 250 euros (paid to CARPA on 17/01/203)
 42. to Mr Vincent AUVRAY acting as legal representative of Mr Simon AUVRAY: 250 euros (paid to CARPA on 17/01/203)
 43. to Mr Vincent AUVRAY acting as legal representative of Mr Gaël AUVRAY: 250 euros (paid to CARPA on 17/01/203)
 44. to Mr Manuel BALENCY-BEARN: 250 euros (paid to CARPA on 17/01/203)
 45. to Ms Marcella NINNO-FOLLONI: 250 euros (paid to CARPA on 17/01/203)
 46. to Mrs Hélène LOIZEAU: 250 euros (paid to CARPA on 17/01/203)
 47. to Mr Gaël CLOCHARD: 250 euros (paid to CARPA on 17/01/203)
 48. to Mr Mickaël VENANCIO: 250 euros (paid to CARPA on 17/04/203)
 49. to Mr Christopher GAMEIRO: 250 euros (paid to CARPA on 17/04/203)
 50. to Ms Jeanne PULLINO: 250 euros (paid CARPA on 17/04/203)
 51. to Mr Louis-Marie SPIRAL: 250 euros
 52. to Ms Chantal BOUROCHE: 250 euros
 53. to Mr Jacques BOUROCHE: 250 euros
 54. to Ms Agathe SZYMKOWIAK: 250 euros
 55. to Mr Frédéric LAGACHE: 250 euros
 56. to Ms Laurine CHAUMOND: 250 euros
 57. to Mr Théo BOISSERIE: 250 euros
- takes note of the payments made by RYANAIR on 17 January and 17 April 2023 to a CARPA sub-account of the Applicants' Counsel to the 50 passengers numbered from 1 to 50 as recalled above and holds that RYANAIR still owes the sum of 250 euros to each of the 7 passengers numbered from 51 to 57;
- orders RYANAIR DESIGNATED COMPANY (DAC) to pay as damages for abusive obstruction the sum of 250 euros to each of the 57 passengers eligible for compensation provided for in Article 7 of Regulation EC No. 261/2004 of the European Parliament and of the Council of 11 February 2004:
1. to Ms Sonia CLEMENT: 250 euros
 2. to Ms Lisa GUERCIA: 250 euros
 3. to Mr Florent FRESNEAU: 250 euros
 4. to Ms Laëtizia BRISARD: 250 euros
 5. to Mr Sébastien DERET: 250 euros
 6. to Ms Ambre VIEUVILLE: 250 euros
 7. to Mr Frédéric ARANDA: 250 euros
 8. to Ms Isabelle ARANDA: 250 euros
 9. to Mr Clément ARANDA: 250 euros
 10. to Mr Clément GAULARD: 250 euros
 11. to Mr Mickaël VENANCIO: 250 euros
 12. to Mr Christopher GAMEIRO: 250 euros
 13. to Mr Jacques BOUROCHE: 250 euros
 14. to Ms Chantal BOUROCHE: 250 euros
 15. to Mr Yann LANNES: 250 euros
 16. to Ms Sabine LANNES: 250 euros
 17. to Ms Héloïse LANNES: 250 euros
 18. to Mr Corentin LANNES: 250 euros
 19. to Mr Simon GIGNIER: 250 euros
 20. to Ms Sophia OUADGHIRI: 250 euros
 21. to Mr Benjamin LONIEWSKI: 250 euros
 22. to Mr Jean-Claude CREACH: 250 euros
 23. to Ms Josette CREACH: 250 euros
 24. to Mr Louis-Marie SPIRAL: 250 euros
 25. to Ms Jeanne PULLINO: 250 euros
 26. to Mr Xavier WOHLFARTH: 250 euros
 27. to Mr Jamy WOHLFARTH: 250 euros
 28. to Mr Xavier WOHLFARTH acting as legal representative of Ms Lily WOHLFARTH:

37

[signatures]

- 250 euros
29. to Mr Nicolas GUERIN: 250 euros
 30. to Mr Alexandre HUBY: 250 euros
 31. to Ms Catherine MALET: 250 euros
 32. to Mr Philippe BISSON: 250 euros
 33. to Mr Christophe AGARD: 250 euros
 34. to Ms Auriane AGARD: 250 euros
 35. to Mrs Audrey MERCIER: 250 euros
 36. to Mr Guillaume PETIT: 250 euros
 37. to Ms Jacqueline DELSOL: 250 euros
 38. to Mr Bernard DELSOL: 250 euros
 39. to Ms Nicole DELSOL: 250 euros
 40. to Ms Françoise EMBRY: 250 euros
 41. to Mr Stéphane BODEZ: 250 euros
 42. to Ms Nina BODEZ: 250 euros
 43. to Ms Sylvaine JENNY: 250 euros
 44. to Mr Dominique KRIEGEL: 250 euros
 45. to Ms Dominique KRIEGEL: 250 euros
 46. to Ms Maria FANTONI: 250 euros
 47. to Mr Vincent AUVRAY: 250 euros
 48. to Mr Vincent AUVRAY acting as legal representative of Mr Simon AUVRAY: 250 euros
 49. to Mr Vincent AUVRAY acting as legal representative of Mr Gaël AUVRAY: 250 euros
 50. to Mr Manuel BALENCY-BEARN: 250 euros
 51. to Ms Marcella NINNO-FOLLONI: 250 euros
 52. to Ms Hélène LOIZEAU: 250 euros
 53. to Mr Gaël CLOCHARD: 250 euros
 54. to Mr Théo BOISSERIE: 250 euros
 55. to Ms Laurine CHAUMOND: 250 euros
 56. to Mr Frédéric LAGACHE: 250 euros
 57. to Ms Agathe SZYMKOWIAK: 250 euros

- dismisses the action of the following natural person applicants seeking to have RYANAIR DESIGNATED COMPANY (DAC) ordered to pay damages:

1. to Ms Geneviève BATAILLARD: 1,400 euros
2. to Mr Thierry BATAILLARD: 1,400 euros
3. to Mr Jean-Michel ROSTAGNO: 1,250 euros
4. to Ms Valérie D'IRUMBERRY DE SALABERRY: 1,400 euros
5. to Ms Valérie D'IRUMBERRY DE SALABERRY acting as legal representative of Ms Chloé VALERIANI: 1,400 euros
6. to Mr Serge ANGIOLINI: 1,250 euros
7. to Ms Patricia GOMEZ: 1,250 euros
8. to Mr Manuel GOMEZ: 1,250 euros
9. to Mr Manuel GOMEZ acting as legal representative of Mr Raphaël GOMEZ: 1,250 euros
10. to Mr Manuel GOMEZ acting as legal representative of Mr Théotime GOMEZ: 1,250 euros
11. to Mr Manuel GOMEZ acting as legal representative of Mr Mailys GOMEZ: 1,250 euros
12. to Ms Marion DE SOUSA: 1,250 euros
13. to Mr Jean-Claude RIVES: 1,400 euros
14. to Ms Valérie RIVES: 1,400 euros
15. to Ms Catherine PONCHEL: 1,250 euros
16. to Ms Marie-Rose PONCHEL: 1,250 euros
17. to Ms Estelle CRAPEZ: 1,250 euros
18. to Ms Cloé CRAPEZ: 1,250 euros
19. to Ms Véronique VEYRIER: 1,250 euros
20. to Ms Maryvonne SALE: 1,250 euros
21. to Mr Pascal SALE: 1,250 euros
22. to Ms Alisson MUREAU: 1,250 euros
23. to Mr Valentin RENARD: 1,250 euros
24. to Mr Frédéric VILLA: 1,250 euros
25. to Mr Margaux VILLA: 1,250 euros
26. to Ms Christel PUTOUX: 1,250 euros

38

[signatures]

27. to Mr Victor CROUZEVIALLE: 1,400 euros
 28. to Ms Juliette XAVIER: 1,250 euros
 29. to Ms Anne ESCOFFIER: 1,250 euros
 30. to Ms Anne ESCOFFIER acting as legal representative of Mr Raphaël ESCOFFIER: 1,250 euros
- dismisses the action of UNION FEDERALE DES CONSOMMATEURS - QUE CHOISIR and the following natural person applicants seeking to have RYANAIR DESIGNATED COMPANY (DAC) ordered to pay damages for aggressive commercial practice:
1. to Mr Christophe AGARD
 2. to Ms Auriane AGARD
 3. to Ms Catherine MALET
 4. to Mr Philippe BISSON
 5. to Ms Sonia CLEMENT
 6. to Ms Lisa GUERCIA
 7. to Mr Sébastien DERET
 8. to Ms Ambre VIEUVILLE
 9. to Mr Mickaël VENANCIO
 10. to Mr Christopher GAMEIRO
 11. to Mr Simon GIGNIER
 12. to Ms Sophia OUADGHIRI
 13. to Mr Dominique KRIEGEL
 14. to Ms Hélène LOIZEAU
 15. to Mr Gaël CLOCHARD
 16. to Ms Audrey MERCIER
 17. to Mr Guillaume PETIT
 18. to Ms Jeanne PULLINO
 19. to Mr Yann LANNES
 20. to Mr Xavier WOHLFARTH
- orders RYANAIR DESIGNATED COMPANY (DAC) to pay the sum of 150,000 (ONE HUNDRED AND FIFTY THOUSAND) euros to UNION FEDERALE DES CONSOMMATEURS - QUE CHOISIR as compensation for the damage caused to all passengers eligible for compensation under Article 7 of Regulation EC No. 261/2004 of the European Parliament and of the Council of 11 February 2004;
- orders RYANAIR to publish, on the home page of its website www.ryanair.com/fr/fr/, on the home pages of its mobile applications, on the home page of its Facebook page, as well as on its Instagram page, the following statement:

LEGAL STATEMENT

By Judgment of the Aix-en-Provence Commercial Court dated 12 December 2023, to which the case was referred at the request of UFC-Que Choisir, RYANAIR airline was convicted for failing to comply with Regulation EC No. 261/2004 of the European Parliament establishing common rules on compensation and assistance to passengers in the event of denied boarding and of cancellation or long delay of flights, and in particular Article 7 thereof (Right to compensation).

This statement is intended to inform consumers. Read the decision

39

[signatures]

#justice #flight #aircraft#consumer

- holds that the text of the statement, including the title, must, on the home page of the website *www.ryanair.com/fr/fr*, on the home pages of mobile applications accessible in France, and on the home page of its Facebook page, remain at the top of the page, be published in a font size that is not less than 12, that the title must appear in capital letters and in bold, and that the entire statement must appear in a red square,
 - holds that the text of the statement, including the title, must, on its Instagram page, be published separately from any other text or any other publication, and be published in a font size that is not less than 12, and that the title must appear in capital letters and in bold,
 - holds that the "Read the decision." part of the statement will be a red hyperlink allowing access to the full Judgment to be handed down, which must remain effective for the time of the order.
 - holds that these statements must be published fifteen days after the service of the Judgment to be handed down and remain accessible without interruption, under the conditions indicated, for a period of three months from that date, subject to a penalty of 10,000 euros per day of delay and per breach found.
- dismisses all the other wrongful and in any case ill-founded claims, arguments and submissions of the parties,
- orders RYANAIR DESIGNATED COMPANY (DAC) to pay under Article 700 of the French Code of Civil Procedure:
- to the UNION FEDERALE DES CONSOMMATEURS - QUE CHOISIR, the sum of 25,000 euros;
 - to each of the 57 passengers eligible for the compensation provided for in Article 7 of Regulation EC No. 261/2004 of the European Parliament and of the Council of 11 February 2004, the sum of 720 euros;
- recalls that this decision is immediately enforceable as of right.
-
- orders RYANAIR DESIGNATED COMPANY (DAC) to pay the full costs of the proceedings, including the Registry costs determined in the sum of 2,163.99 euros all tax included of which VAT 10.93 euros.

[signature]

The Court Clerk *receiving the decision*

The Presiding Judge

[signature]

Philippe CRUVEILLER

BEN TANFOUS Eya

40

[signatures]

COPIE

Me COATMEUR Philippe
Commissaire de Justice
section Huissier de Justice
19 Bis, Rue de Cotte
75012 PARIS- 12E
Tél : 01.44.88.99.88
Fax : 01.44.88.99.89
e-mail : phcoatmeur@wanadoo.fr

Paiement en ligne
Site Web : <https://www.coatmeur-huissier.fr/>

CAISSE DES DEPOTS ET
CONSIGNATION
IBAN
FR4140031007500000467588X47
BIC CDCGFRPPXXX



Référence de l'étude
V0065790
CIVIL033

Coût (Avec Lettre)

Nature	Montant
artR444.3	51.06
artR444.48	7.67
Total H.T.	58.73
T.V.A à 20	11.75
%	4.74
Lettre	75.22
Total TTC	

Coût (Sans Lettre)

Nature	Montant
artR444.3	51.06
artR444.48	7.67
Total H.T.	58.73
T.V.A à 20	11.75
%	70.48
Total TTC	

Art. 6 et 7 :

Droits Fixes

Art. 18 :

Frais de Déplacement

Art. 13 :

Droit d'Engagement de
Poursuites

Lettre :

Affranchissement

Acte non soumis à la taxe

SIGNIFICATION D'UNE DECISION DE JUSTICE (Appel possible – représentation obligatoire)

LE :
DEUX MILLE VINGT-QUATRE

Je, Philippe COATMEUR, Commissaire de Justice - section Huissier de Justice - près le Tribunal Judiciaire de PARIS, Audienier à la Cour d'Appel, demeurant 19, bis rue de Cotte 75012 PARIS, soussigné,

A :
Sté RYANAIR DESIGNATED COMPANY (DAC) Société de droit irlandais, dont le siège social est Airside Business Park Swords CO DUBLIN IRLANDE, pris(e) en la personne de son représentant légal Pour qui la copie du présent a été remise comme indiqué au Procès Verbal de Signification ci après annexé.

A LA DEMANDE DE :

1. L'UNION FEDERALE DES CONSOMMATEURS - QUE CHOISIR (UFC-QUE CHOISIR), Association Loi 1901 agréée en qualité d'organisation de consommateurs au sens de l'article L. 811-1 du Code de la consommation, dont le siège social est sis 233, Boulevard Voltaire à 75011 Paris, France, prise en la personne de son Président en exercice domicilié ès qualité audit siège,
2. Madame Sonia CLEMENT, née le 28 septembre 1974, à Boulogne-sur-Mer (62), de nationalité française, demeurant 165, Chemin de Guiramande à 13090 Aix-en-Provence, exerçant la profession de vétérinaire (Réf. Interne : 493921),
3. Madame Lisa GUERCIA, née le 3 mai 2001, à Vannes (56), de nationalité française, demeurant 165, Chemin de Guiramande à 13090 Aix-en-Provence, étudiante (Réf. Interne : 493921),
4. Monsieur Florent FRESNEAU, né le 22 mai 1986, à Dinan (22), de nationalité française, demeurant 25, Rue Crinas à 13007 Marseille, exerçant la profession d'urbaniste (Réf. Interne : 503693),
5. Madame Laetitia BRISARD, née le 11 mai 1987, à Rennes (35), de nationalité française, demeurant 25, Rue Crinas à 13007 Marseille, exerçant la profession de formatrice (Réf. Interne : 503693),
6. Monsieur Sébastien DERET, né le 11 mai 1979, à Sèvres (92), de nationalité française, demeurant 46, Allée Sandro Botticelli à 83270 Saint-Cyr-sur-Mer, exerçant la profession de contrôleur aérien (Réf. Interne : 578762),
7. Madame Ambre VIEUVILLE, née le 9 juin 1985, à Avignon (84), de nationalité française, demeurant 46, Allée Sandro Botticelli à 83270 Saint-Cyr-sur-Mer, exerçant la profession d'enseignante (Réf. Interne : 578762),
8. Monsieur Frédéric VILLA, né le 11 décembre 1968, à Perpignan (66), de nationalité française, demeurant 4, Chemin des Maillonnettes à 13420 Gémenos, exerçant la profession de responsable commerce (Réf. Interne : 723517),
9. Madame Christel PUTOUX, née le 31 juillet 1970, à Quillan (11), de nationalité française, demeurant 4, Chemin des Maillonnettes à 13420 Gémenos, exerçant la profession d'AVS (Réf. Interne : 723517),

10. **Madame Margaux VILLA**, née le 29 avril 2001, à Aubagne (13), de nationalité française, demeurant 4, Chemin des Maillonnettes à 13420 Gémenos, étudiante (Réf. Interne : 723517),
11. **Madame Anne ESCOFFIER**, née le 25 août 1983, à Aix-en-Provence (13), de nationalité française, demeurant 16, Chemin du pigeonnier à 13560 Senas, exerçant la profession d'entrepreneur (Réf. Interne : 692684),
12. **Monsieur Raphaël ESCOFFIER**, né le 22 février 2015, à Salon-de-Provence (13), de nationalité française, mineur agissant par son représentant légal **Madame Anne ESCOFFIER**, née le 25 août 1983, à Aix-en-Provence (13), de nationalité française, demeurant 16, Chemin du pigeonnier à 13560 Senas, exerçant la profession d'entrepreneur (Réf. Interne : 692684),
13. **Monsieur Frédéric ARANDA**, né le 13 mai 1965, à Escalquens (31), de nationalité française, demeurant 2, Rue du Pic du Gar à 31750 Escalquens, exerçant la profession d'Enseignant (Réf. Interne : 244934),
14. **Madame Isabelle ARANDA**, née VERBRAEKEN le 5 janvier 1967, à Dax (40), de nationalité française, demeurant 2, Rue du Pic du Gar à 31750 Escalquens, exerçant la profession d'Enseignant (Réf. Interne : 244934),
15. **Monsieur Clément ARANDA**, né le 23 décembre 1999, à Toulouse (31), de nationalité française, demeurant 2, Rue du Pic du Gar à 31750 Escalquens, étudiant (Réf. Interne : 244934),
16. **Monsieur Clément GAULARD**, né le 30 mars 1999, à Toulouse (31), de nationalité française, demeurant 1, Rue du Toureillo à 31750 Escalquens, étudiant (Réf. Interne : 244934),
17. **Monsieur Mickaël VENANCIO**, né le 22 janvier 1988, à Compiègne (60), de nationalité française, demeurant 42, Rue Mathurin-Régnier à 75015 Paris, exerçant la profession de Chargé d'affaires (Réf. Interne : 276167),
18. **Monsieur Christopher GAMEIRO**, né le 26 septembre 1985, à Châlons-en-Champagne (51), de nationalité française, demeurant 3, Rue du Courtillet à 60150 Machedon, exerçant la profession de Commercial (Réf. Interne : 276167),
19. **Monsieur Jacques BOUROCHE**, né le 10 décembre 1950, à Limoges (87), de nationalité française, demeurant 11, Rue Rabelais à 92170 Vanves, retraité (Réf. Interne : 336016),
20. **Madame Chantal BOUROCHE**, née GOBILLIARD le 10 octobre 1952, à Ugine (73), de nationalité française, demeurant 11, Rue Rabelais à 92170 Vanves, retraitée (Réf. Interne : 336016),
21. **Monsieur Yann LANNES**, né le 14 octobre 1973, à Rouen (76), de nationalité française, demeurant 1, Résidence du Vieux Moulin à 76160 Darnétal, exerçant la profession d'Éducateur spécialisé (Réf. Interne : 389159),
22. **Madame Sabine LANNES**, née CHATROUSSAT le 18 mars 1970, à Le-Petit-Quevilly (76), de nationalité française, demeurant 1, Résidence du Vieux Moulin à 76160 Darnétal, exerçant la profession de Psychologue (Réf. Interne : 389159),
23. **Madame Héloïse LANNES** née le 8 janvier 2001, à Rouen (76), de nationalité française, demeurant 1, Résidence du Vieux Moulin à 76160 Darnétal, étudiante (Réf. Interne : 389159),
24. **Monsieur Corentin LANNES** né le 16 janvier 2005 à Rouen (76), demeurant 1, Résidence du Vieux Moulin à 76160 Darnétal, étudiant (Réf. Interne : 389159), devenu majeur en cours d'instance et venu consécutivement aux droits de **Monsieur Yann LANNES**, né le 14 octobre 1973, à Rouen (76), lequel agissait précédemment, pour son compte, en qualité de représentant légal du mineur,
25. **Monsieur Simon GIGNIER**, né le 5 mai 1993, à Paris (75), de nationalité française, demeurant 165, Cours de l'Argonne à 33000 Bordeaux, exerçant la profession de médecin (Réf. Interne : 411666),

26. **Madame Sophia OUADGHIRI**, née le 6 avril 1993, à St-Quentin (02), de nationalité française, demeurant 165, Cours de l'Argonne à 33000 Bordeaux, exerçant la profession de Médecin (Réf. Interne : 411666),
27. **Madame Valériane D'IRUMBERRY DE SALABERRY**, née le 12 septembre 1980, à Athis-Mons (91), de nationalité française, demeurant 11 bis, Avenue Marie Vian à 13012 Marseille, exerçant la profession de Cadre (Réf. Interne : 425591),
28. **Madame Chloé VALERIANI**, née le 13 novembre 2006 à Marseille (13) agissant par son représentant légal **Madame Valériane D'IRUMBERRY DE SALABERRY**, née le 12 septembre 1980, à Athis-Mons (91), de nationalité française, demeurant 11 bis, Avenue Marie Vian à 13012 Marseille, exerçant la profession de Cadre (Réf. Interne : 425591),
29. **Monsieur Jean-Michel ROSTAGNO**, né le 31 janvier 1969, à Florac (48), de nationalité française, demeurant 199, Rue Buffon à 34070 Montpellier, exerçant la profession de Professeur des écoles (Réf. Interne : 426811),
30. **Monsieur Valentin RENARD**, né le 12 décembre 1991, à Orléans (45), de nationalité française, demeurant 17, Rue George V à 35400 Saint-Malo, exerçant la profession de Juriste (Réf. Interne : 443896),
31. **Madame Alisson MUREAU**, née le 18 septembre 1990, à Orléans (45), de nationalité française, demeurant 17, Rue George V à 35400 Saint-Malo, exerçant la profession de Vendeuse (Réf. Interne : 443896),
32. **Monsieur Jean-Claude CREACH**, né le 2 février 1938, à Courbevoie (92), de nationalité française, demeurant 107, Rue du Général de Gaulle à 77780 Bourron-Marlotte, retraité (Réf. Interne : 459248),
33. **Madame Josette CREACH**, née DESTRIKATS le 9 décembre 1938, à Paris (75), de nationalité française, demeurant 107, Rue du Général de Gaulle à 77780 Bourron-Marlotte, retraitée (Réf. Interne : 459248),
34. **Monsieur Louis-Marie SPIRAL**, né le 10 mai 1992, à Tours (37), de nationalité française, demeurant 35, Rue Michaud à 73000 Chambéry, exerçant la profession de Stagiaire de la formation continue (Réf. Interne : 464688),
35. **Monsieur Serge ANGIOLINI**, né le 7 décembre 1965, à Dijon (21), de nationalité française, demeurant 14, Ruelle des Ajoncs à 97434 Saint-Gilles-les-Bains (Réunion), exerçant la profession de radiologue (Réf. Interne : 467393),
36. **Monsieur Benjamin LONIEWSKI**, né le 5 avril 1987, à Aubagne (13), de nationalité française, demeurant 32, Chemin de Raphèle à 13780 Cuges les pins, exerçant la profession de réalisateur (Réf. Interne : 494924),
37. **Madame Jeanne PULLINO**, née GUERRINI le 30 septembre 51, à Bastia (20), de nationalité française, demeurant 111, Vallon de passe-temps La Treille à 13011 Marseille, retraitée (Réf. Interne : 500760),
38. **Monsieur Xavier WOHLFARTH**, né le 23 mars 1962, à Douarnenez (29), de nationalité française, demeurant 11, Rue Joséphine Pencalet à 29100 Douarnenez, exerçant la profession de musicien (Réf. Interne : 501421),
39. **Monsieur Jamy WOHLFARTH**, né le 3 janvier 2001, à Quimper (29), de nationalité française, demeurant 11, Rue Joséphine Pencalet à 29100 Douarnenez, étudiant (Réf. Interne : 501421),
40. **Madame Lily WOHLFARTH** née le 5 mars 2006 à Quimper (29) agissant par son représentant légal **Monsieur Xavier WOHLFARTH**, né le 23 mars 1962, à Douarnenez (29), de nationalité française, demeurant 11, Rue Joséphine Pencalet à 29100 Douarnenez, exerçant la profession de musicien (Réf. Interne : 501421),
41. **Monsieur Nicolas GUERIN**, né le 14 septembre 1995, à Puteaux (92), de nationalité française, demeurant 50, Rue Charles Lorilleux à 92800 Puteaux, exerçant la profession de Podologue (Réf. Interne : 518224),

42. **Monsieur Alexandre HUBY**, né le 6 octobre 1993, à Brou-sur-Chantereine (77), de nationalité française, demeurant 43, Chemin du Clos Roger à 77500 Chelles, exerçant la profession de podologue (Réf. Interne : 518224),
43. **Madame Catherine MALET**, née le 24 mai 1959, à Issoire (63), de nationalité française, demeurant 5, Avenue de Beaulieu à 63122 Ceyrat, exerçant la profession d'Éducatrice spécialisée (Réf. Interne : 522273),
44. **Monsieur Philippe BISSON**, né le 9 juillet 1956, à Reims (51), de nationalité française, demeurant 5, Avenue de Beaulieu à 63122 Ceyrat, retraité (Réf. Interne : 522273),
45. **Monsieur Christophe AGARD**, né le 10 décembre 1966, à Muret (31), de nationalité française, demeurant 25, Impasse Perce-Neige à 31830 Plaisance Du Touch, exerçant la profession d'Ingénieur (Réf. Interne : 536710),
46. **Madame Auriane AGARD**, née le 8 juin 1999, à Toulouse (31), de nationalité française, demeurant 25, Impasse Perce-Neige à 31830 Plaisance Du Touch, étudiante (Réf. Interne : 536710),
47. **Madame Audrey MERCIER**, née le 17 septembre 1985, à Fontenay le comte (85), de nationalité française, demeurant 60, Route de la Sablière à 85770 l'Île d'Elle, exerçant la profession de Clerc de notaire (Réf. Interne : 542777),
48. **Monsieur Guillaume PETIT**, né le 1 octobre 1982, à Lille (59), de nationalité française, demeurant 60, Route de la Sablière à 85770 l'Île d'Elle, à la recherche d'un emploi (Réf. Interne : 542777),
49. **Madame Jacqueline DELSOL**, née DELMAS le 4 février 1956, à Rodez (12), de nationalité française, demeurant 6 Les Buis Inières à 12850 Ste-Radegonde, retraitée (Réf. Interne : 545301),
50. **Monsieur Bernard DELSOL**, né le 8 décembre 1954, à Aubin (12), de nationalité française, demeurant 6 Les Buis Inières à 12850 Ste-Radegond, retraité (Réf. Interne : 545301),
51. **Madame Nicole DELSOL**, née le 31 mars 1956, à Aubin (12), de nationalité française, demeurant Allée Des Elmes 66650 Banyuls Sur Mer, retraitée (Réf. Interne : 545301),
52. **Madame Françoise EMBRY**, née le 13 septembre 1955, à Carcassonne (11), de nationalité française, demeurant 2, Rue Louis et Auguste Lumière à 11000 Carcassonne, retraitée (Réf. Interne : 545301),
53. **Madame Patricia GOMEZ**, née TALIMI le 19 juillet 1967, à Oléron (64), de nationalité française, demeurant 4, rue du Commandant Louis Bouchet à 92500 Rueil-Malmaison, exerçant la profession d'Avocat (Réf. Interne : 556725),
54. **Monsieur Manuel GOMEZ** né le 23 septembre 1964, à Agen (47), de nationalité française, demeurant 4, rue du Commandant Louis Bouchet à 92500 Rueil-Malmaison, exerçant la profession de Directeur des services généraux (Réf. Interne : 556725),
55. **Monsieur Raphaël GOMEZ**, né le 20 mai 2009 à Paris (75) agissant par son représentant légal **Monsieur Manuel GOMEZ** né le 23 septembre 1964, à Agen (47), de nationalité française, demeurant 4, rue du Commandant Louis Bouchet à 92500 Rueil-Malmaison, exerçant la profession de Directeur des services généraux (Réf. Interne : 556725),
56. **Monsieur Théotime GOMEZ**, né le 25 juillet 2012 à Paris (75) agissant par son représentant légal **Monsieur Manuel GOMEZ** né le 23 septembre 1964, à Agen (47), de nationalité française, demeurant 4, rue du Commandant Louis Bouchet à 92500 Rueil-Malmaison, exerçant la profession de Directeur des services généraux (Réf. Interne : 556725),
57. **Madame Mailys GOMEZ**, née le 25 juillet 2012 à Paris (75) agissant par son représentant légal **Monsieur Manuel GOMEZ** né le 23 septembre 1964, à Agen (47), de nationalité française, demeurant 4, rue du Commandant Louis Bouchet à 92500 Rueil-Malmaison, exerçant la profession de Directeur des services généraux (Réf. Interne : 556725),

58. Madame Véronique VEYRIER, née le 25 octobre 1978, à Limoges (87), de nationalité française, demeurant 21, rue du Bourg à 64400 Sancède, exerçant la profession de Praticienne en médecine traditionnelle chinoise (Réf. Interne : 559644),
59. Monsieur Stéphane BODEZ, né le 3 avril 1966, à Haguenau (67), de nationalité française, demeurant 16, Rue des Muscaris à 34070 Montpellier, exerçant la profession d'Enseignant (Réf. Interne : 567924),
60. Madame Nina BODEZ, née le 19 octobre 2001, à Montpellier (34), de nationalité française, demeurant 16, Rue des Muscaris à 34070 Montpellier, étudiante (Réf. Interne : 567924),
61. Madame Sylvaine JENNY, née le 23 novembre 1966, à Metz (57), de nationalité française, demeurant 16, Rue des Muscaris à 34070 Montpellier, exerçant la profession d'Illustratrice (Réf. Interne : 567924),
62. Monsieur Dominique KRIEGEL, né le 12 juillet 1952, à Reims (51), de nationalité française, demeurant 48, Rue Jacques Prévert à 51100 Reims, retraité (Réf. Interne : 602352),
63. Madame Dominique KRIEGEL, née BISSON le 26 mai 1953, à Reims (51), de nationalité française, demeurant 48, Rue Jacques Prévert à 51100 Reims, retraitée (Réf. Interne : 602352),
64. Madame Maria FANTONI, née le 10 novembre 1978, à Modène (Italie), de nationalité italienne, demeurant 9, Rue du professeur Calmette à 92190 Meudon, exerçant la profession de Psychologue (Réf. Interne : 626971),
65. Monsieur Vincent AUVRAY, né le 1^{er} décembre 1978, à Paris (75), de nationalité française, demeurant 9, Rue du professeur Calmette à 92190 Meudon, exerçant la profession d'Ingénieur (Réf. Interne : 626971),
66. Monsieur Simon AUVRAY, né le 21 octobre 2011, à Clamart (92) agissant par son représentant légal Monsieur Vincent AUVRAY, né le 1^{er} décembre 1978, à Paris (75), de nationalité française, demeurant 9, Rue du professeur Calmette à 92190 Meudon, exerçant la profession d'Ingénieur (Réf. Interne : 626971),
67. Monsieur Gaël AUVRAY, né le 14 avril 2008, à Paris (75) agissant par son représentant légal Monsieur Vincent AUVRAY, né le 1^{er} décembre 1978, à Paris (75), de nationalité française, demeurant 9, Rue du professeur Calmette à 92190 Meudon, exerçant la profession d'Ingénieur (Réf. Interne : 626971),
68. Monsieur Manuel BALENCY-BEARN, né le 14 septembre 1971, à Nantes (44), de nationalité française, demeurant 2, Rue Haussmann à 92400 Courbevoie, exerçant la profession de Consultant RH (Réf. Interne : 637212),
69. Madame Marcela NINNO-FOLLONI, née le 20 janvier 1978, à Sao Paulo (Brésil), de nationalité italienne, demeurant 2, Rue Haussmann à 92400 Courbevoie, exerçant la profession de Guide conférencier (Réf. Interne : 637212),
70. Madame Geneviève BATAILLARD, née CAMUS le 5 mai 1961, à Auxerre (89), de nationalité française, demeurant 29, Rue Bordot à 21000 Dijon, exerçant la profession de Gestionnaire administratif (Réf. Interne : 639820),
71. Monsieur Thierry BATAILLARD, né le 26 mai 1960, à Bourg-en-Bresse (01), de nationalité française, demeurant 29, Rue Bordot à 21000 Dijon, exerçant la profession de Conseiller juridique (Réf. Interne : 639820),
72. Madame Hélène LOIZEAU, née le 23 octobre 1990, à Cholet (49), de nationalité française, demeurant 9, Impasse des mimosas à 85340 L'Île-d'Olonne, exerçant la profession d'Audioprothésiste (Réf. Interne : 645753),
73. Monsieur Gaël CLOCHARD, né le 27 janvier 1987, à Cholet (49), de nationalité française, demeurant 9, Impasse des mimosas à 85340 L'Île-d'Olonne, exerçant la profession de Chauffeur (Réf. Interne : 645753),

74. **Monsieur Jean-Pierre RIVES**, né le 31 mars 1963, à Agen (47), de nationalité française, demeurant 20, Rue Ambroise Paré à 47520 Le Passage D'Agen, exerçant la profession de Cadre commercial (Réf. Interne : 690629),
75. **Madame Valérie RIVES**, née GALLO le 24 février 1967, à Agen (47), de nationalité française, demeurant 20, Rue Ambroise Paré à 47520 Le Passage D'Agen, exerçant la profession de Secrétaire (Réf. Interne : 690629),
76. **Monsieur Théo BOISSERIE**, né le 9 mai 1999, à Bassilac (24), de nationalité française, demeurant Couzen à 24330 Périgueux, étudiant (Réf. Interne : 699357),
77. **Madame Laurine CHAUMOND**, née le 4 décembre 1998, à Périgueux (24), de nationalité française, demeurant Allée du Rat à 24660 Sanilhac, étudiante (Réf. Interne : 699357),
78. **Madame Maryvonne SALE**, née PETITHOMME le 13 mars 1967, au havre (76), de nationalité française, demeurant 20, Rue du Beau Panorama à 76700 Gonfreville-l'Orcher, exerçant la profession de Préparatrice en pharmacie (Réf. Interne : 702249),
79. **Monsieur Pascal SALE**, né le 27 avril 1958, au havre (76), de nationalité française, demeurant 20, Rue du Beau Panorama à 76700 Gonfreville-l'Orcher, retraité (Réf. Interne : 702249),
80. **Monsieur Victor CROUZEVIALLÉ**, né le 7 novembre 1997, à Saint-Cloud (92), de nationalité française, demeurant 70, Rue du Lignon à 17000 La Rochelle, étudiant (Réf. Interne : 708813),
81. **Madame Marion DE SOUSA**, née le 23 novembre 1992, à Cambrai (59), de nationalité française, demeurant 1124, Rue haute à 59258 Les Rues des Vignes, exerçant la profession d'hôtesse d'accueil (Réf. Interne : 712192),
- ~~82. Madame Juliette XAVIER, née MARTINEZ le 3 août 1957, à Montpellier (34), de nationalité française, demeurant 6, Rue de la Vitrine à 34300 Agde, retraitée (Réf. Interne : 725241),~~
83. **Madame Estelle CRAPEZ**, née le 21 mars 1992, à Sainte-Adresse (76), de nationalité française, demeurant 37, Boulevard Edmond Ducros à 30400 Villeneuve-lès-Avignon, exerçant la profession de responsable RH (Réf. Interne : 729276),
84. **Madame Cloé CRAPEZ**, née le 23 janvier 1998, à Montivilliers (76), de nationalité française, demeurant 262, Rue de Créqui à 69007 Lyon, étudiante (Réf. Interne : 729276),
85. **Madame Catherine PONCHEL**, née le 23 mai 1966, à Lille (59), de nationalité française, demeurant 121, Route de Cany à 76400 Fécamp, exerçant la profession d'Enseignante (Réf. Interne : 729276),
86. **Madame Marie-Rose PONCHEL**, née DEBEURME le 15 février 1939, à Wattrelos (59), de nationalité française, demeurant 7, Impasse Saint Clair à 76400 Sainte Hélène Bondeville, retraitée (Réf. Interne : 729276),
87. **Monsieur Frédéric LAGACHE**, né le 4 juin 1960, à Tourcoing (59), de nationalité française, demeurant 25, Rue du Président Allende à 59185 Provin, exerçant la profession de Chef de secteur (Réf. Interne : 735324),
88. **Madame Agathe SZYMKOWIAK**, née le 7 novembre 1970, à Somain (59), de nationalité française, demeurant 25, Rue du Président Allende à 59185 Provin, exerçant la profession de Gestionnaire de paie (Réf. Interne : 735324),

JE VOUS REMETS CI-JOINT COPIE DE:

D'Un jugement contradictoire et en premier ressort rendu par le Tribunal de Commerce d'Aix en Provence, role 2022 003272 en date du 12/12/2023 précédemment notifié à Avocat par RPVA en date du 13/12/2023

TRES IMPORTANT

Vous pouvez faire **APPEL** de cette décision devant la **Cour d'Appel de AIX-EN-PROVENCE** dans le délai d'**UN MOIS** augmenté de **DEUX MOIS** à compter de la remise de cet acte.

Si vous entendez exercer ce recours, vous devez charger un Avocat près de la Cour d'Appel d'accomplir les formalités nécessaires avant l'expiration de ce délai qui est de rigueur. Vous pouvez consulter sur ce point un Avocat et lui demander de vous assister devant la cour.

Je vous rappelle qu'aux termes de l'article 680 du Code de Procédure Civile l'auteur d'un recours abusif ou dilatoire peut être condamné à une amende civile et au paiement d'une indemnité à l'autre partie.

DONT ACTE SOUS TOUTES RESERVES

REPUBLIQUE FRANCAISE - AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS
TRIBUNAL DE COMMERCE D'AIX-EN-PROVENCE

Rôle 2022 003272

JUGEMENT DU 12/12/2023

Composition du Tribunal lors des débats et du délibéré du 17/10/2023

Président	: Monsieur Philippe CRUVEILLER
Juges	: Monsieur Eric LAURENT Madame Christine SCOFFIER
Greffier d'audience	: Madame Maëva NIGET

A l'issue des débats, le Président indique que le jugement sera prononcé par sa mise à disposition au greffe le 12/12/2023 (article 450 du code de procédure civile)

EN LA CAUSE DE :

L'UNION FEDERALE DES CONSOMMATEURS - QUE CHOISIR (UFC-QUE CHOISIR) (association)
233, Boulevard Voltaire
75011 Paris 11

Mme CLEMENT Sonia
165, Chemin de Guiramande
13090 Aix-en-Provence

Mme GUERCIA Lisa
165, Chemin de Guiramande
13090 Aix-en-Provence

M. FRESNEAU Florent
25, Rue Crinas
13007 Marseille 07

Mme BRISARD Laetitia
25, Rue Crinas
13007 Marseille 07

M. DERET Sébastien
46, Allée Sandro Botticelli
83270 Saint-Cyr-Sur-Mer

Mme VIEUVILLE Ambre
46, Allée Sandro Botticelli
83270 Saint-Cyr-Sur-Mer

M. VILLA Frédéric
4, Chemin des Maillonnettes
13420 Gémenos

Mme PUTOUX Christel
4, Chemin des Maillonnettes
13420 Gémenos

Mme VILLA Margaux
4, Chemin des Maillonnettes
13420 Gémenos

Mme ESCOFFIER Anne
16, Chemin du pigeonnier
13560 Sénas

[Signature] *[Signature]*



M. ESCOFFIER Raphaël, agissant par son représentant légal Madame Anne ESCOFFIER
16, Chemin du pigeonnier
13560 Sénas

M. ARANDA Frédéric, intervenant volontaire
2, Rue du Pic du Gar
31750 Escalquens

Mme ARANDA Isabelle, intervenant volontaire
2, Rue du Pic du Gar
31750 Escalquens

M. ARANDA Clément, intervenant volontaire
2, Rue du Pic du Gar
31750 Escalquens

M. VENANCIO Mickaël, intervenant volontaire
42, Rue Mathurin Régnier
75015 Paris 15

M. GAULARD Clément, intervenant volontaire
1, Rue du Toureillo
31750 Escalquens

M GAMEIRO Christopher, intervenant volontaire
3, Rue du Courtillet
60150 Thourotte

M. BOUROCHE Jacques, intervenant volontaire
11, Rue Rabelais
92170 Vanves

Mme BOUROCHE Chantal, intervenant volontaire
11, Rue Rabelais
92170 Vanves

M. LANNES Yann, intervenant volontaire
1, Résidence du Vieux Moulin
76160 Darnétal

Mme LANNES Sabine, intervenant volontaire née CHATROUSSAT
1, Résidence du Vieux Moulin
76160 Darnétal

Mme LANNES Héloïse, intervenant volontaire
1, Résidence du Vieux Moulin
76160 Darnétal

M. LANNES Corentin, intervenant volontaire, majeur en cours d'instance et venu consécutivement aux droits de M. Yann LANNES
1, Résidence du Vieux Moulin
76160 Darnétal

M. GIGNIER Simon, intervenant volontaire
165, Cours de l'Argonne
33000 Bordeaux

Mme OUADGHIRI Sophia, intervenant volontaire
165, Cours de l'Argonne
33000 Bordeaux

[Handwritten signature]
[Handwritten signature]



Mme D'IRUMBERRY DE SALABERRY Valériane, intervenant volontaire
11 bis, Avenue Marie Vian
13012 Marseille 12

Mme VALERIANI Chloé, intervenant volontaire, agissant par son représentant légal Valérianne
D'IRUMBERRY DE SALABERRY
11 bis, Avenue Marie Vian
13012 Marseille 12

M. ROSTAGNO Jean-Michel, intervenant volontaire
199, Rue Buffon
34070 Montpellier

M. RENARD Valentin, intervenant volontaire
17, Rue George V
35400 Saint-Malo

Mme MUREAU Alisson, intervenant volontaire
17, Rue George V
35400 Saint-Malo

M. CREACH Jean-Claude, intervenant volontaire
107, Rue du Général de Gaulle
77780 Bourron Marlotte

Mme CREACH Josette, intervenant volontaire
107, Rue du Général de Gaulle
77780 Bourron marlotte

M. SPIRAL Louis-Marie, intervenant volontaire
35, Rue Michaud
73000 Chambéry

M. ANGIOLINI Serge, intervenant volontaire
14, Ruelle des Ajoncs
97434 Saint-Gilles-les-bains

M. LONIEWSKI Benjamin, intervenant volontaire
32, Chemin de Raphele
13780 Cuges-les-Pins


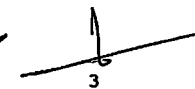
Mme PULLINO Jeanne, intervenant volontaire
111, Vallon de passe-temps La Treille
13011 Marseille 11

M. WOHLFARTH Xavier, intervenant volontaire
11, Rue Joséphine Pencalet
29100 Douarnenez

M. WOHLFARTH Jamy, intervenant volontaire
11, Rue Joséphine Pencalet
29100 Douarnenez

Mme WOHLFARTH Lily, intervenant volontaire, agissant par son représentant légal Xavier
WOHLFARTH
11, Rue Joséphine Pencalet
29100 Douarnenez

M. GUERIN Nicolas, intervenant volontaire
50, Rue Charles Lorilleux
92800 Puteaux

 
3



M. HUBY Alexandre, intervenant volontaire
43, Chemin du Clos Roger
77500 Chelles

Mme MALET Catherine, intervenant volontaire
5, Avenue de Beaulieu
63122 Ceyrat

M. BISSON Philippe, intervenant volontaire
5, Avenue de Beaulieu
63122 Ceyrat

M. AGARD Christophe, intervenant volontaire
25, Impasse Perce-Neige
31830 Plaisance-du-Touch

Mme AGARD Auriane, intervenant volontaire
25, Impasse Perce-Neige
31830 Plaisance-du-Touch

Mme MERCIER Audrey, intervenant volontaire
60, Route de la Sablière
85770 L'île d'elle

M. PETIT Guillaume, intervenant volontaire
60, Route de la Sablière
85770 L'île d'elle

Mme DELSOL Jacqueline, intervenant volontaire
6 Les Buis Inières
12850 Sainte-Radegonde

M. DELSOL Bernard, intervenant volontaire
6 Les Buis Inières
12850 Sainte-Radegonde

Mme DELSOL Nicole, intervenant volontaire
Allée Des Elmes
66650 Banyuls sur Mer

Mme EMBRY Françoise, intervenant volontaire
2, Rue Louis et Auguste Lumière
11000 Carcassonne

Mme GOMEZ Patricia, intervenant volontaire
4, rue du Commandant Louis Bouchet
92500 Rueil-Malmaison

M. GOMEZ Manuel, intervenant volontaire
4, rue du Commandant Louis Bouchet
92500 Rueil-Malmaison

M. GOMEZ Raphaël, intervenant volontaire, agissant par son représentant légal Manuel GOMEZ
4, rue du Commandant Louis Bouchet
92500 Rueil-Malmaison

M. GOMEZ Théotime, intervenant volontaire, agissant par son représentant légal Manuel GOMEZ
4, rue du Commandant Louis Bouchet
92500 Rueil-Malmaison

Mme GOMEZ Mailys, intervenant volontaire, agissant par son représentant légal Manuel GOMEZ
4, rue du Commandant Louis Bouchet
92500 Rueil-Malmaison

[Signature]



Mme VEYRIER Véronique, intervenant volontaire
21, rue du Bourg
64400 Saucède

M. BODEZ Stéphane, intervenant volontaire
16, Rue des Muscaris
34070 Montpellier

Mme BODEZ Nina, intervenant volontaire
16, Rue des Muscaris
34070 Montpellier

Mme JENNY Sylvaine, intervenant volontaire
16, Rue des Muscaris
34070 Montpellier

M. KRIEGEL Dominique, intervenant volontaire
48, Rue Jacques Prévert
51100 Reims

Mme KRIEGEL Dominique, intervenant volontaire
48, Rue Jacques Prévert
51100 Reims

Mme FANTONI Maria, intervenant volontaire
9, Rue du professeur Calmette
92190 Meudon

M. AUVRAY Vincent, intervenant volontaire
9, Rue du professeur Calmette
92190 Meudon

M. AUVRAY Simon, intervenant volontaire, agissant par son représentant légal Vincent AUVRAY
9, Rue du professeur Calmette
92190 Meudon

M. AUVRAY Gaël, intervenant volontaire, agissant par son représentant légal Vincent AUVRAY
9, Rue du professeur Calmette
92190 Meudon


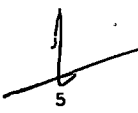
M. BALENCY-BEARN Manuel, intervenant volontaire
2, Rue Haussmann
92400 Courbevoie

Mme NINNO-FOLLONI Marcela, intervenant volontaire
2, Rue Haussmann
92400 Courbevoie

Mme BATAILLARD Geneviève, intervenant volontaire
29, Rue Bordot
21000 Dijon

M. BATAILLARD Thierry, intervenant volontaire
29, Rue Bordot
21000 Dijon

Mme LOIZEAU Hélène, intervenant volontaire
9, Impasse des mimosas
85340 L'île d'Olonne

 
5



M. CLOCHARD Gaël, intervenant volontaire
9, Impasse des mimosas
85340 L'île d'Olonne

M. RIVES Jean-Pierre, intervenant volontaire
20, Rue Ambroise Paré
47520 Le passage

Mme RIVES Valérie, intervenant volontaire
20, Rue Ambroise Paré
47520 Le passage

M. BOISSERIE Théo, intervenant volontaire
Crouzen
24330 Bassillac et Auberoche

Mme CHAUMOND Laurine, intervenant volontaire
Allée du Rat
24660 Sanilhac

Mme SALE Maryvonne, intervenant volontaire
20, Rue du Beau Panorama
76700 Gonfreville-l'Orcher

M. SALE Pascal, intervenant volontaire
20, Rue du Beau Panorama
76700 Gonfreville-l'Orcher

M. CROUZEVIALLE Victor, intervenant volontaire
70, Rue du Lignon
17000 La rochelle

Mme DE SOUSA Marion, intervenant volontaire
1124 rue Haute
59258 Les Rues des Vignes

Mme XAVIER Juliette, intervenant volontaire
6, Rue de la Vitrine
34300 Agde

Mme CRAPEZ Estelle, intervenant volontaire
37, Boulevard Edmond Ducros
30400 Villeneuve-les-Avignon

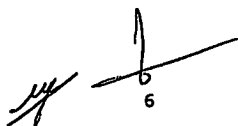
Mme CRAPEZ Cloé, intervenant volontaire
262, Rue de Créqui
69007 Lyon 07

Mme PONCHEL Catherine, intervenant volontaire
121, Route de Cany
76400 Fécamp

Mme PONCHEL Marie-Rose, intervenant volontaire
7, Impasse Saint Clair
76400 Fécamp

M. LAGACHE Frédéric, intervenant volontaire
25, Rue du Président Allende
59185 Provin

Mme SZYMKOWIAK Agathe, intervenant volontaire
25, Rue du Président Allende
59185 Provin


6



Comparaissant tous par Maître Cédric DUBUCQ et Maître Alexis MACCHETTO
demandeurs, suivant RENVOI APRES INCOMPETENCE (COMPETENCE TERRITORIALE)

CONTRE :

RYANAIR DESIGNATED COMPANY (DAC) (SDE)
Airside Business Park Swords,
Co Dublin
IRLANDE

Comparaissant par Maître Nathalie YOUNAN et Maître Pascale HEBACKER

Expédition revêtue de la formule exécutoire délivrée à Maître Cédric DUBUCQ
le 13 DEC. 2023

[Signature]



Par référence aux dispositions de l'article 455 du Code de Procédure Civile,

Vu pour les demandeurs : les actes d'assignation délivrés devant le Tribunal de Commerce de Marseille les 3 et 10 juillet 2020, les conclusions et le dossier déposés à l'audience du 17 octobre 2023,

Vu pour le défendeur : les conclusions et le dossier déposés à l'audience du 17 octobre 2023,

Vu le jugement du Tribunal de commerce de Marseille en date du 23 novembre 2021 se déclarant territorialement incompétent au profit du Tribunal de commerce d'Aix en Provence,

Parties à l'instance :

- **Demandeurs**

1. L'UNION FEDERALE DES CONSOMMATEURS - QUE CHOISIR (UFC-Que Choisir), Association Loi 1901 agréée en qualité d'organisation de consommateurs au sens de l'article L. 811-1 du Code de la consommation, dont le siège social est sis 233, Boulevard Voltaire à 75011 Paris, France, prise en la personne de son Président en exercice domicilié es qualité audit siège,

Et les 87 personnes physiques (les Passagers) :

2. Madame Sonia CLEMENT, née le 28 septembre 1974, à Boulogne-sur-Mer (62), de nationalité française, demeurant 165, Chemin de Guiramande à 13090 Aix-en-Provence, exerçant la profession de vétérinaire (Réf. Interne : 493921),
3. Madame Lisa GUERCLA, née le 3 mai 2001, à Vannes (56), de nationalité française, demeurant 165, Chemin de Guiramande à 13090 Aix-en-Provence, étudiante (Réf. Interne : 493921),
4. Monsieur Florent FRESNEAU, né le 22 mai 1986, à Dinan (22), de nationalité française, demeurant 25, Rue Crinas à 13007 Marseille, exerçant la profession d'urbaniste (Réf. Interne : 503693),
5. Madame Laetitia BRISARD, née le 11 mai 1987, à Rennes (35), de nationalité française, demeurant 25, Rue Crinas à 13007 Marseille, exerçant la profession de formatrice (Réf. Interne : 503693),
6. Monsieur Sébastien DERET, né le 11 mai 1979, à Sèvres (92), de nationalité française, demeurant 46, Allée Sandro Botticelli à 83270 Saint-Cyr-sur-Mer, exerçant la profession de contrôleur aérien (Réf. Interne : 578762),
7. Madame Ambre VIEUVILLE, née le 9 juin 1985, à Avignon (84), de nationalité française, demeurant 46, Allée Sandro Botticelli à 83270 Saint-Cyr-sur-Mer, exerçant la profession d'enseignante (Réf. Interne : 578762),
8. Monsieur Frédéric VILLA, né le 11 décembre 1968, à Perpignan (66), de nationalité française, demeurant 4, Chemin des Maillonnettes à 13420 Gémenos, exerçant la profession de responsable commerce (Réf. Interne : 723517),
9. Madame Christel PUTOUX, née le 31 juillet 1970, à Quillan (11), de nationalité française, demeurant 4, Chemin des Maillonnettes à 13420 Gémenos, exerçant la profession d'AVS (Réf. Interne : 723517),
10. Madame Margaux VILLA, née le 29 avril 2001, à Aubagne (13), de nationalité française, demeurant 4, Chemin des Maillonnettes à 13420 Gémenos, étudiante (Réf. Interne : 723517),
11. Madame Anne ESCOFFIER, née le 25 août 1983, à Aix-en-Provence (13), de nationalité française, demeurant 16, Chemin du pigeonier à 13560 Senas, exerçant la profession d'entrepreneur (Réf. Interne : 692684),
12. Monsieur Raphaël ESCOFFIER, né le 22 février 2015, à Salon-de-Provence (13), de nationalité française, mineur agissant par son représentant légal Madame Anne ESCOFFIER, née le 25 août 1983, à Aix-en-Provence (13), de nationalité française, demeurant 16, Chemin du pigeonier à 13560 Senas, exerçant la profession d'entrepreneur (Réf. Interne : 692684),
13. Monsieur Frédéric ARANDA, né le 13 mai 1965, à Escalquens (31), de nationalité

[Signature]



- française, demeurant 2, Rue du Pic du Gar à 31750 Escalquens, exerçant la profession d'Enseignant (Réf. Interne : 244934),
14. Madame Isabelle ARANDA, née VERBRAEKEN le 5 janvier 1967, à Dax (40), de nationalité française, demeurant 2, Rue du Pic du Gar à 31750 Escalquens, exerçant la profession d'Enseignant (Réf. Interne : 244934),
 15. Monsieur Clément ARANDA, né le 23 décembre 1999, à Toulouse (31), de nationalité française, demeurant 2, Rue du Pic du Gar à 31750 Escalquens, étudiant (Réf. Interne : 244934),
 16. Monsieur Clément GAULARD, né le 30 mars 1999, à Toulouse (31), de nationalité française, demeurant 1, Rue du Toureillo à 31750 Escalquens, étudiant (Réf. Interne : 244934),
 17. Monsieur Mickaël VENANCIO, né le 22 janvier 1988, à Compiègne (60), de nationalité française, demeurant 42, Rue Mathurin Régnier à 75015 Paris, exerçant la profession de Chargé d'affaires (Réf. Interne : 276167),
 18. Monsieur Christopher GAMEIRO, né le 26 septembre 1985, à Châlons-en-Champagne (51), de nationalité française, demeurant 3, Rue du Courtillet à 60150 Machemont, exerçant la profession de Commercial (Réf. Interne : 276167),
 19. Monsieur Jacques BOUROCHE, né le 10 décembre 1950, à Limoges (87), de nationalité française, demeurant 11, Rue Rabelais à 92170 Vanves, retraité (Réf. Interne : 336016),
 20. Madame Chantal BOUROCHE, née GOBILLIARD le 10 octobre 1952, à Ugine (73), de nationalité française, demeurant 11, Rue Rabelais à 92170 Vanves, retraitée (Réf. Interne : 336016),
 21. Monsieur Yann LANNES, né le 14 octobre 1973, à Rouen (76), de nationalité française, demeurant 1, Résidence du Vieux Moulin à 76160 Darnétal, exerçant la profession d'Éducateur spécialisé (Réf. Interne : 389159),
 22. Madame Sabine LANNES, née CHATROUSSAT le 18 mars 1970, à Le-Petit-Quevilly (76), de nationalité française, demeurant 1, Résidence du Vieux Moulin à 76160 Darnétal, exerçant la profession de Psychologue (Réf. Interne : 389159),
 23. Madame Héloïse LANNES née le 8 janvier 2001, à Rouen (76), de nationalité française, demeurant 1, Résidence du Vieux Moulin à 76160 Darnétal, étudiante (Réf. Interne : 389159),
 24. Monsieur Corentin LANNES né le 16 janvier 2005 à Rouen (76), demeurant 1, Résidence du Vieux Moulin à 76160 Darnétal, étudiant (Réf. Interne : 389159), devenu majeur en cours d'instance et venu consécutivement aux droits de Monsieur Yann LANNES, né le 14 octobre 1973, à Rouen (76), lequel agissait précédemment, pour son compte, en qualité de représentant légal du mineur,
 25. Monsieur Simon GIGNIER, né le 5 mai 1993, à Paris (75), de nationalité française, demeurant 165, Cours de l'Argonne à 33000 Bordeaux, exerçant la profession de médecin (Réf. Interne : 411666),
 26. Madame Sophia OUADGHIRI, née le 6 avril 1993, à St-Quentin (02), de nationalité française, demeurant 165, Cours de l'Argonne à 33000 Bordeaux, exerçant la profession de Médecin (Réf. Interne : 411666),
 27. Madame Valériane D'IRUMBERRY DE SALABERRY, née le 12 septembre 1980, à Athis-Mons (91), de nationalité française, demeurant 11 bis, Avenue Marie Vian à 13012 Marseille, exerçant la profession de Cadre (Réf. Interne : 425591),
 28. Madame Chloé VALERIANI, née le 13 novembre 2006 à Marseille (13) agissant par son représentant légal Madame Valériane D'IRUMBERRY DE SALABERRY, née le 12 septembre 1980, à Athis-Mons (91), de nationalité française, demeurant 11 bis, Avenue Marie Vian à 13012 Marseille, exerçant la profession de Cadre (Réf. Interne : 425591),
 29. Monsieur Jean-Michel ROSTAGNO, né le 31 janvier 1969, à Florac (48), de nationalité française, demeurant 199, Rue Buffon à 34070 Montpellier, exerçant la profession de Professeur des écoles (Réf. Interne : 426811),
 30. Monsieur Valentin RENARD, né le 12 décembre 1991, à Orléans (45), de nationalité française, demeurant 17, Rue George V à 35400 Saint-Malo, exerçant la profession de Juriste (Réf. Interne : 443896),
 31. Madame Alisson MUREAU, née le 18 septembre 1990, à Orléans (45), de nationalité française, demeurant 17, Rue George V à 35400 Saint-Malo, exerçant la profession de Vendeuse (Réf. Interne : 443896),

[Signature]



32. Monsieur Jean-Claude CREACH, né le 2 février 1938, à Courbevoie (92), de nationalité française, demeurant 107, Rue du Général de Gaulle à 77780 Bourron-Marlotte, retraité (Réf. Interne : 459248),
33. Madame Josette CREACH, née DESTRIKATS le 9 décembre 1938, à Paris (75), de nationalité française, demeurant 107, Rue du Général de Gaulle à 77780 Bourron-Marlotte, retraitée (Réf. Interne : 459248),
34. Monsieur Louis-Marie SPIRAL, né le 10 mai 1992, à Tours (37), de nationalité française, demeurant 35, Rue Michaud à 73000 Chambéry, exerçant la profession de Stagiaire de la formation continue (Réf. Interne : 464688),
35. Monsieur Serge ANGIOLINI, né le 7 décembre 1965, à Dijon (21), de nationalité française, demeurant 14, Ruelle des Ajoncs à 97434 Saint-Gilles-les-Bains (Réunion), exerçant la profession de radiologue (Réf. Interne : 467393),
36. Monsieur Benjamin LONIEWSKI, né le 5 avril 1987, à Aubagne (13), de nationalité française, demeurant 32, Chemin de Raphèle à 13780 Cuges les pins, exerçant la profession de réalisateur (Réf. Interne : 494924),
37. Madame Jeanne PULLINO, née GUERRINI le 30 septembre 51, à Bastia (20), de nationalité française, demeurant 111, Vallon de passe-temps La Treille à 13011 Marseille, retraitée (Réf. Interne : 500760),
38. Monsieur Xavier WOHLFARTH, né le 23 mars 1962, à Douarnenez (29), de nationalité française, demeurant 11, Rue Joséphine Pencalet à 29100 Douarnenez, exerçant la profession de musicien (Réf. Interne : 501421),
39. Monsieur Jamy WOHLFARTH, né le 3 janvier 2001, à Quimper (29), de nationalité française, demeurant 11, Rue Joséphine Pencalet à 29100 Douarnenez, étudiant (Réf. Interne : 501421),
40. Madame Lily WOHLFARTH née le 5 mars 2006 à Quimper (29) agissant par son représentant légal Monsieur Xavier WOHLFARTH, né le 23 mars 1962, à Douarnenez (29), de nationalité française, demeurant 11, Rue Joséphine Pencalet à 29100 Douarnenez, exerçant la profession de musicien (Réf. Interne : 501421),
41. Monsieur Nicolas GUERIN, né le 14 septembre 1995, à Puteaux (92), de nationalité française, demeurant 50, Rue Charles Lorilleux à 92800 Puteaux, exerçant la profession de Podologue (Réf. Interne : 518224),
42. Monsieur Alexandre HUBY, né le 6 octobre 1993, à Brou-sur-Chantereine (77), de nationalité française, demeurant 43, Chemin du Clos Roger à 77500 Chelles, exerçant la profession de podologue (Réf. Interne : 518224),
43. Madame Catherine MALET, née le 24 mai 1959, à Issoire (63), de nationalité française, demeurant 5, Avenue de Beaulieu à 63122 Ceyrat, exerçant la profession d'Éducatrice spécialisée (Réf. Interne : 522273),
44. Monsieur Philippe BISSON, né le 9 juillet 1956, à Reims (51), de nationalité française, demeurant 5, Avenue de Beaulieu à 63122 Ceyrat, retraité (Réf. Interne : 522273),
45. Monsieur Christophe AGARD, né le 10 décembre 1966, à Muret (31), de nationalité française, demeurant 25, Impasse Perce-Neige à 31830 Plaisance Du Touch, exerçant la profession d'Ingénieur (Réf. Interne : 536710),
46. Madame Auriane AGARD, née le 8 juin 1999, à Toulouse (31), de nationalité française, demeurant 25, Impasse Perce-Neige à 31830 Plaisance Du Touch, étudiante (Réf. Interne : 536710),
47. Madame Audrey MERCIER, née le 17 septembre 1985, à Fontenay le comte (85), de nationalité française, demeurant 60, Route de la Sablière à 85770 l'Île d'Elle, exerçant la profession de Clerc de notaire (Réf. Interne : 542777),
48. Monsieur Guillaume PETIT, né le 1 octobre 1982, à Lille (59), de nationalité française, demeurant 60, Route de la Sablière à 85770 l'Île d'Elle, à la recherche d'un emploi (Réf. Interne : 542777),
49. Madame Jacqueline DELSOL, née DELMAS le 4 février 1956, à Rodez (12), de nationalité française, demeurant 6 Les Buis Inières à 12850 Ste-Radegonde, retraitée (Réf. Interne : 545301),
50. Monsieur Bernard DELSOL, né le 8 décembre 1954, à Aubin (12), de nationalité française, demeurant 6 Les Buis Inières à 12850 Ste-Radegond, retraité (Réf. Interne : 545301),
51. Madame Nicole DELSOL, née le 31 mars 1956, à Aubin (12), de nationalité française,

/ /



- demeurant Allée Des Elmes 66650 Banyuls Sur Mer, retraitée (Réf. Interne : 545301),
52. Madame Françoise EMBRY, née le 13 septembre 1955, à Carcassonne (11), de nationalité française, demeurant 2, Rue Louis et Auguste Lumière à 11000 Carcassonne, retraitée (Réf. Interne : 545301),
 53. Madame Patricia GOMEZ, née TALIMI le 19 juillet 1967, à Oléron (64), de nationalité française, demeurant 4, rue du Commandant Louis Bouchet à 92500 Rueil-Malmaison, exerçant la profession d'Avocat (Réf. Interne : 556725),
 54. Monsieur Manuel GOMEZ né le 23 septembre 1964, à Agen (47), de nationalité française, demeurant 4, rue du Commandant Louis Bouchet à 92500 Rueil-Malmaison, exerçant la profession de Directeur des services généraux (Réf. Interne : 556725),
 55. Monsieur Raphaël GOMEZ, né le 20 mai 2009 à Paris (75) agissant par son représentant légal Monsieur Manuel GOMEZ né le 23 septembre 1964, à Agen (47), de nationalité française, demeurant 4, rue du Commandant Louis Bouchet à 92500 Rueil-Malmaison, exerçant la profession de Directeur des services généraux (Réf. Interne : 556725),
 56. Monsieur Théotime GOMEZ, né le 25 juillet 2012 à Paris (75) agissant par son représentant légal Monsieur Manuel GOMEZ né le 23 septembre 1964, à Agen (47), de nationalité française, demeurant 4, rue du Commandant Louis Bouchet à 92500 Rueil-Malmaison, exerçant la profession de Directeur des services généraux (Réf. Interne : 556725),
 57. Madame Mailys GOMEZ, née le 25 juillet 2012 à Paris (75) agissant par son représentant légal Monsieur Manuel GOMEZ né le 23 septembre 1964, à Agen (47), de nationalité française, demeurant 4, rue du Commandant Louis Bouchet à 92500 Rueil-Malmaison, exerçant la profession de Directeur des services généraux (Réf. Interne : 556725),
 58. Madame Véronique VEYRIER, née le 25 octobre 1978, à Limoges (87), de nationalité française, demeurant 21, rue du Bourg à 64400 Sancède, exerçant la profession de Praticienne en médecine traditionnelle chinoise (Réf. Interne : 559644),
 59. Monsieur Stéphane BODEZ, né le 3 avril 1966, à Haguenau (67), de nationalité française, demeurant 16, Rue des Muscaris à 34070 Montpellier, exerçant la profession d'Enseignant (Réf. Interne : 567924),
 60. Madame Nina BODEZ, née le 19 octobre 2001, à Montpellier (34), de nationalité française, demeurant 16, Rue des Muscaris à 34070 Montpellier, étudiante (Réf. Interne : 567924),
 61. Madame Sylvaine JENNY, née le 23 novembre 1966, à Metz (57), de nationalité française, demeurant 16, Rue des Muscaris à 34070 Montpellier, exerçant la profession d'Illustratrice (Réf. Interne : 567924),
 62. Monsieur Dominique KRIEGEL, né le 12 juillet 1952, à Reims (51), de nationalité française, demeurant 48, Rue Jacques Prévert à 51100 Reims, retraité (Réf. Interne : 602352),
 63. Madame Dominique KRIEGEL, née BISSON le 26 mai 1953, à Reims (51), de nationalité française, demeurant 48, Rue Jacques Prévert à 51100 Reims, retraitée (Réf. Interne : 602352),
 64. Madame Maria FANTONI, née le 10 novembre 1978, à Modène (Italie), de nationalité italienne, demeurant 9, Rue du professeur Calmette à 92190 Meudon, exerçant la profession de Psychologue (Réf. Interne : 626971),
 65. Monsieur Vincent AUVRAY, né le 1^{er} décembre 1978, à Paris (75), de nationalité française, demeurant 9, Rue du professeur Calmette à 92190 Meudon, exerçant la profession d'Ingénieur (Réf. Interne : 626971),
 66. Monsieur Simon AUVRAY, né le 21 octobre 2011, à Clamart (92) agissant par son représentant légal Monsieur Vincent AUVRAY, né le 1^{er} décembre 1978, à Paris (75), de nationalité française, demeurant 9, Rue du professeur Calmette à 92190 Meudon, exerçant la profession d'Ingénieur (Réf. Interne : 626971),
 67. Monsieur Gaël AUVRAY, né le 14 avril 2008, à Paris (75) agissant par son représentant légal Monsieur Vincent AUVRAY, né le 1^{er} décembre 1978, à Paris (75), de nationalité française, demeurant 9, Rue du professeur Calmette à 92190 Meudon, exerçant la profession d'Ingénieur (Réf. Interne : 626971),
 68. Monsieur Manuel BALENCY-BEARN, né le 14 septembre 1971, à Nantes (44), de nationalité française, demeurant 2, Rue Haussmann à 92400 Courbevoie, exerçant la



- profession de Consultant RH (Réf. Interne : 637212),
69. Madame Marcela NINNO-FOLLONI, née le 20 janvier 1978, à Sao Paulo (Brésil), de nationalité italienne, demeurant 2, Rue Haussmann à 92400 Courbevoie, exerçant la profession de Guide conférencier (Réf. Interne : 637212),
 70. Madame Geneviève BATAILLARD, née CAMUS le 5 mai 1961, à Auxerre (89), de nationalité française, demeurant 29, Rue Bordot à 21000 Dijon, exerçant la profession de Gestionnaire administratif (Réf. Interne : 639820),
 71. Monsieur Thierry BATAILLARD, né le 26 mai 1960, à Bourg-en-Bresse (01), de nationalité française, demeurant 29, Rue Bordot à 21000 Dijon, exerçant la profession de Conseiller juridique (Réf. Interne : 639820),
 72. Madame Hélène LOIZEAU, née le 23 octobre 1990, à Cholet (49), de nationalité française, demeurant 9, Impasse des mimosas à 85340 L'Île-d'Olonne, exerçant la profession d'Audioprothésiste (Réf. Interne : 645753),
 73. Monsieur Gaël CLOCHARD, né le 27 janvier 1987, à Cholet (49), de nationalité française, demeurant 9, Impasse des mimosas à 85340 L'Île-d'Olonne, exerçant la profession de Chauffeur (Réf. Interne : 645753),
 74. Monsieur Jean-Pierre RIVES, né le 31 mars 1963, à Agen (47), de nationalité française, demeurant 20, Rue Ambroise Paré à 47520 Le Passage D'Agen, exerçant la profession de Cadre commercial (Réf. Interne : 690629),
 75. Madame Valérie RIVES, née GALLO le 24 février 1967, à Agen (47), de nationalité française, demeurant 20, Rue Ambroise Paré à 47520 Le Passage D'Agen, exerçant la profession de Secrétaire (Réf. Interne : 690629),
 76. Monsieur Théo BOISSERIE, né le 9 mai 1999, à Bassillac (24), de nationalité française, demeurant Croezen à 24330 Périgueux, étudiant (Réf. Interne : 699357),
 77. Madame Laurine CHAUMOND, née le 4 décembre 1998, à Périgueux (24), de nationalité française, demeurant Allée du Rat à 24660 Sanilhac, étudiante (Réf. Interne : 699357),
 78. Madame Maryvonne SALE, née PETITHOMME le 13 mars 1967, au havre (76), de nationalité française, demeurant 20, Rue du Beau Panorama à 76700 Gonfreville-l'Orcher, exerçant la profession de Préparatrice en pharmacie (Réf. Interne : 702249),
 79. Monsieur Pascal SALE, né le 27 avril 1958, au havre (76), de nationalité française, demeurant 20, Rue du Beau Panorama à 76700 Gonfreville-l'Orcher, retraité (Réf. Interne : 702249),
 80. Monsieur Victor CROUZEVIALLE, né le 7 novembre 1997, à Saint-Cloud (92), de nationalité française, demeurant 70, Rue du Lignon à 17000 La Rochelle, étudiant (Réf. Interne : 708813),
 81. Madame Marion DE SOUSA, née le 23 novembre 1992, à Cambrai (59), de nationalité française, demeurant 1124, Rue haute à 59258 Les Rues des Vignes, exerçant la profession d'hôtesse d'accueil (Réf. Interne : 712192),
 82. Madame Juliette XAVIER, née MARTINEZ le 3 août 1957, à Montpellier (34), de nationalité française, demeurant 6, Rue de la Vitrine à 34300 Agde, retraitée (Réf. Interne : 725241),
 83. Madame Estelle CRAPEZ, née le 21 mars 1992, à Sainte-Adresse (76), de nationalité française, demeurant 37, Boulevard Edmond Ducros à 30400 Villeneuve-lès-Avignon, exerçant la profession de responsable RH (Réf. Interne : 729276),
 84. Madame Cloé CRAPEZ, née le 23 janvier 1998, à Montivilliers (76), de nationalité française, demeurant 262, Rue de Créqui à 69007 Lyon, étudiante (Réf. Interne : 729276),
 85. Madame Catherine PONCHEL, née le 23 mai 1966, à Lille (59), de nationalité française, demeurant 121, Route de Cany à 76400 Fécamp, exerçant la profession d'Enseignante (Réf. Interne : 729276),
 86. Madame Marie-Rose PONCHEL, née DEBEURME le 15 février 1939, à Wattrelos (59), de nationalité française, demeurant 7, Impasse Saint Clair à 76400 Sainte Hélène Bondeville, retraitée (Réf. Interne : 729276),
 87. Monsieur Frédéric LAGACHE, né le 4 juin 1960, à Tourcoing (59), de nationalité française, demeurant 25, Rue du Président Allende à 59185 Provin, exerçant la profession de Chef de secteur (Réf. Interne : 735324),
 88. Madame Agathe SZYMKOWIAK, née le 7 novembre 1970, à Somain (59), de nationalité française, demeurant 25, Rue du Président Allende à 59185 Provin, exerçant la profession



de Gestionnaire de paie (Réf. Interne : 735324).

Ayant pour avocat constitué :
Maître Cédric DUBUCQ avocat à la Cour d'Appel d'Aix-en-Provence,
Et :
Maître Alexis MACCHETTO avocat à la Cour d'Appel de Paris Barreau de Paris.

- **Défenderesse**

La société RYANAIR DESIGNATED COMPANY (DAC), Société de droit irlandais dont le siège social est sis Airside Business Park, Swords, Co Dublin (Irlande), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés ès qualités audit siège,
Ayant pour avocat :
Maître Pascale HEBACKER avocat au Barreau de Marseille
Et :
Maître Nathalie YOUNAN Avocat au Barreau de Paris.

LES FAITS ET LA PROCEDURE

Entre avril 2016 et juillet 2019, 87 passagers de 38 vols de la Compagnie RYANAIR, ont subi des retards importants, des annulations de vols ou encore des refus d'embarquement et c'est ainsi que l'UFC-Que Choisir a décidé d'agir en justice conjointement avec les Passagers demandeurs.

Le 3 juillet 2020, l'UFC – Que Choisir, ainsi que 11 autres personnes physiques auxquelles se sont ajoutées 76 autres personnes physiques, ont assigné RYANAIR par devant le Tribunal de commerce de Marseille aux fins d'obtenir :


- sa condamnation au paiement de dommages et intérêts d'un montant de 150 000 euros à verser à l'UFC-Que Choisir et 13 750 euros aux 11 demandeurs initiaux, pour manquements au Règlement n° 261/2004 du Parlement européen établissant les règles communes en matière d'indemnisation et d'assistance des passagers en cas de refus d'embarquement, d'annulation ou de retard important d'un vol ;
- la cessation de ses agissements et pratiques illicites dans un délai de 15 jours à compter de la signification du jugement à intervenir, sous peine d'astreinte de 10 000 euros par jour de retard et par manquement constaté ;
- la publication sur plusieurs supports de réseaux sociaux, d'un communiqué judiciaire portant - condamnation des recours à de telles pratiques, sous peine d'astreinte de 10 000 euros par jour de retard et par manquement constaté ;
- sa condamnation au paiement de la somme de 27 920 euros au titre de l'article 700 du CPC.

Avant toute défense au fond, RYANAIR a soulevé, *in limine litis*, l'incompétence territoriale du Tribunal de commerce de Marseille, au profit du Tribunal de céans.

Par un jugement du 23 novembre 2021, le Tribunal de commerce de Marseille a fait droit à l'exception d'incompétence territoriale soulevée par RYANAIR, renvoyant l'affaire devant le Tribunal de commerce d'Aix en Provence, et a condamné conjointement l'UFC – Que Choisir, les 11 demandeurs initiaux et les 76 intervenants volontaires à la somme de 2.000 euros au titre de l'article 700 du CPC ainsi qu'aux entiers dépens.

Et c'est ainsi que l'affaire, transmise au Tribunal de céans, a été appelée pour la première fois le 12 septembre 2022.

Puis, le 23 décembre 2022, par conclusions récapitulatives n°2, l'ensemble des Passagers a présenté une demande additionnelle de dommages et intérêts en réparation d'une résistance fautive et abusive de RYANAIR et en sus pour certains d'entre eux, une demande de dommages et intérêts pour pratique commerciale agressive.




Enfin le 29 septembre 2023, l'UFC – Que Choisir et les 87 passagers ont, par leurs dernières conclusions (n° 7), réitéré leurs demandes :

- de dommages et intérêts pour manquements de l'article 7, 9 et 14 du Règlement n° 261/2004 du Parlement européen ;
- de dommages et intérêts pour préjudice moral consécutif à la résistance abusive et fautive ;
- de dommages et intérêts pour pratique commerciale agressive ;
- de cessation des agissements et pratiques illicites à peine d'astreintes ;
- de publication d'un communiqué judiciaire à peine d'astreintes.

C'est ainsi que l'affaire a été plaidée à l'audience publique du 17 octobre 2023, devant le tribunal de céans.

L'affaire a ensuite été mise en délibéré au 12 décembre 2023.

LES DEMANDES ET MOYENS DES PARTIES

L'UFC – Que Choisir et les 87 passagers, demandeurs,
par leurs dernières conclusions déclarations à la barre, demandent au tribunal de :

*Vu le Règlement CE n°261/2004 du Parlement Européen et du Conseil du 11 février 2004 établissant des règles communes en matière d'indemnisation et d'assistance des passagers en cas de refus d'embarquement et d'annulation ou de retard important d'un vol,
Vu les articles 1101 et suivants et 1231 et suivants du Code civil,
Vu les articles L. 121-1 et suivants, L. 132-1 et suivants, L. 621-1 et suivants et L. 811-1 du Code de la consommation, ensemble avec l'article 31 du Code de procédure civile,
Vu l'article 1240 du Code civil,
Vu l'ensemble des pièces versées aux débats,*

- Déclarer les demandeurs recevables et bien fondés en leurs actions, prétentions et demandes,
- Déclarer les interventions volontaires principales recevables et bien fondées,

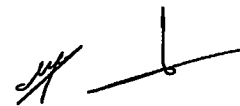
Et, en conséquence, d'y faire droit et de :

- Condamner la société RYANAIR DESIGNATED ACTIVITY COMPANY (DAC), à titre de dommages-intérêts, en deniers ou quittances, à payer :
 1. à l'UFC-Que Choisir : 150.000 euros ;
 2. à Madame Sonia CLEMENT : 1.250 euros
 3. à Madame Lisa GUERCIA : 1.250 euros
 4. à Monsieur Florent FRESNEAU : 1.250 euros
 5. à Madame Laetitia BRISARD : 1.250 euros
 6. à Monsieur Sébastien DERET : 1.250 euros
 7. à Madame Ambre VIEUVILLE : 1.250 euros
 8. à Monsieur Frédéric VILLA : 1.250 euros
 9. à Madame Christel PUTOUX : 1.250 euros
 10. à Madame Margaux VILLA : 1.250 euros
 11. à Madame Anne ESCOFFIER : 1.250 euros
 12. à Madame Anne ESCOFFIER agissant en qualité de représentant légal de Monsieur Raphaël ESCOFFIER : 1.250 euros
 13. à Monsieur Frédéric ARANDA : 1.250 euros
 14. à Madame Isabelle ARANDA : 1.250 euros
 15. à Monsieur Clément ARANDA : 1.250 euros
 16. à Monsieur Clément GAULARD : 1.250 euros
 17. à Monsieur Mickaël VENANCIO : 1.250 euros
 18. à Monsieur Christopher GAMEIRO : 1.250 euros
 19. à Monsieur Jacques BOUROCHE : 1.250 euros
 20. à Madame Chantal BOUROCHE : 1.250 euros
 21. à Monsieur Yann LANNES : 1.250 euros
 22. à Madame Sabine LANNES : 1.250 euros
 23. à Madame Héloïse LANNES : 1.250 euros

[Signature]



24. à Monsieur Corentin LANNES : 1.250 euros
25. à Monsieur Simon GIGNIER : 1.250 euros
26. à Madame Sophia OUADGHIRI : 1.250 euros
27. à Madame Valériane D'IRUMBERRY DE SALABERRY : 1.400 euros
28. à Madame Valériane D'IRUMBERRY DE SALABERRY agissant en qualité de représentant légal de Madame Chloé VALERIANI : 1.400 euros
29. à Monsieur Jean-Michel ROSTAGNO : 1.250 euros
30. à Monsieur Valentin RENARD : 1.250 euros
31. à Monsieur Benjamin LONIEWSKI : 1.400 euros
32. à Madame Alisson MUREAU : 1.250 euros
33. à Monsieur Jean-Claude CREACH : 1.250 euros
34. à Madame Josette CREACH : 1.250 euros
35. à Monsieur Louis-Marie SPIRAL : 1.250 euros
36. à Monsieur Serge ANGIOLINI : 1.250 euros
37. à Madame Jeanne PULLINO : 1.250 euros
38. à Monsieur Xavier WOHLFARTH : 1.250 euros
39. à Monsieur Jamy WOHLFARTH : 1.250 euros
40. à Monsieur Xavier WOHLFARTH agissant en qualité de représentant légal de Madame Lily WOHLFARTH : 1.250 euros
41. à Monsieur Nicolas GUERIN : 1.250 euros
42. à Monsieur Alexandre HUBY : 1.250 euros
43. à Madame Catherine MALET : 1.250 euros
44. à Monsieur Philippe BISSON : 1.250 euros
45. à Monsieur Christophe AGARD : 1.250 euros
46. à Madame Auriane AGARD : 1.250 euros
47. à Madame Audrey MERCIER : 1.250 euros
48. à Monsieur Guillaume PETIT : 1.250 euros
49. à Madame Jacqueline DELSOL : 1.250 euros
50. à Monsieur Bernard DELSOL : 1.250 euros
51. à Madame Nicole DELSOL : 1.250 euros
52. à Madame Françoise EMBRY : 1.250 euros
53. à Madame Patricia GOMEZ : 1.250 euros
54. à Monsieur Manuel GOMEZ : 1.250 euros
55. à Monsieur Manuel GOMEZ agissant en qualité de représentant légal de Monsieur Raphaël GOMEZ : 1.250 euros
56. à Monsieur Manuel GOMEZ agissant en qualité de représentant légal de Monsieur Théotime GOMEZ : 1.250 euros
57. à Monsieur Manuel GOMEZ agissant en qualité de représentant légal de Madame Mailys GOMEZ : 1.250 euros
58. à Madame Véronique VEYRIER : 1.250 euros
59. à Monsieur Stéphane BODEZ : 1.250 euros
60. à Madame Nina BODEZ : 1.250 euros
61. à Madame Sylvaine JENNY : 1.250 euros
62. à Monsieur Dominique KRIEGEL : 1.250 euros
63. à Madame Dominique KRIEGEL : 1.250 euros
64. à Madame Maria FANTONI : 1.250 euros
65. à Monsieur Vincent AUVRAY : 1.250 euros
66. à Monsieur Vincent AUVRAY agissant en qualité de représentant légal de Monsieur Simon AUVRAY : 1.250 euros
67. à Madame Geneviève BATAILLARD : 1.400 euros
68. à Monsieur Thierry BATAILLARD : 1.400 euros
69. à Monsieur Vincent AUVRAY agissant en qualité de représentant légal de Monsieur Gaël AUVRAY : 1.250 euros
70. à Monsieur Manuel BALENCY-BEARN : 1.250 euros
71. à Madame Marcella NINNO-FOLLONI : 1.250 euros
72. à Madame Hélène LOIZEAU : 1.250 euros
73. à Monsieur Jean-Pierre RIVES : 1.400 euros
74. à Madame Valérie RIVES : 1.400 euros

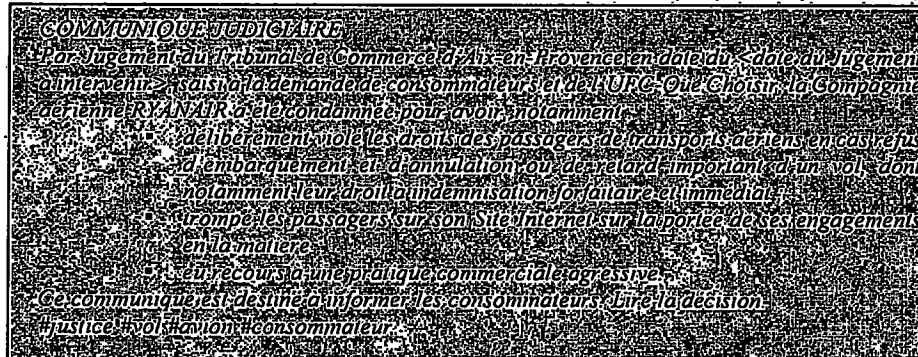



- 75. à Monsieur Gaël CLOCHARD : 1.250 euros
- 76. à Monsieur Théo BOISSERIE : 1.250 euros
- 77. à Madame Laurine CHAUMOND : 1.250 euros
- 78. à Madame Maryvonne SALE : 1.250 euros
- 79. à Monsieur Pascal SALE : 1.250 euros
- 80. à Monsieur Victor CROUZEVALLE : 1.400 euros
- 81. à Madame Marion DE SOUSA : 1.250 euros
- 82. à Madame Juliette XAVIER : 1.250 euros
- 83. à Madame Estelle CRAPEZ : 1.250 euros
- 84. à Madame Cloé CRAPEZ : 1.250 euros
- 85. à Madame Catherine PONCHEL : 1.250 euros
- 86. à Madame Marie-Rose PONCHEL : 1.250 euros
- 87. à Monsieur Frédéric LAGACHE : 1.250 euros
- 88. à Madame Agathe SZYMKOWIAK : 1.250 euros

- Dire que ces sommes seront productives d'intérêts au taux légal à compter du 2 décembre 2019, date de la mise en demeure restée infructueuse, et capitalisation des intérêts dans les conditions de l'article 1343-2 du Code civil,
- Ordonner à la société RYANAIR DESIGNATED ACTIVITY COMPANY (DAC) la cession des agissements et pratiques illicites jugées dans un délai de 15 jours à compter de la signification du Jugement à intervenir, à peine d'astreinte de 10.000 euros par jour de retard et par manquement constaté, en l'enjoignant d'avoir à :

1. mettre en conformité son système de gestion des retards, annulations et refus d'embarquement avec les dispositions du Règlement CE n°261/2004, dont en particulier l'article 7 ;
2. mettre en conformité ses pratiques avec les dispositions de l'article 9 du Règlement CE n°261/2004.
3. mettre en conformité ses pratiques avec les dispositions de l'article 14 du Règlement CE n°261/2004.

- Enjoindre la société RYANAIR DESIGNATED ACTIVITY COMPANY (DAC) de publier, sur la page d'accueil de son site Internet www.ryanair.com/fr/fr, sur les pages d'accueil de ses applications mobiles accessibles en France, sur la page d'accueil de sa page Facebook, ainsi que sur sa page Instagram, le communiqué suivant :



2. dire que le texte du communiqué, intitulé inclus, devra, sur la page d'accueil du site Internet www.ryanair.com/fr/fr, sur les pages d'accueil des applications mobiles accessibles en France, et sur la page d'accueil de sa page Facebook, demeurer en haut de page, être publié dans une taille de caractère qui ne soit pas inférieure à 12, que l'intitulé devra apparaître en majuscules et en gras, et que l'ensemble du communiqué devra être encadré en rouge,
3. dire que le texte du communiqué, intitulé inclus, devra, sur sa page Instagram, faire l'objet d'une publication distincte de tout autre texte ou de toute autre publication, être publié dans une taille de caractère qui ne soit pas inférieure à 12, et que l'intitulé devra apparaître en majuscules et en gras,


4. dire que le passage du texte du communiqué « Lire la décision. » sera un lien hypertexte de couleur rouge permettant d'accéder au Jugement intégral à intervenir, lequel devra demeurer effectif le temps de l'injonction.
 5. dire que ces publications devront intervenir le lendemain de la signification du Jugement à intervenir et demeurer accessibles sans discontinuer, dans les conditions indiquées, pour une durée de trois mois à compter de cette date, à peine d'astreinte de 10.000 euros par jour de retard et manquement constaté,
- Condamner la société RYANAIR DESIGNATED ACTIVITY COMPANY (DAC) à payer une somme de 500 euros à chacun des 20 passagers dont les noms suivent, soit un total de 10.000 euros, en réparation du préjudice moral consécutif à la pratique commerciale agressive mise en œuvre à compter du 21 décembre 2022 :
1. Monsieur Christophe AGARD
 2. Madame Auriane AGARD
 3. Madame Catherine MALET
 4. Monsieur Philippe BISSON
 5. Madame Sonia CLEMENT
 6. Madame Lisa GUERCIA
 7. Monsieur Sébastien DERET
 8. Madame Ambre VIEUVILLE
 9. Monsieur Mickaël VENANCIO
 10. Monsieur Christopher GAMEIRO
 11. Monsieur Simon GIGNIER
 12. Madame Sophia OUADGHIRI
 13. Monsieur Dominique KRIEGEL
 14. Madame Hélène LOIZEAU
 15. Monsieur Gaël CLOCHARD
 16. Madame Audrey MERCIER
 17. Monsieur Guillaume PETIT
 18. Madame Jeanne PULLINO
 19. Monsieur Yann LANNES
 20. Monsieur Xavier WOHLFARTH

- Condamner la société RYANAIR DESIGNATED ACTIVITY COMPANY (DAC) à payer à chacun des 87 passagers une somme de 250 euros (soit un total de 21.750 euros) de dommages-intérêts en réparation du préjudice moral consécutif à la résistance fautive et abusive ;
- Condamner la société RYANAIR DESIGNATED ACTIVITY COMPANY (DAC), au titre de l'article 700 du Code de procédure civile, à payer :
- o à l'UFC-Que Choisir la somme de 25.000 euros ;
 - o à chacun des 87 passagers la somme de 720 euros (soit un total de 62.640 euros) ;
- Condamner la société RYANAIR DESIGNATED ACTIVITY COMPANY (DAC) aux entiers dépens d'instance ;
- Confirmer l'exécution provisoire de droit du Jugement à intervenir ;
- Débouter la société RYANAIR DESIGNATED ACTIVITY COMPANY (DAC) de l'ensemble de ses moyens, prétentions et demandes contraires.

RYANAIR, défendeur,

par ses dernières conclusions et ses déclarations à la barre, demande au tribunal :

*Vu la Directive 2009/22/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 modifiée relative aux actions en cessation en matière de protection des intérêts des consommateurs,
Vu les dispositions du Règlement n°261/2004,
Vu les articles 1101 et suivants ainsi que 1231 et suivants et 1353 du Code civil,
Vu les articles 6, 9, 122 et suivants du Code de procédure civile,
Vu les articles L. 121-2, L 121-6 et suivants et L621 -11 du Code de la consommation,
Vu les pièces versées aux débats,*




Sur l'irrecevabilité des demandes de l'UFC-Que Choisir :

- JUGER que l'UFC Que-Choisir n'est pas habilitée / n'a pas qualité en tant qu'association de consommateurs, à faire cesser ou interdire tout agissement qu'elle considérerait illicite au regard des dispositions du Règlement n°261/2004 qui n'est pas visé à l'article 1^{er} de la Directive 2009/22/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 modifiée relative aux actions en cessation en matière de protection des intérêts des consommateurs,
- JUGER que l'UFC-Que Choisir ne justifie pas d'un intérêt à agir dans la présente procédure à l'encontre de la société RYANAIR,

En conséquence :

- PRONONCER l'irrecevabilité de l'ensemble des demandes formées par l'UFC Que-Choisir et à l'encontre de la société RYANAIR,

A titre subsidiaire, si par extraordinaire le Tribunal devait considérer que les demandes de l'UFC-Que Choisir sont recevables :

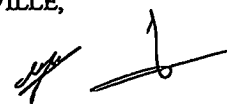
- JUGER que la société RYANAIR n'a commis aucun manquement aux dispositions du Règlement n°261/2004, notamment à ses articles 7, 12 et 14 ni à la réglementation applicable en matière de pratiques commerciales trompeuses et qu'elle n'a donc causé aucun préjudice à l'intérêt collectif des consommateurs sur ces fondements,

En conséquence :

- REJETER les demandes de l'UFC-Que Choisir, tendant à :
 1. Condamner la société RYANAIR à lui verser la somme de 150 000 euros, à titre de dommages et intérêts, avec production d'intérêt au taux légal à compter du 2 décembre 2019, date de la prétendue mise en demeure restée infructueuse et capitalisation des intérêts dans les conditions de l'article 1343-2 du Code civil,
 2. Ordonner à la société RYANAIR la cessation de prétendues pratiques et agissements illicites dans un délai de 15 jours à compter de la signification du Jugement à intervenir à peine d'astreinte de 10 000 euros par jour de retard et par manquement constaté,
 3. Enjoindre la société RYANAIR de publier, sur la page d'accueil de son site internet, sur les pages d'accueil de ses applications mobiles accessibles en France, sur la page d'accueil de sa page Facebook, ainsi que sur sa page Instagram, un communiqué judiciaire, à peine d'astreinte de 10 000 euros par jour de retard et par manquement constaté.

Sur les demandes des Passagers :

- CONSTATER les dispositions prises par RYANAIR aux fins de versement (déjà effectué) de l'indemnisation forfaitaire prévue à l'article 7 du Règlement n°261/2004 par RYANAIR, aux seuls vols passagers qui y ont droit, à savoir :
 - o FR3733 (B1 HV2N) / Xavier, Jamy et Lily WOHLFARTH,
 - o FR1083 (GQNFXY/ ZZV3GT) / Jean-Claude et Josette CREACH / Audrey MERCIER and Guillaume PETIT,
 - o FR4565 (WNRHVR) / Famille KRIEGEL,
 - o FR2077 (Z345MD) / Sonia CLEMENT - Lisa GUERCIA,
 - o FR6295 (ZQWH2V/QUWWVZ) / Catherine MALET et Philippe BISSON,
 - o FR3011 (F3P8WA) / Christophe et Auriane AGARD,
 - o FR6355 (HREDKV) / Nicolas GUERIN et Alexandre HUBY,
 - o FR4304 (GV3TMJ) / Maria FANTONI - Vincent, Simon et Gaël AUVRAY,
 - o FR8078 (M3ELAN) / Stéphane BODEZ, Nina BODEZ et Sylvaine JENNY,
 - o FR1388 (PZCCUG/845877) / Hélène LOIZEAU et Gaël CLOCHARD,
 - o FR11798 (J33HXN) / Simon GIGNIER et Sophie OUA DGHIRI,
 - o FR1083 (ZZV3GT) / Jean-Claude et Josette CREACH,
 - o FR4561 (VU11 JC) / Benjamin LONIEWSKI,
 - o FR6003 (W9RIVY / ZSKIVJ) / Sébastien DERET - Ambre VIEUVILLE,




- o FR7188 (HIZD2D) / Manuel BALENCY-BEARN et Marcela NINNOFOLLONI,
 - o FR6355 (SLJ43P) / Mickaël VENANCIO et Christopher GAMEIRO.
 - o FR1120 (FQTWVF) / Jacqueline, Bernard, Nicole DELSOL et Françoise EMBRY,
 - o FR3012 (YKNLSB) / Frédéric, Isabelle, Clément ARANDA et Clément GAULARD,
 - o FR4985 (WU2MXM) / Yann, Sabine, Héloïse et Corentin LANNES
 - o FR6542 (WRFEXY) / Jeanne PULLINO.
- JUGER que la société RYANAIR DAC n'a commis aucun manquement au Règlement n°261/2004, notamment ses articles 7, 9, 12 et 14 ni à la réglementation applicable en matière de pratiques commerciales trompeuses ni aux articles 1101 et suivants et 1231 et suivants du Code civil,
 - JUGER que la société RYANAIR DAC n'a commis aucune pratique commerciale agressive à compter du 21 décembre 2022, date à laquelle elle a pris contact avec ses passagers pour les indemniser,
 - JUGER que la société RYANAIR DAC n'a commis aucune résistance fautive et abusive,

En conséquence :

- REJETER les demandes de dommages et intérêts de l'ensemble des passagers formulées à l'encontre de la société RYANAIR, à hauteur de 1 250 euros chacun, avec production d'intérêt au taux légal à compter du 2 décembre 2019, date de la prétendue mise en demeure restée infructueuse, et capitalisation des intérêts dans les conditions de l'article 1343-2 du Code civil,
- REJETER les demandes de dommages et intérêts de l'ensemble des passagers suivants, formulées à l'encontre de la société RYANAIR, à hauteur de 500 euros chacun, au titre d'une prétendue pratique commerciale agressive, à savoir :
 1. Monsieur Christophe AGARD
 2. Madame Auriane AGARD
 3. Madame Catherine MALET
 4. Monsieur Philippe BISSON
 5. Madame Sonia CLEMENT
 6. ~~Madame Lisa GUERCLA~~
 7. Monsieur Sébastien DERET
 8. Madame Ambre VIEUVILLE
 9. Monsieur Mickaël VENANCIO
 10. Monsieur Christopher GAMEIRO
 11. Monsieur Simon GIGNIER
 12. Madame Sophia OUADGHIRI
 13. Monsieur Dominique KRIEGEL
 14. Madame Hélène LOIZEAU
 15. Monsieur Gaël CLOCHARD
 16. Madame Audrey MERCIER
 17. Monsieur Guillaume PETIT
 18. Madame Jeanne PULLINO
- REJETER les demandes de dommages et intérêts de l'ensemble des passagers, formulées à l'encontre de la société RYANAIR, à hauteur de 250 euros chacun, au titre d'une prétendue résistance fautive et abusive de la part de RYANAIR ;

En tout état de cause :

- CONDAMNER *in solidum* l'UFC Que-Choisir et ainsi que les Demandeurs et Intervenants Volontaires à verser à la société RYANAIR la somme de 25.000 euros au titre de l'article 700 du Code de procédure civile.
- CONDAMNER l'UFC Que-Choisir et les Passagers aux entiers dépens.

[Signature]



A l'appui de leurs demandes,**1. Sur l'absence d'exécution, par la Compagnie, des obligations issues de l'article 7 du Règlement CE n°261/2004 du Parlement Européen et du Conseil du 11 février 2004 (Droit à indemnisation) :**

L'UFC-Que Choisir, invoquant l'article 7 (Droit à l'indemnisation) du Règlement CE n°261/2004 du Parlement Européen et du Conseil du 11 février 2004, lequel avait vocation à s'appliquer immédiatement pour chacun des 87 passagers ayant été confrontés soit à un refus d'embarquement, soit à un retard important, soit à une annulation de vol, a dû mettre en demeure RYANAIR le 2 décembre 2019 d'avoir à se conformer à cette réglementation prévoyant des obligations de versement d'indemnités d'un montant variant de 250 euros à 600 euros, selon que les vols soient de type intra-communautaire ou international et suivant leur distance.

RYANAIR se défend en reprochant à l'UFC-Que Choisir de ne pas avoir tenté la moindre démarche amiable directe avec elle et, notamment, d'avoir ignoré sa demande du 2 février 2020 de se faire communiquer les informations permettant de procéder à l'examen des réclamations.

RYANAIR a procédé suivant le cas soit au réacheminement vers la destination finale le jour-même, soit au remboursement des billets annulés sur la carte bancaire ayant réglé le montant, ainsi qu'au versement les 17 janvier et 17 avril 2023, sur le sous-compte CARPA du Conseil des demandeurs, des indemnités prévues par l'article 7 du Règlement, auprès des passagers éligibles à ces indemnités, en excluant :

- a) les cas relevant de circonstances extraordinaires, telles que décrites dans le Considérant 14 du Règlement 261/2004 ;
- b) le cas de Monsieur Louis SPIRAL, qui a déjà bénéficié de l'indemnité ;
- c) les cas de Monsieur Théo BOISSERIE et Madame Laurine CHAUMOND, ayant été informé du changement d'horaire de leur vol plus de 14 jours avant la date du départ ;
- d) le cas de Madame Juliette XAVIER, dont le retard du vol était inférieur à 3 heures.

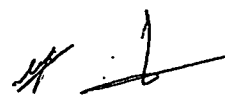
2. Sur l'absence d'exécution, par la Compagnie, des autres obligations issues du Règlement CE n°261/2004 du Parlement Européen et du Conseil du 11 février 2004 (Droit à une prise en charge, Droit à l'information) :

L'UFC-Que Choisir expose que, lors des refus d'embarquement, annulations et retards importants des passagers, RYANAIR aurait violé les obligations qui lui incombent en application des articles 9 (Droit à une prise en charge) et 14 (Obligation d'informer les passagers de leurs droits) du Règlement, dès lors, sur le fondement de ces articles ainsi que de l'article 12 (Indemnisation complémentaire) du même Règlement et des articles 1101 et suivants et 1231 et suivants du Code civil, RYANAIR devait être condamné à verser à chaque passager concerné :

- 500 euros en réparation du préjudice patrimonial né de la privation des avantages qui auraient dû leur être octroyés en vertu de leur droit à une prise en charge ;
- 500 euros en réparation du préjudice moral consécutif à l'entrave à l'exercice de leurs droits ainsi qu'à celui constitué des tracas et soucis inhérents et consécutifs aux manquements déplorés.

RYANAIR réplique que :

- en référence à l'article 9 du Règlement, aucun passager n'a soumis la moindre preuve des frais qu'il aurait engagés à cette occasion ;
- en référence à l'article 14 du Règlement, la compagnie s'est conformée à son obligation d'information en mentionnant le lien renvoyant à la page de son site Internet dans les mails envoyés aux passagers.

3. Sur l'agissement illicite tenant dans la violation délibérée et systématique, par la Compagnie, des obligations qui sont les siennes en application du Règlement CE n°261/2004 dans un évident souci d'économie de masse :



L'UFC-Que Choisir a été destinataire de 368 dossiers de passagers *ante* COVID-19 constituant le socle d'une future action de groupe et de 1.138 cas litigieux (hors Covid-19) mettant en cause RYANAIR et son mépris à l'égard des droits des passagers et notamment de leur droit à indemnisation.

L'UFC-Que Choisir produit une attestation de témoin de Monsieur LO-PRESTI Baptiste qui se présente comme salarié d'une société (DPN ASSOCIES) partenaire commercial de l'UFC-Que Choisir, laquelle attestation mentionne les statistiques de dossiers de réclamations déposées auprès de DPN ASSOCIES par 6 compagnies aérienne, dont RYANAIR, informant du volumes des dossiers ayant obtenu le versement d'une indemnisation sans action contentieuse ainsi que du volume des dossiers engagés en l'état dans une action contentieuse.

RYANAIR réplique que ni le nombre de passagers parties à l'instance, ni les témoignages inexistant, ni l'attestation orientée d'un partenaire commercial de l'UFC-Que Choisir, ne sauraient constituer la moindre preuve que la compagnie aurait systématiquement et depuis plusieurs années choisi de violer de manière « délibérée et généralisée » ses obligations issues du Règlement n° 261/2004.

4. Sur la résistance abusive et fautive :

L'UFC-Que Choisir souligne que RYANAIR a résisté à l'exécution de ses obligations issues du Règlement CE n°261/2004, avant de procéder finalement aux versements des indemnités dues : 8 ans se sont écoulés dans certains cas, et que cela justifie le paiement de 250 euros en réparation du préjudice moral ainsi constitué.

RYANAIR réplique qu'en ne rapportant pas la preuve des faits fautifs imputables à la Compagnie, le demandeur n'a pas caractérisé la résistance fautive et abusive alléguée.

5. Sur la pratique commerciale trompeuse mise en œuvre par la Compagnie au détriment des consommateurs :

L'UFC Que Choisir soutient que les dispositions contractuelles de RYANAIR, telles qu'elles figurent sur son site Internet, comportent un engagement apparent de respecter ses obligations au titre du Règlement CE n°261/2004, en indiquant notamment que le passager peut la saisir de demandes et/ou réclamations en cas d'annulation, de retard ou de refus d'embarquement, alors que, selon le Règlement, l'obligation du transporteur n'est pas subordonnée à la présentation d'une réclamation, caractérisant ainsi une pratique commerciale trompeuse par action sur la portée des engagements de l'annonceur ainsi que sur les droits du consommateur.

RYANAIR conteste l'affirmation de l'UFC-Que Choisir selon laquelle l'obligation du transporteur n'est pas subordonnée à la présentation d'une réclamation.

La présentation d'une réclamation n'est en aucun cas contraire au Règlement et RYANAIR renvoie à son site en ligne qui comporte une rubrique indiquant clairement la démarche à suivre en l'espèce permettant ainsi une gestion efficace des réclamations.

6. Sur la pratique commerciale agressive commise, en cours d'instance, au détriment d'une partie des Passagers :

L'UFC-Que Choisir dénonce les messages que RYANAIR a adressé le 22 décembre 2022 à 20 passagers, comportant l'indication d'un virement bancaire envisagé, suite à l'annulation ou au retard de leur vol, et pour lequel la Compagnie sollicite leurs coordonnées bancaires.

Cette démarche, suivant l'UFC-Que Choisir, constitue une action, en cours d'instance judiciaire, visant à conduire les intéressés à accepter le paiement des seules indemnités de l'article 7 du Règlement CE n°61/2004, attendues depuis plusieurs années, sans intérêts moratoires ni autre avantage additionnel, ni prise en compte de leurs autres demandes judiciaires et à se détourner de l'instance en cours.

A ce titre, il y a lieu de la qualifier de pratique commerciale agressive au préjudice des passagers concernés, par voie de contrainte morale et d'influence injustifiée à l'effet d'entraver, pour eux, l'exercice de leurs droits contractuels.

RYANAIR réplique que la proposition d'indemniser les Passagers s'inscrit dans l'intérêt de ces derniers et ne saurait donc en aucun cas caractériser une quelconque pratique commerciale agressive.




7. Sur l'action de l'UFC-Que Choisir :

L'UFC-Que Choisir est une association loi 1901 dont l'objet est d'informer, conseiller et aider quotidiennement les consommateurs à faire respecter leurs droits et en l'occurrence ceux issus de la législation sectorielle en cause.

Les articles L 621-1, 2, 7, 8 et 9 du Code de la consommation, confèrent aux associations de consommateurs agréées un intérêt à agir devant les juridictions pénales comme devant les juridictions civiles pour :

- exercer les droits reconnus à la partie civile (à savoir, par l'application combinée des articles 2 à 4 du Code de procédure pénale, le droit de demander réparation) relativement aux faits portant un préjudice direct ou indirect à l'intérêt collectif des consommateurs ;
- demander au Juge, à cette occasion, d'ordonner au défendeur ou au prévenu, le cas échéant sous astreinte, toute mesure destinée à faire cesser des agissements illicites ou à supprimer une clause illicite dans le contrat ou le type de contrat proposé aux consommateurs ou dans tout contrat en cours d'exécution ;
- permettre que certaines des actions exercées par les associations de consommateurs agréées le soient conjointement avec des consommateurs (comme en l'espèce), soit par voie d'interventions volontaires en cours d'instances civiles déjà introduites par des consommateurs.

L'UFC-Que Choisir est donc bien fondée à agir tant au soutien des intérêts et prétentions des Passagers que pour dénoncer les faits préjudiciables à l'intérêt collectif des consommateurs qu'elle a vocation à défendre.

A ce titre, elle estime que le montant des indemnités relevant de l'article 7 du Règlement portant sur une année d'exploitation de la Compagnie, peut être évalué dans une fourchette comprise entre 14 et 97 millions d'euros et que l'importance de ces chiffres explique la résistance soutenue de la Compagnie à se conformer au Règlement et réaliser ainsi de substantielles économies.

RYANAIR pour sa part soutient qu'une association de consommateurs n'est pas recevable à agir dans l'intérêt collectif des consommateurs pour des faits autres que des faits constitutifs d'infractions pénales ou d'agissements illicites hors infractions pénales, interdits par des dispositions nationales transposant certaines directives européennes.

En l'espèce, les dispositions du Règlement n°261/2004 sur lesquelles l'UFC-QUE CHOISIR fonde ses prétentions ne sont ni pénalement sanctionnées ni visées par la directive 2009/22/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 modifiée relative aux actions en cessation en matière de protection des intérêts des consommateurs précitée.

Ainsi, selon RYANAIR, l'UFC-QUE CHOISIR n'a ni le droit, ni l'intérêt, ni la qualité pour agir contre RYANAIR sur le fondement du non-respect du Règlement n°261/2004 et des prétendues pratiques commerciales trompeuses qui en résulteraient.

En effet, les sanctions d'infractions au Règlement n°261/2004 relèvent en réalité de la compétence exclusive de l'organisme chargé de garantir le respect des droits des passagers, tel que cela est prévu par l'article 16 du Règlement n°261/2004.

En France, c'est la Direction Générale de l'Aviation Civile qui est en charge de garantir le respect des droits des passagers.

L'UFC-QUE CHOISIR ne peut donc pas s'octroyer ce droit, sans que la loi ne l'y autorise.

8. Sur les frais irrépétibles, les dépens et l'exécution

L'UFC-Que Choisir sollicite la somme de 25.000 euros et les Passagers justifient leur demande de 720€ sur la base des honoraires sollicités par leur Conseil (600€HT + 120€ de TVA).



MOTIVATION DE LA DECISION

A titre liminaire :

Le présent litige trouve son origine dans l'application par RYANAIR, du Règlement CE n°261/2004 du Parlement Européen et du Conseil du 11 février 2004 (Pièce Déf. 17), que l'UFC-Que Choisir et 87 passagers contestent.

Il convient donc d'examiner les articles concernés de ce Règlement, établissant les règles communes en matière d'indemnisation (article 7), d'assistance des passagers (articles 8, 9 et 14) en cas de refus d'embarquement (article 4), d'annulation (article 5) ou de retard important d'un vol (article 6).

Suivant les circonstances, ce Règlement énonce les droits des passagers et obligations du transporteur aérien.

En substance, lorsque les circonstances sont avérées, le Règlement :

- en son article 4, mentionne le refus d'embarquement (surbooking) donnant droit à l'indemnisation prévue à l'article 7 ;
- en son article 5, mentionne le cas d'annulation, qui lorsqu'elle ne relève pas de circonstances extraordinaires, donne droit à l'indemnisation prévue à l'article 7 ;
- en son article 6, mentionne les différents cas de retards identifiés donnant droit à l'indemnisation prévue à l'article 7 ;

Concernant les cas de retard, il y a lieu de tenir compte de l'arrêt de la CJCE (deuxième chambre) du 19 nov. 2009, Affaire C-402/07 et C-432/07, (qu'admet d'ailleurs sans ambiguïté RYANAIR elle-même qui le souligne dans ses propres conclusions en page 37), précisant §2 de son dispositif que :

« Les articles 5, 6 et 7 du règlement n° 261/2004 doivent être interprétés en ce sens que les passagers de vols retardés peuvent être assimilés aux passagers de vols annulés aux fins de l'application du droit à indemnisation et qu'ils peuvent ainsi invoquer le droit à indemnisation prévu à l'article 7 de ce règlement lorsqu'ils subissent, en raison d'un vol retardé, une perte de temps égale ou supérieure à trois heures, c'est-à-dire lorsqu'ils atteignent leur destination finale trois heures ou plus après l'heure d'arrivée initialement prévue par le transporteur aérien. Cependant, un tel retard ne donne pas droit à une indemnisation en faveur des passagers si le transporteur aérien est en mesure de prouver que le retard important est dû à des circonstances extraordinaires qui n'auraient pas pu être évitées même si toutes les mesures raisonnables avaient été prises, à savoir des circonstances qui échappent à la maîtrise effective du transporteur aérien. »

- en son article 7, mentionne le droit à l'indemnisation dont le montant est fixé à :
 - a) 250 euros pour tous les vols de 1 500 kilomètres ou moins ;
 - b) 400 euros pour tous les vols intracommunautaires de plus de 1 500 kilomètres et pour tous les autres vols de 1 500 à 3 500 kilomètres ;
 - c) 600 euros pour tous les vols qui ne relèvent pas des points a) ou b).
- en son article 8, précise que les passagers se voient proposer le choix entre le remboursement du billet dans un délai de 7 jours ou bien un réacheminement vers leur destination finale dans des conditions de transport comparables ;
- en son article 9, énonce que le transporteur aérien est tenu d'assister le passager qui doit se voir offrir gratuitement une prise en charge ;
- en son article 14, mentionne l'obligation du transporteur aérien d'informer les passagers de leurs droits ;

En ce qui concerne les indemnités prévues par le Règlement (article 7), dès lors que leur caractère exigible est acquis, ce dernier ne mentionne pas que le transporteur soit tenu à un versement spontané au passager de ces indemnités, ni ne précise de délai spécifique quant à leur versement effectif (hormis le cas du délai de 7 jours prévu pour le remboursement du billet d'un vol annulé non remplacé).

- ⇒ Si le transporteur est défaillant à l'exécution de ses obligations, le passager doit dans ces conditions présenter une réclamation formelle auprès du transporteur, valant mise en demeure de ce dernier, à cette date, d'avoir à s'exécuter.




A. Sur les intervenants volontaires à l'instance :

Il y a lieu de noter que les Passagers ont eu recours à l'UFC dans la présente instance par le biais d'un contrat signé avec son service d'assistance aux passagers de transports aériens : INDEMNIT' AIR.

Ce contrat prévoit notamment 2 clauses particulières relatives aux obligations du passager qui l'a souscrit:

« Accepter de verser à l'UFC-Que Choisir 25% du montant total de l'indemnité obtenue, à titre de participation aux frais de traitement de sa réclamation... »

Et

« Accepter que les sommes qui lui seraient allouées par une juridiction au titre des frais irrépétibles (article 700 du Code de Procédure civile) ou au titre des frais de procédure, soient conservées par l'avocat ayant assuré sa représentation devant la juridiction »

Par ailleurs, dans ses conclusions, l'UFC indique que chacun des 87 passagers demandeurs a versé des honoraires d'avocat à hauteur de 720€ (600€HT).

B. Sur la recevabilité de l'UFC-Que Choisir et des intervenants volontaires :

L'UFC-Que Choisir est une association loi 1901 dont l'objet est d'informer, conseiller et aider quotidiennement les consommateurs à faire respecter leurs droits et en l'occurrence ceux issus de la législation sectorielle en cause.

Par arrêté du 13 septembre 2021, paru au Journal Officiel du 24 septembre 2021, l'agrément de l'Union fédérale de consommateurs Que Choisir (UFC-Que Choisir) a été renouvelé pour une période de cinq ans à compter du 22 septembre 2021, pour exercer sur le plan national les droits reconnus aux associations agréées de consommateurs par le Code de la consommation.

Les articles L 621-1, 2, 7, 8 et 9 du Code de la consommation, confèrent aux associations de consommateurs agréées un intérêt à agir devant les juridictions pénales comme devant les juridictions civiles et, à ce titre, l'UFC-Que Choisir est bien fondée à agir tant au soutien des intérêts et prétentions des Passagers que pour dénoncer les faits préjudiciables à l'intérêt collectif des consommateurs qu'elle a vocation à défendre.

Notamment, l'article L 621-9 énonce :

« A l'occasion d'une action portée devant les juridictions civiles et ayant pour objet la réparation d'un préjudice subi par un ou plusieurs consommateurs à raison de faits non constitutifs d'une infraction pénale, les associations mentionnées à l'article L 621-1 peuvent agir conjointement ou intervenir pour obtenir réparation de tout fait portant un préjudice direct ou indirect à l'intérêt collectif des consommateurs et demander, le cas échéant, l'application de mesures prévues à l'article L 621-2. »

En conséquence, le tribunal dira que l'UFC-Que Choisir et les 87 personnes physiques (les Passagers) sont recevables et bien-fondés à agir devant la juridiction de céans.

C. Sur l'absence d'exécution, par la Compagnie, des obligations issues de l'article 7 du Règlement CE n°261/2004 du Parlement Européen et du Conseil du 11 février 2004 (Droit à indemnisation) :

Les demandeurs produisent différents documents permettant d'établir que, selon eux, entre le 12 avril 2016 et le 27 juillet 2019, 38 vols concernant les 87 passagers, font état de circonstances pour lesquelles l'article 7 du Règlement trouve à s'appliquer ; plus précisément, 63 RESA ont été annulées, 23 ont subi plus de 3 heures de retard et 1 vol a fait l'objet d'un refus d'embarquement (surbooking).

Selon l'article 7 du Règlement, 79 de ces vols sont éligibles à une indemnité de 250 euros et 8 à une indemnité de 400 euros.

L'UFC-Que Choisir a mis RYANAIR en demeure, par courrier RAR du 2 décembre 2019, de procéder sous quinzaine au versement des sommes dues, dont le détail était joint en annexe.

En réponse du 2 février 2020, RYANAIR a écrit au Conseil de l'UFC-Que Choisir en expliquant ne pas parvenir à retrouver, dans les éléments transmis, les références de réservation des passagers concernés.

(Signature)



Le 3 juillet 2020, les demandeurs assignent RYANAIR auprès du TC de Marseille qui se déclare incompetent au profit du TC d'Aix-en-Provence qui prend en charge l'assignation des demandeurs le 23 novembre 2020.

Le 22 décembre 2022, RYANAIR écrit aux passagers à qui elle estime devoir une indemnité, afin de leur demander leurs coordonnées bancaires pour versement de ladite indemnité qui, finalement, sera versée en 2 fois sur un sous-compte CARPA du Conseil du demandeur : 11 986,86 euros le 17 janvier 2023 et 450,00 euros le 17 avril 2023.

Dans ses dernières conclusions, RYANAIR fait état des vols ayant fait l'objet, durant la période du 12 avril 2016 au 27 juillet 2019, de remboursements et de versements d'indemnités relevant de l'article 7.

Le tableau ci-après consolide le détail des vols concernés par une circonstance relevant des différents articles du Règlement, suivant les éléments fournis par les parties (tri par n° de RESA) :

n°	NOM Prénom	N° de vol	Cause	Périodes		RYANAIR					
				12/04/16 19:10	27/07/19 18:20	UFC - Demandes		Refus		Versements	
				Art. 7	Circonst. extraord.	Autres Motifs	Carte banc. Billets	CARPA Art. 7			
1	Jamy WOHLFARTH	B1HV2N	25/07/18 21:55	Cancelled	250				23/07/2018	250	
2	Uly WOHLFARTH	B1HV2N	25/07/18 21:55	Cancelled	250				23/07/2018	250	
3	Xavier WOHLFARTH	B1HV2N	25/07/18 21:55	Cancelled	250				23/07/2018	250	
4	Jean-Michel ROSTAGNO	C66VKB	28/04/18 14:25	Cancelled	250		Grève		02/05/2018		
5	Geneviève BATAILLARD	D269BG	12/02/19 11:15	Delayed	400		Météo				
6	Thierry BATAILLARD	D269BG	12/02/19 11:15	Delayed	400		Météo				
7	Valériane D'IRUMBERRY DE SALABERRY	D4WW3B	06/05/18 15:20	Cancelled	400		Grève		04/05/2018		
8	Chloé D'IRUMBERRY DE SALABERRY	D4WW3B	06/05/18 15:20	Cancelled	400		Grève		04/05/2018		
9	Serge ANGIOLINI	D8TMS	06/07/18 18:00	Delayed	250		Collis.				
10	Auriane AGARD	F3P6WA	28/09/18 06:30	Cancelled	250				05/11/2018	250	
11	Christophe AGARD	F3P6WA	28/09/18 06:30	Cancelled	250				05/11/2018	250	
12	Bernard DELSOL	FQTWVF	10/07/18 12:35	Delayed	250				08/07/2018	250	
13	Jacqueline DELSOL	FQTWVF	10/07/18 12:35	Delayed	250				08/07/2018	250	
14	Nicole DELSOL	FQTWVF	10/07/18 12:35	Delayed	250				08/07/2018	250	
15	Françoise EMBRY	FQTWVF	10/07/18 12:35	Delayed	250				08/07/2018	250	
16	Juliette XAVIER	GARZIT	27/05/19 21:15	Delayed	250		< 3h				
17	Audrey MERCIER	GQNFXY	25/07/18 06:00	Cancelled	250				19/07/2018	250	
18	Guillaume PETIT	GQNFXY	25/07/18 06:00	Cancelled	250				19/07/2018	250	
19	Gaël AUVRAY	GV3TMJ	25/07/18 12:45	Cancelled	250				20/08/2018	250	
20	Simon AUVRAY	GV3TMJ	25/07/18 12:45	Cancelled	250				20/08/2018	250	
21	Vincent AUVRAY	GV3TMJ	25/07/18 12:45	Cancelled	250				20/08/2018	250	
22	María FANTONI	GV3TMJ	25/07/18 12:45	Cancelled	250				20/08/2018	250	
23	Manuel BALENCY-BEARN	H3ZDZD	31/07/18 13:20	Cancelled	250				17/08/2018	250	
24	Marcella NINNO-FOLLONI	H3ZDZD	31/07/18 13:20	Cancelled	250				17/08/2018	250	
25	Louis-Marie SPIRAL	H3CCYK	03/11/17 14:25	Surbooked	250		X		03/11/2017		
26	Nicolas GUERIN	HREDKV	25/07/18 19:10	Cancelled	250					250	
27	Alexandre HUBY	HREDKV	25/07/18 19:10	Cancelled	250					250	
28	Simon GIGNIER	J33H6N	01/04/18 19:25	Cancelled	250				04/04/2018	250	
29	Sophia QUADGHIRI	J33H6N	01/04/18 19:25	Cancelled	250				04/04/2018	250	
30	Mailys GOMEZ	L6IG6E	27/10/18 18:20	Cancelled	250		Météo		25/10/2018		
31	Manuel GOMEZ	L6IG6E	27/10/18 18:20	Cancelled	250		Météo		25/10/2018		
32	Patricia GOMEZ	L6IG6E	27/10/18 18:20	Cancelled	250		Météo		25/10/2018		
33	Raphaël GOMEZ	L6IG6E	27/10/18 18:20	Cancelled	250		Météo		25/10/2018		
34	Théotime GOMEZ	L6IG6E	27/10/18 18:20	Cancelled	250		Météo		25/10/2018		
35	Nina BODEZ	M3EL4N	26/07/18 12:50	Cancelled	250				20/07/2018	250	
36	Stéphane BODEZ	M3EL4N	26/07/18 12:50	Cancelled	250				20/07/2018	250	
37	Sylvaine JENNY	M3EL4N	26/07/18 12:50	Cancelled	250				20/07/2018	250	
38	Jean-Pierre RIVES	N6TWSK	05/05/19 10:25	Delayed	400		Météo				
39	Valérie RIVES	N6TWSK	05/05/19 10:25	Delayed	400		Météo				
40	Marion DE SOUSA	NRPSB	07/06/19 22:05	Cancelled	250		Equipem.		07/06/2019		
41	Cloé CRAPEZ	NVILQF	07/06/19 22:05	Cancelled	250		Equipem.		07/06/2019		
42	Estelle CRAPEZ	NVILQF	07/06/19 22:05	Cancelled	250		Equipem.		07/06/2019		
43	Catherine PONCHEL	NVILQF	07/06/19 22:05	Cancelled	250		Equipem.		07/06/2019		
44	Marie-Rose PONCHEL	NVILQF	07/06/19 22:05	Cancelled	250		Equipem.		07/06/2019		
45	Anne ESCOFFIER	ORFVKB	13/04/19 12:10	Cancelled	250		Kérosène		20/04/2019		
46	Raphaël ESCOFFIER	ORFVKB	13/04/19 12:10	Cancelled	250		Kérosène		20/04/2019		
47	Chantal BOUROCHE	PSCLTM / APM39P	02/10/17 19:25	Cancelled	250		X				
48	Jacques BOUROCHE	PSCLTM / APM39P	02/10/17 19:25	Cancelled	250		X		22/09/2017		
49	Gaël CLOCHARD	PZCCUG/845877	10/08/18 12:35	Cancelled	250				06/08/2018	250	
50	Hélène LOIZEAU	PZCCUG/845877	10/08/18 12:35	Cancelled	250				03/09/2018	250	
51	Véronique VEYRIER	RZBVUZ	04/07/18 18:05	Cancelled	250		Sécurité				



n°	NOM Prénom	N° de vol	Cause	Périodes		UFC	RYANAIR			
				12/04/16 18:10	27/07/19 18:20	Demandes	Refus		Versements	
				Art: 7	Circonst. extraord.		Autres Motifs	Carte banc. Billets	CARPA Art: 7	
52	Christopher GAMEIRO	SL43P	12/04/16 18:10	Delayed	250					250
53	Mickaël VENANCIO	SL43P	12/04/16 18:10	Delayed	250					250
54	Maryvonne SALE	SRYR	07/06/19 16:00	Delayed	250		Équipem.			
55	Pascal SALE	SRYR	07/06/19 16:00	Delayed	250		Équipem.			
56	Allison MUREAU	SZCHG	27/05/18 12:05	Cancelled	250		Kérosène			
57	Valentin RENARD	SZCHG	27/05/18 12:05	Cancelled	250		Kérosène			
58	Christel PUTOUX	TGZBZ	05/07/19 19:15	Delayed	250		Sécurité			
59	Frédéric VILLA	TGZBZ	05/07/19 19:15	Delayed	250		Sécurité			
60	Margaux VILLA	TGZBZ	05/07/19 19:15	Delayed	250		Sécurité			
61	Victor CROUZEVILLE	VSTYST	18/06/19 19:35	Delayed	400		Météo			
62	Benjamin LONIEWSKI	VU1JC	22/07/18 06:30	Cancelled	400				23/08/2018	400
63	Frédéric LAGACHE	VU664L	27/07/19 18:20	Cancelled	250		Couvre-feu		01/08/2019	
64	Agathe SZYMKOWIAK	VU664L	27/07/19 18:20	Cancelled	250		Couvre-feu		01/08/2019	
65	Laetitia BRISARD	WBRVY	28/07/18 10:05	Cancelled	250					250
66	Florent FRESNEAU	WBRVY	28/07/18 10:05	Cancelled	250					250
67	Dominique-Alain KRIEDEL	WNRHV	25/07/18 16:35	Cancelled	250				21/07/2018	250
68	Dominique-Jacqueline KRIEDEL	WNRHV	25/07/18 16:35	Cancelled	250				21/07/2018	250
69	Jeanne PULLINO	WRFEY	09/08/18 14:30	Delayed	250					250
70	Corentin LANNES	WU2MXM	02/03/18 11:05	Cancelled	250				04/03/2018	250
71	Héloïse LANNES	WU2MXM	02/03/18 11:05	Cancelled	250				04/03/2018	250
72	Sabine LANNES	WU2MXM	02/03/18 11:05	Cancelled	250				04/03/2018	250
73	Yann LANNES	WU2MXM	02/03/18 11:05	Cancelled	250				04/03/2018	250
74	Théo BOISSERIE	Y3BRKJ / F1CMKZ	30/05/19 20:05	Delayed	250		> 14 j			
75	Laurine CHAUMOND	Y3BRKJ / F1CMKZ	30/05/19 20:05	Delayed	250		> 14 j			
76	Clément ARANDA	YKXLSB	25/07/17 07:55	Delayed	250					250
77	Frédéric ARANDA	YKXLSB	25/07/17 07:55	Delayed	250					250
78	Isabelle ARANDA	YKXLSB	25/07/17 07:55	Delayed	250					250
79	Clément GAULARD	YKXLSB	25/07/17 07:55	Delayed	250					250
80	Sonia CLEMENT	Z345MD	25/07/18 14:00	Cancelled	250				18/07/2018	250
81	Lisa GUERCIA	Z345MD	25/07/18 14:00	Cancelled	250				18/07/2018	250
82	Philippe BISSON	ZQWHZV/QUVWVZ	25/07/18 18:10	Cancelled	250				15/11/2018	250
83	Catherine MALET	ZQWHZV/QUVWVZ	25/07/18 18:10	Cancelled	250				15/11/2018	250
84	Sébastien DERET	ZSKVI	28/07/18 10:05	Cancelled	250				28/07/2018	250
85	Ambre VIEUVILLE	ZSKVI	28/07/18 10:05	Cancelled	250				28/07/2018	250
86	Jean-Claude CREACH	ZZVGT	01/04/18 06:40	Cancelled	250				18/04/2018	250
87	Josette CREACH	ZZVGT	01/04/18 06:40	Cancelled	250				18/04/2018	250
Σ										
Nbre		87	38 vols	21 450	22 950	0	0			12 650

A l'examen de ce tableau, il ressort que :

- Les demandeurs revendiquent 87 réservations relevant de l'indemnité Art. 7, soit 22.950 euros ;
- Le défendeur en rejette 37 qu'il justifie ainsi :
 1. 31 au titre de circonstances extraordinaires
 2. 1 au titre d'un retard < 3 heures (XAVIER J.)
 3. 1 au titre d'un versement déjà effectué (SPIRAL LM)
 4. 2 dont il ignore l'existence (BOUROCHE Ch. et Jacques)
 5. 2 dont le retard > 14 jours a été signifié (CHAUMOND et BOISSERIE)

Sur les circonstances extraordinaires

L'article 5 du Règlement CE n°261/2004 dispose que :

« Le transporteur aérien effectif n'est pas tenu de verser l'indemnisation prévue à l'article 7 s'il est en mesure de prouver que l'annulation est due à des circonstances extraordinaires qui n'auraient pas pu être évitées même si toutes les mesures raisonnables avaient été prises ».

Les considérants 14 et 15 du Règlement précisent :

« (14) Tout comme dans le cadre de la convention de Montréal, les obligations des transporteurs aériens effectifs devraient être limitées ou leur responsabilité exonérée dans les cas où un événement est dû à des circonstances extraordinaires qui n'auraient pas pu être évitées même si

toutes les mesures raisonnables avaient été prises. De telles circonstances peuvent se produire, en particulier, en cas d'instabilité politique, de conditions météorologiques incompatibles avec la réalisation du vol concerné, de risques liés à la sécurité, de défaillances imprévues pouvant affecter la sécurité du vol, ainsi que de grèves ayant une incidence sur les opérations d'un transporteur aérien effectif.

(15) Il devrait être considéré qu'il y a circonstance extraordinaire, lorsqu'une décision relative à la gestion du trafic aérien concernant un avion précis pour une journée précise génère un retard important, un retard jusqu'au lendemain ou l'annulation d'un ou de plusieurs vols de cet avion, bien que toutes les mesures raisonnables aient été prises par le transporteur aérien afin d'éviter ces retards ou annulations. »

En référence à l'article 5 et aux considérants 14 et 15 du Règlement, les circonstances se trouvent qualifiées d'extraordinaires dès lors qu'elles échappent à la maîtrise effective du transporteur aérien, du fait de sa nature ou de son origine et qu'elles ne pouvaient être évitées même si toutes les mesures raisonnables avaient été prises.

En l'espèce, il convient d'examiner les 7 événements, qualifiés de circonstances exceptionnelles par RYANAIR et contestées par les demandeurs, qui ont fait l'objet d'un retard ou d'une annulation :

1. Grève émanant des contrôleurs aériens : vol FR4256 (C66VKB) du 29 avril 2018 et FR1350 (D4WW3B) du 6 mai 2018 :

Par un NOTAM (message aux navigants aériens), la DGAC a notifié que les grèves annoncées des contrôleurs aériens du secteur LFMM (zone de Marseille incluant en l'occurrence Nîmes et Montpellier) pour les périodes du 28 au 30 avril 2018 et du 5 au 7 mai 2018, entraîneraient d'importantes perturbations du trafic conduisant les compagnies aériennes à retarder ou annuler certains vols afin de prévenir le risque d'engorgement des routes aériennes et mettre en péril la sécurité des vols.

⇒ Le tribunal retiendra en conséquence le caractère de circonstances extraordinaires s'appliquant aux vols :

- FR4256 (C66VKB – Jean-Michel ROSTAGNO) du 29 avril 2018
- FR1350 (D4WW3B - Chloé D'IRUMBERRY DE SALABERRY, Valériane D'IRUMBERRY DE SALABERRY) du 6 mai 2018.

2. Conditions météorologiques défavorables à l'aéroport d'arrivée : vols FR4406 (D2698G) du 12 février 2019, FR5294 (V5TYST) du 18 juin 2019, FR6486 (N6TW5K) du 5 mai 2019 et FR9034 (L6JG6E) du 27 octobre 2018.

Sur les 4 vols mentionnés, un a été annulé (FR9034 (L6JG6E) du 27 octobre 2018) en raison des conditions météorologiques incompatibles avec le décollage de l'appareil et les trois autres ont fait l'objet d'une décision de leur Commandant de bord de dérouter l'appareil en cours de vol, en raison de conditions météorologiques transmises ces jours-là par chaque aéroport d'atterrissage (METAR).

Cette souveraine décision du Commandant de bord, estimant que la sécurité du vol justifie de ne pas procéder au décollage ou de dérouter l'appareil à l'atterrissage sur un autre aéroport, implique des conséquences contraignantes non négligeables à plus d'un titre et doit être classifiée comme relevant de circonstances extraordinaires.

⇒ Le tribunal retiendra en conséquence le caractère de circonstances extraordinaires s'appliquant aux vols :

- FR4406 (D2698G – Geneviève BATAILLARD, Thierry BATAILLARD) du 12 février 2019,
- FR5294 (V5TYST - Victor CROUZEVALLE) du 18 juin 2019,
- FR6486 (N6TW5K - Jean-Pierre RIVES, Valérie RIVES) du 5 mai 2019 ;
- FR9034 (L6JG6E - Mailys GOMEZ, Manuel GOMEZ, Patricia GOMEZ, Raphaël GOMEZ, Théotime GOMEZ) du 27 octobre 2018.

3. Restrictions de créneaux horaires ou plus largement de restrictions liées à la sécurité des vols : vols FR1372 (RZ8VJZ) du 4 juillet 2018 et FR6003 (T2GZ8Z) du 5 juillet 2019.

[Signature]



Concernant le vol FR1372 (RZ8VJZ) du 4 juillet 2018, il ressort du rapport de l'analyste du contrôle des opérations aériennes de RYANAIR, que ce vol a été annulé à la suite des restrictions horaires imposées par EUROCONTROL (organisation civilo-militaire paneuropéenne dédiée au soutien de l'aviation européenne) ce jour-là.

Concernant le vol FR6003 (T2GZ8Z) du 5 juillet 2019, il ressort du rapport de l'analyste du contrôle des opérations aériennes de RYANAIR, que ce vol qui prévoyait à la RESA un départ de MARSEILLE à 19h15 et une arrivée à BREST à 21h05, a subi un retard pour différentes raisons avec pour conséquence un report du départ à 20h43 et une arrivée à BREST à 22h22, soit 1h17 de retard, lequel n'est, de ce fait, pas éligible à l'indemnité de l'article 7.

- ⇒ Le tribunal retiendra en conséquence le caractère de circonstances extraordinaires s'appliquant au vol FR1372 (RZ8VJZ - Véronique VEYRIER) du 4 juillet 2018 d'une part, et que le retard inférieur à 3 heures pour le vol FR6003 (T2GZ8Z - Christel PUTOUX, Frédéric VILLA, Margaux VILLA) du 5 juillet 2019, n'est pas éligible à l'indemnité de l'article 7.

4. Collision aviaire : vol FR4004 (DR6TMS) du 6 juillet 2018.

RYANAIR produit un rapport d'ingénieur daté du 27 juin 2019 dans lequel il est fait état d'une collision aviaire en date du 6 juillet 2018 impactant l'appareil initialement affecté au vol FR4004 (DR6TMS) du 6 juillet 2018 et qui a dû être de ce fait remplacé, entraînant un retard dont la durée n'est pas précisée dans les pièces du dossier.

- ⇒ En l'absence de part et d'autre de précision quant au retard effectivement supporté par le passager du fait du changement d'appareil, il n'y a pas lieu de statuer sur le caractère de circonstances extraordinaires affectant le vol FR4004 (DR6TMS - Serge ANGIOLINI) du 6 juillet 2018, ce dernier ne fera pas l'objet d'indemnités de l'article 7.

5. Pannes d'équipements : vols FR7478 (SSKYXR) et FR7475 (NRPBSB /NVILQF) du 7 juin 2019.

Le 7 juin 2019, un NOTAM signale une panne de radar sur l'aéroport de Porto (OPO) toute la journée du 7 juin 2019, entraînant le retard du vol ALLER FR7478 (SSKYXR) (OPO – BVA) et l'annulation du vol RETOUR FR7475 (NRPBSB /NVILQF) du 7 juin 2019 (BVA – OPO).

- ⇒ Le tribunal retiendra en conséquence le caractère de circonstances extraordinaires s'appliquant aux vols :
- FR7478 (SSKYXR - Pascal SALE, Maryvonne SALE) du 7 juin 2019 ;
 - FR7475 (NRPBSB /NVILQF - Marion DE SOUSA - Catherine PONCHEL, Marie-Rose PONCHEL, Cloé CRAPEZ, Estelle CRAPEZ) du 7 juin 2019.

6. Pannes de kérosène : vols FR7708 (ORKFXB) du 13 avril 2019 et FR514 (SZLCHG) du 27 mai 2018.

Concernant le vol FR7708 (ORKFXB) annulé du 13 avril 2019 (MRS – TUF), celui-ci s'inscrivait dans un circuit programmant OPO-TUF, puis TUF-MRS, puis MRS_TUF et enfin TUF-OPO.

RYANAIR fait état d'une impossibilité de s'avitailer sur l'aéroport de Tours (TUF) en raison d'une panne du système d'approvisionnement en carburant des aéronefs géré par TUF, l'obligeant à se dérouter sur Nantes (NTE) en provoquant un retard tel, dans le planning de vols programmés, qu'elle se voit contrainte d'annuler les vols intermédiaires TUF-MRS et MRS-TUF, qui ont par ailleurs fait l'objet d'un remboursement des billets à M. et Mme ESCOFFIER, le 20/04/2019.

Concernant le vol FR514 (SZLCHG) annulé du 27 mai 2018 (STN – DNR), une panne du système de ravitaillement des avions de l'aéroport de Londres (STN), s'étalant ce jour-là de 4h45 à 12h00, a été signalée par NOTAM. L'appareil de RYANAIR, basé à Londres

[Signature]



(STN) devait décoller à 12h05 et n'a pas été en mesure de s'avitailler à temps contraignant la Compagnie à annuler son vol.

⇒ Le tribunal dira en conséquence que concernant le vol :

- FR7708 (ORKFXB - Raphaël ESCOFFIER, Anne ESCOFFIER) annulé du 13 avril 2019, le caractère de circonstances exceptionnelles est établi.
- FR514 (SZLCHG - Alisson MUREAU, Valentin RENARD) annulé du 27 mai 2018, le caractère de circonstances exceptionnelles est établi.

7. Couvre-feu : FR9034 (VU664L) du 27 juillet 2019.

RYANAIR était informée par NOTAM de la mise en place d'un couvre-feu sur l'aéroport de Beauvais (BVA) du 3 avril 2019 au 26 octobre 2019, mentionnant notamment l'arrêt du contrôle aérien le samedi à partir de 20h15. En conséquence, la Compagnie avait toute faculté à prendre les mesures raisonnables (telles qu'indiqué au considérant 15 du Règlement) et d'en informer les passagers, ce qu'elle a fait puisqu'il ressort des éléments produits par la défense que les billets concernant ces vols ont fait l'objet d'un remboursement sur carte bancaire le 1 août 2019.

⇒ Le tribunal dira en conséquence que concernant le vol FR9034 (VU664L - Agathe SZYMKOWIAK, Frédéric LAGACHE) du 27 juillet 2019, son annulation ne relève pas de circonstances exceptionnelles et que celle-ci est éligible à l'indemnité de l'article 7.

Sur le cas de Mme Juliette XAVIER (Vol FR 1799 du 27 juin 2019 - Resa G4RZIT)

Le vol FR 1799 était prévu pour un départ le 27 juin 2019 à 21h15 (heure française) de Toulouse avec une arrivée à Lisbonne à 22h10.

La carte d'embarquement mentionnait explicitement une arrivée à 22h10, suivie de l'information : « Vous devrez avancer votre montre de - 1 heure » et dès lors, l'arrivée heure locale était donc prévue à 22h10 - 1h = 21h10.

Selon l'historique du vol produit par RYANAIR, il apparaît que le vol FR 1799 a atterri à 23h39 (heure locale) et les passagers ont franchi les portes à 00h05, soit exactement avec 02h55 de retard sur l'horaire prévu de 21h10.

⇒ En conséquence, le tribunal dira que le retard constaté étant inférieur à 3 heures, l'indemnité article 7 n'est pas due.

Sur le cas de M. Louis-Marie SPIRAL (Vol FR8708 du 3 novembre 2017 - Resa H2CCYX)

M. SPIRAL a subi un retard sur le vol ALLER FR4235 – Resa HWJLNVY du 23 octobre 2017 (Resa hors liste demandeurs) qui a fait l'objet d'une indemnité article 7 (250 euros) en date du 11 juillet 2019.

M. SPIRAL a subi un refus d'embarquement (surbooking) sur le vol RETOUR FR8708 Resa H2CCYX du 3 novembre 2017 éligible à l'indemnité article 7 ; RYANAIR affirme avoir versé cette indemnité en produisant une copie d'écran du virement bancaire de 250 euros.

Le tribunal relève que les copies d'écran produites du virement bancaire sont strictement identiques pour les deux versements et RYANAIR n'apporte pas la preuve d'avoir effectué un deuxième versement de 250 euros au titre du vol RETOUR de M. SPIRAL.

⇒ En conséquence, le tribunal dira que l'indemnité article 7, née du refus d'embarquement (surbooking) sur le vol RETOUR FR8708 Resa H2CCYX du 3 novembre 2017, au bénéfice de M. SPIRAL est due par RYANAIR.

Sur le cas des époux BOUROCHE (Vol FR76 du 1 octobre 2017 - Resa PSCLTM / APM39P)

(Handwritten signatures)



Dans leurs conclusions, les demandeurs mentionnent explicitement le vol FR76 - Resa PSCLTM / APM39P du 1^{er} octobre 2017, ayant par ailleurs fait l'objet d'un remboursement des billets le 29 septembre 2017, comme éligible à l'indemnité de l'article 7, ce que RYANAIR ne conteste ni à la barre, ni dans ses écritures.

- ⇒ Le tribunal dira en conséquence que l'indemnité article 7 de 250 euros est bien due à chacun des époux BOUROCHE.

Sur le cas de Mme CHAUMOND et M. BOISSERIE (Vol FR5832 du 30 mai 2019 - Resa Y39RKJ / F1CMKZ)

RYANAIR a adressé le 4 mars 2019 un courriel en anglais destiné à M. Théo BOISSERIE à l'adresse 'marian.pawlak@gekruid-eten.be, mentionnant le changement d'heure du vol effectué sur la RESA F1CMKZ, dont le départ de Bordeaux était prévu le 30 mai 2019 à 13h50 et reporté le même jour à 20h05.

RYANAIR a adressé le 4 mars 2019 un courriel en anglais destiné à Mme Laurine CHAUMOND à l'adresse 'kondradw@yahoo.com, mentionnant le changement d'heure du vol effectué sur la RESA Y39RKJ, dont le départ de Bordeaux était prévu le 30 mai 2019 à 13h50 et reporté le même jour à 20h05.

Mme CHAUMOND et M. BOISSERIE déclarent ne pas avoir reçu ces notifications du 4 mars 2019 et indiquent que les adresses utilisées ne les concernaient pas, leur adresse courriel étant respectivement *laurine.chaumont@hotmail.fr* et *t.b1@orange.fr*, correspondant d'ailleurs aux adresses utilisées par la compagnie pour l'envoi de leur billet électronique.

- ⇒ En conséquence, le tribunal dira que RYANAIR n'a pas notifié à ces passagers le retard du vol pour lequel ils avaient une réservation et que ce retard ayant été supérieur à 3h00, est assimilable à une annulation de vol éligible à l'indemnité de l'article 7. En effet, comme rappelé supra à titre liminaire, les passagers d'un vol retardé ne peuvent être assimilés aux passagers d'un vol annulé aux fins d'application du Règlement n°261/2004 que si ledit vol a fait l'objet d'un retard d'une durée supérieure ou égale à trois heures, étant entendu que la durée du retard est comprise entre l'heure prévue d'arrivée du vol et l'heure effective d'ouverture de la première porte de l'aéronef.

Récapitulatif des indemnités dues en application de l'article 7 du Règlement :

RYANAIR a procédé aux versements de l'indemnité relevant de l'article 7 du Règlement sur un sous-compte CARPA du Conseil des demandeurs :

- le 17 janvier 2023, à :
 1. à Madame Sonia CLEMENT : 250 euros
 2. à Madame Lisa GUERCIA : 250 euros
 3. à Monsieur Florent FRESNEAU : 250 euros
 4. à Madame Laetitia BRISARD : 250 euros
 5. à Monsieur Sébastien DERET : 250 euros
 6. à Madame Ambre VIEUVILLE : 250 euros
 7. à Monsieur Frédéric ARANDA : 250 euros
 8. à Madame Isabelle ARANDA : 250 euros
 9. à Monsieur Clément ARANDA : 250 euros
 10. à Monsieur Clément GAULARD : 250 euros
 11. à Monsieur Yann LANNES : 250 euros
 12. à Madame Sabine LANNES : 250 euros
 13. à Madame Héloïse LANNES : 250 euros
 14. à Monsieur Corentin LANNES : 250 euros
 15. à Monsieur Simon GIGNIER : 250 euros
 16. à Madame Sophia OUADGHIRI : 250 euros

[Signature]
30



17. à Monsieur Benjamin LONIEWSKI : 400 euros
18. à Monsieur Jean-Claude CREACH : 250 euros
19. à Madame Josette CREACH : 250 euros
20. à Monsieur Xavier WOHLFARTH : 250 euros
21. à Monsieur Jamy WOHLFARTH : 250 euros
22. à Monsieur Xavier WOHLFARTH agissant en qualité de représentant légal de Madame Lily WOHLFARTH : 250 euros
23. à Monsieur Nicolas GUERIN : 250 euros
24. à Monsieur Alexandre HUBY : 250 euros
25. à Madame Catherine MALET : 250 euros
26. à Monsieur Philippe BISSON : 250 euros
27. à Monsieur Christophe AGARD : 250 euros
28. à Madame Auriane AGARD : 250 euros
29. à Madame Audrey MERCIER : 250 euros
30. à Monsieur Guillaume PETIT : 250 euros
31. à Madame Jacqueline DELSOL : 250 euros
32. à Monsieur Bernard DELSOL : 250 euros
33. à Madame Nicole DELSOL : 250 euros
34. à Madame Françoise EMBRY : 250 euros
35. à Monsieur Stéphane BODEZ : 250 euros
36. à Madame Nina BODEZ : 250 euros
37. à Madame Sylvaine JENNY : 250 euros
38. à Monsieur Dominique KRIEGEL : 250 euros
39. à Madame Dominique KRIEGEL : 250 euros
40. à Madame Maria FANTONI : 250 euros
41. à Monsieur Vincent AUVRAY : 250 euros
42. à Monsieur Vincent AUVRAY agissant en qualité de représentant légal de Monsieur Simon AUVRAY : 250 euros
43. à Monsieur Vincent AUVRAY agissant en qualité de représentant légal de Monsieur Gaël AUVRAY : 250 euros
44. à Monsieur Manuel BALENCY-BEARN : 250 euros
45. à Madame Marcella NINNO-FOLLONI : 250 euros
46. à Madame Hélène LOIZEAU : 250 euros
47. à Monsieur Gaël CLOCHARD : 250 euros

- le 17 avril 2023, à :

1. à Monsieur Mickaël VENANCIO : 250 euros
2. à Monsieur Christopher GAMEIRO : 250 euros
3. à Madame Jeanne PULLINO : 250 euros

Le Tribunal prend acte des versements effectués par RYANAIR les 17 janvier et 17 avril 2023 sur un sous-compte CARPA du Conseil des demandeurs concernant les 50 passagers mentionnés ci-dessus et condamne RYANAIR à verser en complément la somme de 250 euros à titre d'indemnité Art. 7, aux 7 passagers suivants :

1. Monsieur Louis-Marie SPIRAL : 250 euros
2. Madame Chantal BOUROCHE : 250 euros
3. Monsieur Jacque BOUROCHE : 250 euros
4. Madame Agathe SZYMKOWIAK : 250 euros
5. Monsieur Frédéric LAGACHE : 250 euros
6. Madame Laurine CHAUMOND : 250 euros
7. Monsieur Théo BOISSERIE : 250 euros

En revanche, seront déboutés de leur demande de versement de l'indemnité article 7 du Règlement ainsi que des dommages-intérêts, pour :

- Circonstances extraordinaires reconnues :
1. Madame Geneviève BATAILLARD
 2. Monsieur Thierry BATAILLARD
 3. Monsieur Jean-Michel ROSTAGNO



4. Madame Valérianne D'IRUMBERRY DE SALABERRY
5. Madame Valérianne D'IRUMBERRY DE SALABERRY agissant en qualité de représentant légal de Madame Chloé VALERIANI
6. Monsieur Serge ANGIOLINI
7. Madame Patricia GOMEZ
8. Monsieur Manuel GOMEZ
9. Monsieur Manuel GOMEZ agissant en qualité de représentant légal de Monsieur Raphaël GOMEZ
10. Monsieur Manuel GOMEZ agissant en qualité de représentant légal de Monsieur Théotime GOMEZ
11. Monsieur Manuel GOMEZ agissant en qualité de représentant légal de Madame Maily GOMEZ
12. Madame Marion DE SOUSA
13. Monsieur Jean-Pierre RIVES
14. Madame Valérie RIVES
15. Madame Catherine PONCHEL
16. Madame Marie-Rose PONCHEL
17. Madame Estelle CRAPEZ
18. Madame Cloé CRAPEZ
19. Madame Véronique VEYRIER
20. Madame Maryvonne SALE
21. Monsieur Pascal SALE
22. Madame Alisson MUREAU
23. Monsieur Valentin RENARD
24. Monsieur Frédéric VILLA
25. Madame Margaux VILLA
26. Madame Christel PUTOUX
27. Monsieur Victor CROUZEVALLE
28. Madame Anne ESCOFFIER
29. Madame Anne ESCOFFIER agissant en qualité de représentant légal de Monsieur Raphaël ESCOFFIER

- Retard inférieur à 3 heures
 1. Madame Juliette XAVIER

En conséquence, il convient pour le tribunal de débouter les 30 passagers ci-dessus de leurs demandes de dommages-intérêts de 1.250 € ou 1.400 € selon les cas.

D. Sur l'absence d'exécution, par la Compagnie, des autres obligations issues du Règlement CE n°261/2004 du Parlement Européen et du Conseil du 11 février 2004 (Droit à une prise en charge, Droit à l'information) et sur l'agissement illicite tenant dans la violation délibérée et systémique, par la Compagnie, des obligations qui sont les siennes en application du Règlement dans un évident souci d'économie de masse :

L'UFC-Que Choisir reproche à RYANAIR de ne pas s'être conformée à ses obligations issues du Règlement en application des articles 9 (Droit à une prise en charge) et 14 (Obligation d'informer les passagers de leurs droits) et d'agir délibérément de manière illicite dans un souci d'économie de masse.

Cependant, aucune pièce attestant de cette violation invoquée du Règlement n'est versée au dossier et notamment, aucune réclamation auprès de la Compagnie de passagers concernés n'est produite.

Si l'on excepte les délais excessifs constatés dans le versement des indemnités nées de l'application de l'article 7 du Règlement (point qui sera abordé plus loin), il n'est pas clairement démontré que RYANAIR ait agi illégalement de manière systémique et délibérée de telle sorte que les passagers aient été privés des avantages matériels que leur octroyait le Règlement, à l'origine du préjudice invoqué.

- ⇒ En conséquence, le Tribunal dira qu'il n'est pas établi que la Compagnie ait été défaillante dans l'exécution de ses obligations en application des articles 9 (Droit à une prise en charge) et 14




(Obligation d'informer les passagers de leurs droits) issues du Règlement, et rejettera les demandes de dommages-intérêts réclamés au titre des articles 9 et 14 du Règlement.

E. Sur la résistance abusive et fautive :

L'UFC-Que Choisir et les Passagers estiment que la résistance manifestée par RYANAIR à exécuter ses obligations issues du Règlement est parfaitement abusive et justifie que leur soit octroyé à chacun des dommages et intérêts.

RYANAIR se défend de n'avoir commis aucun manquement aux dispositions du Règlement, notamment à ses articles 7, 9, 12 et 14 ni à la réglementation applicable en matière de pratiques commerciales trompeuses, ni aux articles 1101 et suivants et 1231 et suivants du Code civil et qu'elle n'a donc causé aucun préjudice à l'intérêt collectif des consommateurs sur ces fondements.

Il ressort de l'examen des pièces versées au dossier que :

- aucun élément n'atteste que les Passagers aient présenté une réclamation à la Compagnie avant le 2 décembre 2019, date à laquelle RYANAIR est mis en demeure par les demandeurs, (qui produisent une liste de vols concernés par 87 RESA et couvrant la période du 12 avril 2016 au 27 juillet 2019, ayant tous fait l'objet de retards, d'annulation ou de refus d'embarquement, éligibles à l'indemnité prévue par le Règlement en pareil cas), d'avoir à se conformer aux obligations issues dudit Règlement, au premier rang desquelles figure le versement de ces indemnités, outre dommages et intérêts ;
- le 2 février 2020, la Compagnie répond ne pas disposer des informations suffisantes pour procéder à l'examen des réclamations litigieuses et soutient n'avoir jamais obtenue de réponse à sa requête ;
- le 3 juillet 2020, RYANAIR est assigné par les demandeurs et le 22 décembre 2022, RYANAIR écrit à 20 des passagers afin d'obtenir leurs coordonnées bancaires en vue de les indemniser ;
- RYANAIR versera sur le compte CARPA du Conseil des demandeurs la somme de 12 748,96 euros : 11 986,96 euros le 17 janvier 2023, puis la somme de 750 euros le 17 avril 2023.

Il convient de relever que les délais qui auront été nécessaires à la Compagnie pour reconnaître l'exigibilité des indemnités relevant de l'article 7 du Règlement, et les délais pour procéder ensuite à leur versement, s'évaluent entre 45,3 mois (3,8 ans) et 85,4 mois (7,1 ans).

Quelles que soient les justifications invoquées par la Compagnie, ces délais conséquents caractérisent une résistance délibérée, abusive et condamnable, à se conformer au Règlement et sont constitutifs d'un préjudice certain pour les passagers concernés, qu'il y a lieu de prendre en considération.

Compte tenu de cet important retard ainsi que des frais supportés par chacun des passagers dans le cadre de cette procédure (honoraires d'avocats, commissions UFC-Que Choisir suivant contrat signé avec INDEMNIT'AIR mentionné supra), le tribunal fixera les dommages-intérêts à la somme de 250 euros.

- ⇒ Le tribunal condamnera en conséquence RYANAIR à verser la somme de 250 euros à chacun des 57 passagers éligibles à l'article 7 du Règlement, au titre de dommages-intérêts pour résistance abusive.

F. Sur la pratique commerciale trompeuse mise en œuvre par la Compagnie au détriment des consommateurs :

L'UFC Que Choisir soutient que les dispositions contractuelles de RYANAIR, telles qu'elles figurent sur son site Internet, comportent un engagement apparent de respecter ses obligations au titre du Règlement CE n°261/2004, en indiquant notamment que le passager peut la saisir de demandes et/ou réclamations en cas d'annulation, de retard ou de refus d'embarquement, alors que, selon le Règlement, l'obligation du transporteur n'est pas subordonnée à la présentation d'une réclamation, caractérisant ainsi une pratique commerciale trompeuse par action sur la portée des engagements de l'annonceur ainsi que sur les droits du consommateur.

[Signature]



RYANAIR conteste l'affirmation de l'UFC-Que Choisir selon laquelle l'obligation du transporteur n'est pas subordonnée à la présentation d'une réclamation et soutient que la présentation d'une réclamation n'est en aucun cas contraire au Règlement.

Comme il a été mentionné *supra* (A titre liminaire), le Règlement, dans son article 7, ne mentionne pas que le transporteur soit tenu à un versement spontané et immédiat au passager de ces indemnités lorsqu'elles sont avérées, ni ne précise de délai spécifique quant à leur versement effectif (hormis le cas du délai de 7 jours prévu pour le remboursement du billet d'un vol annulé non remplacé).

Si le transporteur est défaillant à l'exécution de ses obligations, le passager doit dans ces conditions présenter une réclamation formelle auprès du transporteur, valant mise en demeure de ce dernier, à cette date, d'avoir à s'exécuter.

Par ailleurs, l'UFC-Que Choisir affirme sans le démontrer que la Compagnie recourt à une pratique commerciale trompeuse par omission sur une information substantielle et au détriment des consommateurs, à savoir sur leurs droits qui sont, *a minima*, fournis de manière dissimulée et inintelligible.

- ⇒ Si le site Internet de RYANAIR est certes, perfectible, il ne permet pas d'affirmer d'une manière formelle que son contenu relève d'une pratique commerciale trompeuse de la part de RYANAIR, au sens de l'article L 121-2 du Code de la consommation et le Tribunal rejettera cette demande de voir RYANAIR condamnée à ce titre.

G. Sur la pratique commerciale agressive commise, en cours d'instance, au détriment d'une partie des Passagers :

La requête de RYANAIR, auprès de 20 passagers en vue d'obtenir leurs coordonnées bancaires aux fins de leur verser les indemnités, visait, selon l'UFC-Que Choisir, à conduire les intéressés à accepter le paiement des seules indemnités de l'article 7 du Règlement CE n°61/2004, sans prise en compte de leurs autres demandes judiciaires et à se détourner ainsi de l'instance en cours.

A ce titre, l'UFC-Que Choisir sollicite la condamnation de RYANAIR à payer aux 20 passagers sollicités la somme de 500 euros par passager à titre de dommages et intérêts.

Cette affirmation n'est pas étayée et ne permet pas de qualifier une telle requête de pratique commerciale agressive, même si, en cours d'instance, elle était supposée transiter par les Conseils.

- ⇒ Le Tribunal en conséquence rejettera cette demande.

H. Sur le préjudice porté à la collectivité des passagers

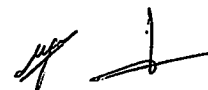
En l'espèce, comme il exposé *supra*, il n'est pas établi que la Compagnie ait été défaillante dans l'exécution de ses obligations en application des articles 9 (Droit à une prise en charge) et 14 (Obligation d'informer les passagers de leurs droits) issues du Règlement.

Il n'est pas établi non plus que le contenu de son site Internet relève d'une pratique commerciale trompeuse de la part de RYANAIR, au sens de l'article L 121-2 du Code de la consommation.

En revanche, la résistance caractérisée, manifestée par RYANAIR à reconnaître et verser les indemnités prévues en application de l'article 7 du Règlement, causant un préjudice certain aux passagers concernés, sera qualifiée d'abusives et condamnables (*supra*) et l'UFC-Que Choisir est en l'occurrence fondée à agir sur ce motif.

Les seuls chiffres statistiques produits et non contestés par les parties, concernant les vols de RYANAIR, indiquent que la Compagnie a transporté 9 292 315 passagers sur le sol français en 2018 et que le taux de ponctualité des dernières années a varié de 85% à 92%, desquels on peut seulement déduire que 8 à 15% des vols sont soit retardés, soit annulés.

Parmi ceux-ci, les cas éligibles aux indemnités de l'article 7 du Règlement ne sont pas statistiquement établis et aucun élément, recevable en l'espèce et permettant d'évaluer le nombre statistique de cas concernés sur une année, n'est versé au dossier ; si l'on se réfère aux 59 cas d'éligibilité relevés dans le présent dossier, ils ne représentent pas, de toute évidence, la totalité des cas applicables aux vols de la Compagnie compris entre le 12 avril 2016 et le 27 juillet 2019.




Cependant, même en retenant une hypothèse très basse de cas éligibles aux indemnités de l'article 7 du Règlement, les montants en jeu peuvent s'avérer très conséquents et la réticence et résistance dont a fait preuve en l'espèce la Compagnie au détriment des consommateurs, à les reconnaître et procéder à leur versement, est dénonçable.

Au surplus, même s'il n'est pas formellement établi que la Compagnie ait été défaillante dans l'exécution de ses obligations en application des articles 9 (Droit à une prise en charge) et 14 (Obligation d'informer les passagers de leurs droits) issues du Règlement, il ne peut être exclu que nombre de passagers aient ignoré leurs droits, permettant ainsi à la Compagnie l'économie de toute indemnité.

En conséquence de ce qui précède, il convient pour le Tribunal, constatant l'ampleur du préjudice porté à la collectivité des passagers :

- D'enjoindre RYANAIR de mettre un terme à sa résistance à se conformer à l'article 7 du Règlement ;
- D'enjoindre RYANAIR de publier, sur la page d'accueil de son site Internet www.ryanair.com/fr/fr, sur les pages d'accueil de ses applications mobiles accessibles en France, sur la page d'accueil de sa page Facebook, ainsi que sur sa page Instagram, le communiqué suivant :

COMMUNIQUE JUDICIAIRE
*Par Jugement du Tribunal de Commerce d'Aix-en-Provence en date du 12 décembre 2023, saisi à la demande de consommateurs et de l'UFC-Que Choisir, la Compagnie aérienne RYANAIR a été condamnée pour ne pas s'être conformée au Règlement n° 261/2004 du Parlement européen établissant les règles communes en matière d'indemnisation et d'assistance des passagers en cas de refus d'embarquement et d'annulation ou de retard important d'un vol et, notamment à son article 7 (Droit à l'indemnisation). Ce communiqué est destiné à informer les consommateurs. [Lire la décision](#).
 #justice #vol #avion #consommateur*

- De dire que le texte du communiqué, intitulé inclus, devra, sur la page d'accueil du site Internet www.ryanair.com/fr/fr, sur les pages d'accueil des applications mobiles accessibles en France, et sur la page d'accueil de sa page Facebook, demeurer en haut de page, être publié dans une taille de caractère qui ne soit pas inférieure à 12, que l'intitulé devra apparaître en majuscules et en gras, et que l'ensemble du communiqué devra être encadré en rouge,
 - De dire que le texte du communiqué, intitulé inclus, devra, sur sa page Instagram, faire l'objet d'une publication distincte de tout autre texte ou de toute autre publication, être publié dans une taille de caractère qui ne soit pas inférieure à 12, et que l'intitulé devra apparaître en majuscules et en gras,
 - De dire que le passage du texte du communiqué « Lire la décision. » sera un lien hypertexte de couleur rouge permettant d'accéder au Jugement intégral à intervenir, lequel devra demeurer effectif le temps de l'injonction.
 - De dire que ces publications devront intervenir dans les quinze jours suivant la signification du Jugement à intervenir et demeurer accessibles sans discontinuer, dans les conditions indiquées, pour une durée de trois mois à compter de cette date, à peine d'astreinte de 10 000 euros par jour de retard et manquement constaté,
- De condamner au paiement de la somme de 150 000 euros à verser à l'UFC-Que Choisir, en réparation du préjudice causé à tous les passagers éligibles à l'indemnité dont s'agit.

Pour faire reconnaître leurs droits, l'UFC-Que Choisir et les Passagers ont dus exposer des frais non compris dans les dépens qu'il serait inéquitable de laisser à leur charge et qu'il y aura donc lieu de condamner RYANAIR à payer au titre de l'article 700 du Code de procédure civile :

- à chacun des 57 passagers éligibles à l'indemnité prévue à l'article 7 du Règlement CE n°261/2004 du Parlement Européen et du Conseil du 11 février 2004, la somme de 720 euros ;

[Signature]



- à l'UFC-Que Choisir la somme de 25.000 euros ;
ainsi qu'aux entiers dépens.

Le tribunal rappelle qu'au visa de l'article 514 du CPC, les décisions de première instance sont de droit exécutoires à titre provisoire. Au vu des circonstances de cette affaire, le tribunal la trouvant justifiée, il dira qu'il n'y a pas lieu d'y déroger.

PAR CES MOTIFS

Le tribunal, après en avoir délibéré conformément à la loi, statuant publiquement, par jugement contradictoire et en premier ressort :

- déclare que l'UNION FEDERALE DES CONSOMMATEURS - QUE CHOISIR et les personnes physiques demandresses sont recevables et bien-fondés à agir devant la juridiction de céans ;
- condamne la société RYANAIR DESIGNATED COMPANY (DAC) à payer au titre de l'indemnité prévue à l'article 7 du Règlement CE n°261/2004 du Parlement Européen et du Conseil du 11 février 2004 :
 1. à Madame Sonia CLEMENT : 250 euros (versés CARPA le 17/01/203)
 2. à Madame Lisa GUERCLA : 250 euros (versés CARPA le 17/01/203)
 3. à Monsieur Florent FRESNEAU : 250 euros (versés CARPA le 17/01/203)
 4. à Madame Laetitia BRISARD : 250 euros (versés CARPA le 17/01/203)
 5. à Monsieur Sébastien DERET : 250 euros (versés CARPA le 17/01/203)
 6. à Madame Ambre VIEUVILLE : 250 euros (versés CARPA le 17/01/203)
 7. à Monsieur Frédéric ARANDA : 250 euros (versés CARPA le 17/01/203)
 8. à Madame Isabelle ARANDA : 250 euros (versés CARPA le 17/01/203)
 9. à Monsieur Clément ARANDA : 250 euros (versés CARPA le 17/01/203)
 10. à Monsieur Clément GAULARD : 250 euros (versés CARPA le 17/01/203)
 11. à Monsieur Yann LANNES : 250 euros (versés CARPA le 17/01/203)
 12. à Madame Sabine LANNES : 250 euros (versés CARPA le 17/01/203)
 13. à Madame Héloïse LANNES : 250 euros (versés CARPA le 17/01/203)
 14. à Monsieur Corentin LANNES : 250 euros (versés CARPA le 17/01/203)
 15. à Monsieur Simon GIGNIER : 250 euros (versés CARPA le 17/01/203)
 16. à Madame Sophia OUADGHIRI : 250 euros (versés CARPA le 17/01/203)
 17. à Monsieur Benjamin LONIEWSKI : 400 euros (versés CARPA le 17/01/203)
 18. à Monsieur Jean-Claude CREACH : 250 euros (versés CARPA le 17/01/203)
 19. à Madame Josette CREACH : 250 euros (versés CARPA le 17/01/203)
 20. à Monsieur Xavier WOHLFARTH : 250 euros (versés CARPA le 17/01/203)
 21. à Monsieur Jamy WOHLFARTH : 250 euros (versés CARPA le 17/01/203)
 22. à Monsieur Xavier WOHLFARTH agissant en qualité de représentant légal de Madame Lily WOHLFARTH : 250 euros (versés CARPA le 17/01/203)
 23. à Monsieur Nicolas GUERIN : 250 euros (versés CARPA le 17/01/203)
 24. à Monsieur Alexandre HUBY : 250 euros (versés CARPA le 17/01/203)
 25. à Madame Catherine MALET : 250 euros (versés CARPA le 17/01/203)
 26. à Monsieur Philippe BISSON : 250 euros (versés CARPA le 17/01/203)
 27. à Monsieur Christophe AGARD : 250 euros (versés CARPA le 17/01/203)
 28. à Madame Auriane AGARD : 250 euros (versés CARPA le 17/01/203)
 29. à Madame Audrey MERCIER : 250 euros (versés CARPA le 17/01/203)
 30. à Monsieur Guillaume PETIT : 250 euros (versés CARPA le 17/01/203)
 31. à Madame Jacqueline DELSOL : 250 euros (versés CARPA le 17/01/203)
 32. à Monsieur Bernard DELSOL : 250 euros (versés CARPA le 17/01/203)
 33. à Madame Nicole DELSOL : 250 euros (versés CARPA le 17/01/203)
 34. à Madame Françoise EMBRY : 250 euros (versés CARPA le 17/01/203)
 35. à Monsieur Stéphane BODEZ : 250 euros (versés CARPA le 17/01/203)
 36. à Madame Nina BODEZ : 250 euros (versés CARPA le 17/01/203)



37. à Madame Sylvaine JENNY : 250 euros (versés CARPA le 17/01/203)
38. à Monsieur Dominique KRIEGEL : 250 euros (versés CARPA le 17/01/203)
39. à Madame Dominique KRIEGEL : 250 euros (versés CARPA le 17/01/203)
40. à Madame Maria FANTONI : 250 euros (versés CARPA le 17/01/203)
41. à Monsieur Vincent AUVRAY : 250 euros (versés CARPA le 17/01/203)
42. à Monsieur Vincent AUVRAY agissant en qualité de représentant légal de Monsieur Simon AUVRAY : 250 euros (versés CARPA le 17/01/203)
43. à Monsieur Vincent AUVRAY agissant en qualité de représentant légal de Monsieur Gaël AUVRAY : 250 euros (versés CARPA le 17/01/203)
44. à Monsieur Manuel BALENCY-BEARN : 250 euros (versés CARPA le 17/01/203)
45. à Madame Marcella NINNO-FOLLONI : 250 euros (versés CARPA le 17/01/203)
46. à Madame Hélène LOIZEAU : 250 euros (versés CARPA le 17/01/203)
47. à Monsieur Gaël CLOCHARD : 250 euros (versés CARPA le 17/01/203)
48. à Monsieur Mickaël VENANCIO : 250 euros (versés CARPA le 17/04/203)
49. à Monsieur Christopher GAMEIRO : 250 euros (versés CARPA le 17/04/203)
50. à Madame Jeanne PULLINO : 250 euros (versés CARPA le 17/04/203)
51. à Monsieur Louis-Marie SPIRAL : 250 euros
52. à Madame Chantal BOUROCHE : 250 euros
53. à Monsieur Jacque BOUROCHE : 250 euros
54. à Madame Agathe SZYMKOWIAK : 250 euros
55. à Monsieur Frédéric LAGACHE : 250 euros
56. à Madame Laurine CHAUMOND : 250 euros
57. à Monsieur Théo BOISSERIE : 250 euros

- prend acte des versements effectués par RYANAIR les 17 janvier et 17 avril 2023 sur un sous-compte CARPA du Conseil des demandeurs aux 50 passagers numérotés de 1 à 50 tels que rappelés ci-dessus et dit que RYANAIR reste devoir la somme de 250 euros à chacun des 7 passagers numérotés de 51 à 57 ;
- condamne la société RYANAIR DESIGNATED COMPANY (DAC) à payer au titre de dommages-intérêts pour résistance abusive la somme de 250 euros à chacun des 57 passagers éligibles à l'indemnité prévue à l'article 7 du Règlement CE n°261/2004 du Parlement Européen et du Conseil du 11 février 2004 ;

1. à Madame Sonia CLEMENT : 250 euros
2. à Madame Lisa GUERCIA : 250 euros
3. à Monsieur Florent FRESNEAU : 250 euros
4. à Madame Laetitia BRISARD : 250 euros
5. à Monsieur Sébastien DERET : 250 euros
6. à Madame Ambre VIEUVILLE : 250 euros
7. à Monsieur Frédéric ARANDA : 250 euros
8. à Madame Isabelle ARANDA : 250 euros
9. à Monsieur Clément ARANDA : 250 euros
10. à Monsieur Clément GAULARD : 250 euros
11. à Monsieur Mickaël VENANCIO : 250 euros
12. à Monsieur Christopher GAMEIRO : 250 euros
13. à Monsieur Jacques BOUROCHE : 250 euros
14. à Madame Chantal BOUROCHE : 250 euros
15. à Monsieur Yann LANNES : 250 euros
16. à Madame Sabine LANNES : 250 euros
17. à Madame Héloïse LANNES : 250 euros
18. à Monsieur Corentin LANNES : 250 euros
19. à Monsieur Simon GIGNIER : 250 euros
20. à Madame Sophia OUADGHIRI : 250 euros
21. à Monsieur Benjamin LONIEWSKI : 250 euros
22. à Monsieur Jean-Claude CREACH : 250 euros
23. à Madame Josette CREACH : 250 euros
24. à Monsieur Louis-Marie SPIRAL : 250 euros
25. à Madame Jeanne PULLINO : 250 euros
26. à Monsieur Xavier WOHLFARTH : 250 euros

[Signature]



27. à Monsieur Jamy WOHLFARTH : 250 euros
28. à Monsieur Xavier WOHLFARTH agissant en qualité de représentant légal de Madame Lily WOHLFARTH : 250 euros
29. à Monsieur Nicolas GUERIN : 250 euros
30. à Monsieur Alexandre HUBY : 250 euros
31. à Madame Catherine MALET : 250 euros
32. à Monsieur Philippe BISSON : 250 euros
33. à Monsieur Christophe AGARD : 250 euros
34. à Madame Auriane AGARD : 250 euros
35. à Madame Audrey MERCIER : 250 euros
36. à Monsieur Guillaume PETIT : 250 euros
37. à Madame Jacqueline DELSOL : 250 euros
38. à Monsieur Bernard DELSOL : 250 euros
39. à Madame Nicole DELSOL : 250 euros
40. à Madame Françoise EMBRY : 250 euros
41. à Monsieur Stéphane BODEZ : 250 euros
42. à Madame Nina BODEZ : 250 euros
43. à Madame Sylvaine JENNY : 250 euros
44. à Monsieur Dominique KRIEGEL : 250 euros
45. à Madame Dominique KRIEGEL : 250 euros
46. à Madame Maria FANTONI : 250 euros
47. à Monsieur Vincent AUVRAY : 250 euros
48. à Monsieur Vincent AUVRAY agissant en qualité de représentant légal de Monsieur Simon AUVRAY : 250 euros
49. à Monsieur Vincent AUVRAY agissant en qualité de représentant légal de Monsieur Gaël AUVRAY : 250 euros
50. à Monsieur Manuel BALENCY-BEARN : 250 euros
51. à Madame Marcella NINNO-FOLLONI : 250 euros
52. à Madame Hélène LOIZEAU : 250 euros
53. à Monsieur Gaël CLOCHARD : 250 euros
54. à Monsieur Théo BOISSERIE : 250 euros
55. à Madame Laurine CHAUMOND : 250 euros
56. à Monsieur Frédéric LAGACHE : 250 euros
57. à Madame Agathe SZYMKOWIAK : 250 euros

- déboute les personnes physiques demanderesse suivantes de leur demande de voir la société RYANAIR DESIGNATED COMPANY (DAC) condamnée à payer au titre de dommages et intérêts :

1. à Madame Geneviève BATAILLARD : 1.400 euros
2. à Monsieur Thierry BATAILLARD : 1.400 euros
3. à Monsieur Jean-Michel ROSTAGNO : 1.250 euros
4. à Madame Valériane D'IRUMBERRY DE SALABERRY : 1.400 euros
5. à Madame Valériane D'IRUMBERRY DE SALABERRY agissant en qualité de représentant légal de Madame Chloé VALERIANI : 1.400 euros
6. à Monsieur Serge ANGIOLINI : 1.250 euros
7. à Madame Patricia GOMEZ : 1.250 euros
8. à Monsieur Manuel GOMEZ : 1.250 euros
9. à Monsieur Manuel GOMEZ agissant en qualité de représentant légal de Monsieur Raphaël GOMEZ : 1.250 euros
10. à Monsieur Manuel GOMEZ agissant en qualité de représentant légal de Monsieur Théotime GOMEZ : 1.250 euros
11. à Monsieur Manuel GOMEZ agissant en qualité de représentant légal de Madame Mailys GOMEZ : 1.250 euros
12. à Madame Marion DE SOUSA : 1.250 euros
13. à Monsieur Jean-Pierre RIVES : 1.400 euros
14. à Madame Valérie RIVES : 1.400 euros
15. à Madame Catherine PONCHEL : 1.250 euros
16. à Madame Marie-Rose PONCHEL : 1.250 euros

[Signature]



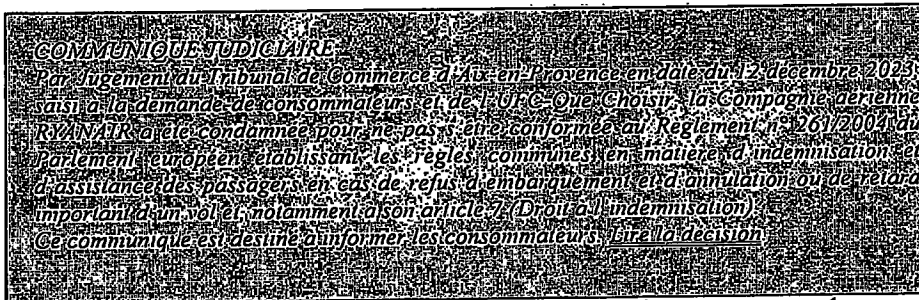
17. à Madame Estelle CRAPEZ : 1.250 euros
18. à Madame Cloé CRAPEZ : 1.250 euros
19. à Madame Véronique VEYRIER : 1.250 euros
20. à Madame Maryvonne SALE : 1.250 euros
21. à Monsieur Pascal SALE : 1.250 euros
22. à Madame Alisson MUREAU : 1.250 euros
23. à Monsieur Valentin RENARD : 1.250 euros
24. à Monsieur Frédéric VILLA : 1.250 euros
25. à Monsieur Margaux VILLA : 1.250 euros
26. à Madame Christel PUTOUX : 1.250 euros
27. à Monsieur Victor CROUZEVIALLE : 1.400 euros
28. à Madame Juliette XAVIER : 1.250 euros
29. Madame Anne ESCOFFIER : 1.250 euros
30. Madame Anne ESCOFFIER agissant en qualité de représentant légal de Monsieur Raphaël ESCOFFIER : 1.250 euros.

débouté l'UNION FEDERALE DES CONSOMMATEURS - QUE CHOISIR et les personnes physiques demanderessees suivantes de sa demande de voir la société RYANAIR DESIGNATED COMPANY (DAC) condamnée à payer des dommages et intérêts au titre de pratique commerciale agressive :

1. à Monsieur Christophe AGARD
2. à Madame Auriane AGARD
3. à Madame Catherine MALET
4. à Monsieur Philippe BISSON
5. à Madame Sonia CLEMENT
6. à Madame Lisa GUERCIA
7. à Monsieur Sébastien DERET
8. à Madame Ambre VIEUVILLE
9. à Monsieur Mickaël VENANCIO
10. à Monsieur Christopher GAMEIRO
11. à Monsieur Simon GIGNIER
12. à Madame Sophia OUADGHURI
13. à Monsieur Dominique KRIEGEL
14. à Madame Hélène LOIZEAU
15. à Monsieur Gaël CLOCHARD
16. à Madame Audrey MERCIER
17. à Monsieur Guillaume PETIT
18. à Madame Jeanne PULLINO
19. à Monsieur Yann LANNES
20. à Monsieur Xavier WOHLFARTH

condamne la société RYANAIR DESIGNATED COMPANY (DAC) au paiement de la somme de 150 000 (CENT CINQUANTE MILLE) euros à verser à l'UNION FEDERALE DES CONSOMMATEURS - QUE CHOISIR en réparation du préjudice causé à tous les passagers éligibles à l'indemnité prévue à l'article 7 du Règlement CE n°261/2004 du Parlement Européen et du Conseil du 11 février 2004 ;

enjoint RYANAIR de publier, sur la page d'accueil de son site Internet www.ryanair.com/fr/fr, sur les pages d'accueil de ses applications mobiles accessibles en France, sur la page d'accueil de sa page Facebook, ainsi que sur sa page Instagram, le communiqué suivant :



#justice #vol #avion #consommateur

- dit que le texte du communiqué, intitulé inclus, devra, sur la page d'accueil du site Internet www.ryanair.com/fr/fr, sur les pages d'accueil des applications mobiles accessibles en France, et sur la page d'accueil de sa page Facebook, demeurer en haut de page, être publié dans une taille de caractère qui ne soit pas inférieure à 12, que l'intitulé devra apparaître en majuscules et en gras, et que l'ensemble du communiqué devra être encadré en rouge,
 - dit que le texte du communiqué, intitulé inclus, devra, sur sa page Instagram, faire l'objet d'une publication distincte de tout autre texte ou de toute autre publication, être publié dans une taille de caractère qui ne soit pas inférieure à 12, et que l'intitulé devra apparaître en majuscules et en gras,
 - dit que le passage du texte du communiqué « Lire la décision. » sera un lien hypertexte de couleur rouge permettant d'accéder au Jugement intégral à intervenir, lequel devra demeurer effectif le temps de l'injonction.
 - dit que ces publications devront intervenir dans les quinze jours suivant la signification du Jugement à intervenir et demeurer accessibles sans discontinuer, dans les conditions indiquées, pour une durée de trois mois à compter de cette date, à peine d'astreinte de 10 000 euros par jour de retard et manquement constaté,
- déboute les parties de toutes autres demandes, fins et conclusions injustifiées et en tous cas mal-fondées,
 - condamne la société RYANAIR DESIGNATED COMPANY (DAC) à payer au titre de l'article 700 du CPC :
 - à l'UNION FEDERALE DES CONSOMMATEURS - QUE CHOISIR, la somme de 25 000 euros ;
 - à chacun des 57 passagers éligibles à l'indemnité prévue à l'article 7 du Règlement CE n°261/2004 du Parlement Européen et du Conseil du 11 février 2004, la somme de 720 euros.
 - rappelle que l'exécution provisoire de la présente décision est de droit ;
 - condamne la société RYANAIR DESIGNATED COMPANY (DAC) qui succombe, aux entiers dépens de la procédure, en ce compris les frais de Greffe liquidés à la somme de 2.163,99 euros T.T.C. dont T.V.A. 10,93 euros.

Le Greffier présent lors de la remise


BEN TANFOUS Eya


Le Président

Philippe CRUVEILLER

